

السلامة والبيئة

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 1574 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 4 JUILLET 1985

AVANT SA RENCONTRE AVEC M. REAGAN

M. Gorbatchev viendra en France du 2 au 5 octobre

Quatre mois pour progresser

Nouveaux paradoxes découlant de la situation au Kremlin, mais s'étendant cette fois aux relations Est-Ouest : après que M. Gorbatchev se fut efforcé devant M. Gromyko, pour mieux consolider son pouvoir, M. Reagan, chef de l'Etat américain, s'empresse d'annoncer une prochaine rencontre avec celui qui vient de renouer à être son homologue.

Sans doute les spécialistes du protocole expliqueront que c'est le président du Soviet suprême, et non son seul président, qui exerce collectivement les fonctions de chef de l'Etat en URSS, et que M. Gorbatchev ayant été élu mardi membre de cet organisme, tout est en ordre. L'essentiel est que les chefs réels des deux superpuissances se rencontrent le 19 novembre à Genève et que, pour l'un comme pour l'autre, ce sera la première expérience du genre. Et l'on se félicitera bien sûr que cette rencontre soit précédée d'une visite à Paris du nouveau maître de toutes les Russies.

M. Reagan, qui aura dû attendre cinq ans après son entrée à la Maison Blanche pour combler ce que beaucoup de ses adversaires lui reprochaient comme une situation fautive dans sa politique étrangère, a déployé beaucoup d'efforts pour obtenir ce rendez-vous avec son homologue américain. Il a dû à ce moment-là le tenir sur le territoire des Etats-Unis, comme l'y autorisent le calendrier des précédentes rencontres, et se rabattre sur le choix neutre de Genève.

En outre, on ne sait plus très bien, à Washington, comment présenter la rencontre. S'agit-il de cette grande explication « soigneusement préparée » dont on parlait au début ? Est-elle surtout destinée à « faire connaissance », comme on l'a expliqué ensuite ? La durée prévue pour les entretiens, trois jours — facile à privilégier la première hypothèse. On voit mal pourtant comment les équipes des deux pays pourraient aboutir, dans quatre mois, à des résultats tangibles.

Les relations soviéto-américaines, sans connaître la même tension polémique qu'à certaines périodes de 1983 et du début de l'an dernier, restent en effet plus qu'ambiguës. Il y a quelques jours, à Dnepropetrovsk, M. Gorbatchev menaçait en termes vagues de quitter les négociations de Genève. Washington répondait en déclinant une « hypothèse ». La semaine il y a quelques semaines du commandant Nicholson par une scintille soviétique en RDA a conduit à une série de représailles américaines ; enfin et surtout, la polémique sur l'initiative de défense stratégique entraîne un blocage total. Moscou persistant à vouloir contraindre Washington à y renoncer, et M. Reagan ne voulant en aucun cas, au stade actuel, en faire un objet de négociation.

Il faudra bien tout de même que les choses bougent dans ce domaine-là. M. Gorbatchev, qui vient de reprendre en main la diplomatie, va devoir s'occuper maintenant de ses militaires. Ces derniers sont restés remarquablement discrets jusqu'à présent, sous la houlette du vieux maréchal Sokolov, vieillard plutôt fâché qui a succédé, en décembre dernier, au maréchal Oustinov. Mais ils ont leur mot à dire sur les programmes d'armement de l'avenir. D'autant que l'échéance de novembre est celle que le chef du parti avait fixée au miroir, annoncé en avril, sur les armements internationaux soviétiques. Le sommet se tiendra précisément à cette date : il devrait donc au moins permettre de savoir quelles sont les intentions de Moscou en la matière.

M. Gorbatchev viendra en France du 2 au 5 octobre prochain, a-t-on appris, ce mercredi 3 juillet à Paris. Le secrétaire général du Parti communiste soviétique aura ainsi l'occasion de s'entretenir avec M. Mitterrand quelques semaines avant de rencontrer M. Reagan.

De sources officielles, Washington a en effet annoncé, mardi, que le président américain rencontrerait le numéro un soviétique du 19 au 21 novembre à Genève.

La fin du règne Molotov-Gromyko

Il serait téméraire d'attendre des changements qui viendraient de se produire à Moscou des modifications de la politique étrangère soviétique, en tout cas sur le fond, au moins à l'avenir. Avec ou sans M. Gromyko à sa tête, la diplomatie soviétique restera celle de la grande puissance que l'on connaît, au service de la même stratégie et des mêmes intérêts. En outre, la nouvelle équipe aura besoin de temps pour se rodier et consolider son autorité.

Mais cela ne signifie pas que rien ne va changer, en particulier dans le style, la manière d'aborder les problèmes et de répartir les priorités géographiques. Après vingt huit ans passés à la tête de son ministère (le plus long séjour aux affaires, dans le même poste, d'un homme d'Etat de l'histoire), M. Gromyko a acquis une expérience unique à l'extrême des qualités personnelles, mais cette expérience avait aussi durci ses

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

LE DÉBAT SUR LA DÉFENSE DE L'EUROPE

Le PS pour une dissuasion élargie à l'Allemagne fédérale

Le bureau exécutif du PS a estimé, mardi 2 juillet à Paris, que la France a « un intérêt essentiel à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale et, d'abord, au profit de la sécurité du territoire le plus avancé et le plus vulnérable de l'Europe, à savoir l'Allemagne fédérale ». Dans l'hypothèse du mercredi 3 juillet, l'éditorialiste du PCF estime que « ces options sont insensées » dès lors qu'elles « enchaînent la France à un pays subordonné à l'OTAN ».

Les communistes isolés

Sous prétexte que le Parti socialiste est favorable à une participation accrue de la France dans la sécurité collective en Europe et la défense de l'Allemagne fédérale, le PCF vient de prendre avec vigueur, dans l'Humanité et dans sa revue spécialisée Correspondance Armées-Nations, la contre-pied de la politique militaire menée par le chef de l'Etat. Le critique des communistes est tout azimut : contre une dissuasion de la France élargie au-delà du Rhin, contre la force d'action rapide et contre les projets spatiaux du ministère de la Défense, M. Charles Hernu. En ce sens, le PCF s'isole davantage encore de l'ensemble des autres formations politiques en France, même si, de leur côté, le RPR et l'UDF, s'ils partagent certaines des orientations socialistes de sécurité, notamment à l'égard de l'Allemagne fédérale, reprochent au gouvernement de miser sur les moyens financiers.

Dans une longue déclaration publiée mardi 2 juin à Paris, le bureau exécutif du PS demande aux Européens de rechercher les possibilités

de mieux préserver leur « identité » de sécurité au sein de l'alliance atlantique, dans la mesure où les projets américains de bouclier spatial antimissiles risquent de dissocier la défense de l'Europe de celle des Etats-Unis. Dans cette perspective, souligne le socialiste, la France, qui dispose de moyens nucléaires en voie de modernisation et d'une dissuasion classique en cours de diversification avec la création de la force d'action rapide, a un « intérêt essentiel » à participer à la protection de son voisin le plus immédiat, l'Allemagne fédérale.

A quelques nuances près, le bureau exécutif du PS ne dit pas autre chose que ce que le ministre de la Défense avait solennellement déclaré à son homologue ouest-allemand (le Monde du 22 juin), à savoir que « la France et l'Allemagne fédérale partagent des intérêts de sécurité qui leur sont communs ».

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

TERRORISME

La stratégie d'Action directe

La revendication par le groupe Action directe, mardi 2 juillet, de la tentative d'assassinat contre le contrôleur général des armées, M. Henri Blandin, met un terme aux interrogations nées après cet attentat. Action directe, mouvement terroriste clandestin fondé en 1979 aux marges de l'extrême gauche, reconnaît en effet son « échec » du 26 juin — M. Blandin a échappé au commando chargé de le tuer, — et affirme en même temps sa détermination à continuer ce qu'il appelle son offensive. La police estime ainsi qu'Action directe essaiera à nouveau d'attenter aux jours de hauts fonctionnaires du ministère de la Défense. Le 25 janvier dernier, plusieurs membres de l'organisation avaient assassiné René Audran, ingénieur général de l'armement.

Le communiqué parvenu à la presse démontre également que c'est un véritable commando, dont les membres étaient vraisemblablement reliés entre eux par un système radio miniaturisé, qui avait été mis en place par Action directe. Les enquêteurs voient la marque des terroristes italiens de Prima Linea, des Colp et des terroristes allemands de la Fraction armée rouge, qui ont respectivement « fusionné » avec le groupe français en 1983 et au début de l'année 1985.

(Lire nos informations page 7.)

Le Zaïre en quête de respectabilité

Il y a vingt-cinq ans, le 30 juin 1960, la Belgique accordait l'indépendance au Congo belge devenu, en 1971, le Zaïre. Pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de leur pays, les autorités de Kinshasa ont organisé, dimanche 30 juin, un

gigantesque défilé civil et militaire dans la capitale, en présence du couple royal belge. Cette véritable démonstration de force fait suite à l'annonce d'un renforcement important de l'armée zaïroise, qui doit atteindre cent mille hommes avant la fin de

l'année. Les relations entre la Belgique et le Zaïre sont actuellement bonnes. Le chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu, a ainsi souligné que, « dans les rapports nord-sud, il n'y a pas de peuples plus proches que les peuples belge et zaïrois ».

I. — Le système Mobutu

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Kinshasa. — Nous avons tous jour après jour vu ce que ce sont les pays occidentaux qui nous attaquent. On dirait qu'ils ne veulent pas que le Zaïre soit une vraie puissance ! L'allié le plus sûr du camp occidental est trahi dans la bave. On veut le réduire à l'impuissance, à l'anarchie ; simplement parce qu'il réclame son droit à

la différence. Nous voulons simplement être nous-mêmes... Installé dans le jardin de sa résidence, une villa blanche située sur les hauteurs de Kinshasa, le premier commissaire d'Etat, M. Kengo Wa Dondo, s'efforce d'un instant. Assis devant un copieux petit déjeuner, entouré

de ses proches collaborateurs, le premier ministre, que l'on surnomme, à « Kin », le « citoyen la rigueur », se prête volontiers au jeu des questions. Il ajoute doucement : « Cela ne nous empêche pas d'être vaillants... »

Et si M. Kengo Wa Dondo n'avait pas tout à fait tort ? Dimanche, le boulevard du 30 juin est vide. La ville, le spectacle y était insolite : les hommes — et les femmes — de la BSP (brigade spéciale présidentielle), impeccablement sangleés dans leurs treillis, maniaient le balai et la pelle, fustils M-16 dans le dos. Le samedi est jour de Salongo, c'est-à-dire de travail obligatoire, de 14 heures à 17 heures 30, pour pallier l'insécurité des cantonniers et des éboueurs, pour la « révolution ». Le « 30-juin » est la vitrine occidentale de cette métropole africaine de près de 3 millions d'habitants, qui semble si industrielle. Lorsque, de Brazzaville, on s'enfonce dans l'un de ces étranges steamers qui traversent le fleuve encombré de colonies de jacinthes d'eau, la ville, dont les buildings émergent de la brume de chaleur, fait penser à... Hongkong.

(1) Il va de soi que ce jugement est relatif. Amnesty International recense, en effet, périodiquement de nombreux cas d'empiétement politique et de torture au Zaïre.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Observation

L'Europe a envoyé un engin à la rencontre de la comète de Halley pour tenter d'en sonder les mystères.

Le plus grand mystère est cette étrange manie qu'a la comète de venir, tous les soixante-seize ans, frôler la Terre avant de s'en éloigner aussi vite. Quel est le but de cette parade cyclique ?

La réponse est très simple. Visiblement, la comète est fascinée par notre planète, et elle vient l'observer à intervalles réguliers (une vie d'homme). A chaque voyage elle espère. Mais chaque fois un bref regard suffit à la convaincre que la Terre, de siècle en siècle, est toujours aussi folle. Alors, elle s'éloigne, dégoûtée.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. EUROPE

M^{me} Thatcher est vivement critiquée aux Communes.

ISRAËL

M. Pérès a rallié l'opposition à son plan d'austérité.

6. POLITIQUE

Les hauts fonctionnaires de l'Assemblée contestent M. Mermaz.

8. ENSEIGNEMENT

La douloureuse autocritique des instituteurs.

18. SÉCURITÉ SOCIALE

Déficit de 1 à 2 milliards de francs en 1985.

22. PROCHE-ORIENT

Trois cents des détenus libanais ont été libérés par Israël.

revue bimestrielle

le débat

Helmut Schmidt

Un trajet d'Allemand

ALLEMAGNE,

HISTOIRE ET ACTUALITÉ

Alain Clément, Louis Dumont,

Rudolf von Thadden

CHINE,

LE NOUVEAU COURS

Cheng Yingxiang, Marie-Claire Bergère,

Claude Cadart

Alain Peyrefitte

Réponse à Robert Badinter

numéro 35

mai 1985

Gallimard

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

● Expositions : Ingres et les baroques génois au Pavillon de Flore ; Mariette et les contemporains au château de Tanlay.

● Musique : la saison du jazz à Paris et les tournées estivales en France.

● Découverte : Anselmo, Weiner, Leccia au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

(Pages 9 à 11)

débats

LA GUERRE DE L'OMBRE

Le retour des otages américains de Beyrouth ne devrait pas occulter l'action du terrorisme international à l'intérieur même des États-Unis. A ce sujet, Raoul Bertrand dévoile quelques faits restés dans l'ombre et s'inquiète d'y voir trop présente la « main de Moscou ». François Bonnet, qui a peu apprécié ce que le Monde (des 10 et 11 mars dernier) avait écrit sur l'Eglise de scientologie, rappelle qu'elle fait l'objet de l'attention pointilleuse des services secrets américains.

La Scientologie et les services secrets

Une Eglise sans révélation et sans dogme qui s'estime victime de machinations parce qu'elle dénonce les abus de la psychiatrie

La Scientologie est parfois l'objet de critiques acerbes, formulées par des individus qui ne l'ont jamais approchée ou bien par des « ex-membres » dont les propos peuvent dérouter. Mais que valent ces « témoignages » face à ceux, de centaines de fois plus nombreux, de scientologues polytechniciens, artistes, créateurs d'entreprises, humanistes militants... ?

Les campagnes de dénigrement auxquelles l'Eglise de scientologie se heurte depuis quelque temps ont une envergure qui dépasse de beaucoup celles de simples critiques inhérentes à une société démocratique. Peut-on faire un rapprochement entre ces attaques et celles qui eurent lieu dans les années cinquante, lorsque des mouvements humanitaires tels que celui qui menait le docteur Martin Luther King aux États-Unis et qui fut victime d'une véritable machination de la part du FBI ? Oui, répond le colonel Fletcher Prouty, qui travaille longtemps dans les services secrets américains à un très haut échelon. Il déclare sous serment (il y a quelques semaines) : « L'Eglise de scientologie est et a été la cible d'attaques d'un réseau clandestin comprenant divers ministères et services du gouvernement, qui rappelle le groupe d'opération spéciale de la Central Intelligence Agency (CIA), présent, et le programme de contre-espionnage du Federal Bureau of Investigation (COINTELPRO) des années 60 et 70. »

De quelle façon s'y prend-on aujourd'hui pour attaquer la Scientologie ? Le colonel Prouty, à propos de ce qui se passe actuellement aux États-Unis, explique :

par FRANÇOIS BONNET (*)

« Nous avons ici le modèle des agences du gouvernement, travaillant avec un réseau d'avocats et leurs « témoins fédéraux » sélectionnés, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, d'un bout à l'autre du pays (...). Ils ont sélectionné des informateurs et des agents, et ils utilisent les mêmes tactiques [que COINTELPRO, NDLR]. Ils ont traqué d'anciens membres de l'Eglise et les ont endoctrinés et employés pour servir comme témoins fédéraux et comme agents, et pour les former à infiltrer l'organisation qu'ils ont pris pour cible. »

Le dénominateur commun

Pour surprenantes qu'elles paraissent, ces affirmations corroborent celles qui ont été faites par un ancien agent du BOSS, les services secrets d'Afrique du Sud. Gordon Winter a déposé, en novembre 1984, une affaire incroyable menée par la BOSS conjointement avec la CIA contre la Scientologie. Motif : les scientologues avaient dénoncé avec un peu trop de zèle et de persévérance le scandale des camps psychiatriques pour les Noirs, en Afrique du Sud. Winter était chargé de dénigrer les scientologues dans des articles de presse qui étaient ensuite repris par d'autres journaux...

Quel est le dénominateur commun à toutes ces attaques ? Une (*) Président de l'Eglise de scientologie de Paris.

enquête réalisée par l'association Ethique et liberté à la fin de 1984 concernant les interférences de la psychiatrie sur la religion a apporté des éléments de réflexion particulièrement intéressants. Mais sans doute faut-il donner ici un peu plus d'explications sur la Scientologie elle-même.

Non révélée, fondée sur la raison, la Scientologie n'est pas de dogme. Elle est une route que peuvent emprunter ceux qui souhaitent atteindre des niveaux de liberté spirituelle plus élevés. Son fondateur, L. Ron Hubbard, ne prétend pas que c'est la seule route mais que c'en est une qui « fonctionne ». Elle est non-professionnelle, ouverte aux gens de toutes religions et croyances. Fondamentalement respectueux de l'intégrité physique et spirituelle de l'homme, les scientologues ont dénoncé les abus de la psychiatrie, des drogues, etc., dès les années 50.

Plusieurs millions de personnes à travers le monde considèrent que la Scientologie leur a permis de vivre une spiritualité authentique, tournée vers la liberté. Nombreuses sont-elles à se mobiliser pour les droits de l'homme ou à prendre des responsabilités dans des activités sociales diverses. L'œuvre humanitaire accomplie par L. Ron Hubbard l'a fait nommer membre honoraire par la conférence mondiale des maires, en décembre 1984.

Faut-il s'étonner de la croissance de la Scientologie ? De ce que cela soulève des objections ? De ce que des personnalités comme Julia Migenes-Johnson (la Carmen de Rossini) le pratiquent, parfois depuis longtemps ?

Les États-Unis face au terrorisme international

Les Américains luttent contre la subversion interne avec un certain laxisme. Des faits nouveaux ont modifié l'attitude de l'administration

par RAOUL BERTRAND (*)

LES États-Unis, étant moins directement visés par le terrorisme international sur leur territoire que les autres nations européennes — encore que leurs ressortissants et leurs biens à l'étranger soient les plus nombreuses victimes — ont fort peu d'apathie comparable à celle des autres États occidentaux. Bien au contraire, la lutte antiterroriste y est fragmentée en vingt-cinq organismes sans coordination efficace. A la suite de très graves constatations faites par des institute privés spécialisés, le Sénat a fini par constituer une commission d'enquête.

Est déjà observée l'émergence d'une crise nationale rappelant celle qui s'était produite pendant la guerre du Vietnam : manifestations dans les rues, sans cause apparente, plusieurs milliers d'arrestations, surtout parmi les femmes, les jeunes, les ouvriers, manipulés par des agitateurs professionnels, apparition de mouvements terroristes jusque-là inconnus (comme l'avaient été les Black Panthers et les Weathermen au cours de la sixième décennie), désordres provoqués simultanément dans plusieurs États par des groupes dits « néo-nazis » à génération spontanée, dont chaque investigation trace l'origine jusqu'à des agents cubains (les Nations aryennes, l'Ordre, le Pacte, l'Épée de Dieu, Parti des Travailleurs Socialistes, Santuino).

L'arrestation du « Reverend » Sandoval au Texas et celle de Marie Hernandez en Floride ont permis de découvrir un trafic d'armes considérable effectué par l'Unité révolutionnaire (branche du Parti travailliste guatémaltèque) en accord avec le Parti socialiste unifié mexicain, en même temps que l'une des multiples filières d'immigration clandestine. Dépourvus de tout moyen d'existence, certains de ces « sans-papiers » (1) sont recueillis par des Églises qui leur facilitent le travail au noir. D'autres sont hébergés dans des centres ruraux, des Liberty Chios et entraînés à l'agrip-prop marxiste-léniniste.

La tradition américaine s'oppose à toute enquête relative à des réfugiés, à leurs familles et à leurs « passeurs », mais l'administration a fini

De nouveaux groupes

Ne prenant pas, au début, ces menaces au sérieux, l'administration a changé d'avis à la suite de faits nouveaux. Un groupe entièrement noir, s'intitulant le « Nouveau Monde de l'islam », a attaqué vingt et une banques dans les États de New-York et du New-Jersey. Après avoir assassiné un officier de police, il a prévenu qu'il tirerait à vue sur quiconque essaierait d'intervenir lors de nouvelles attaques. Son but consistait à établir une « nation noire indépendante dans le Sud ». Un autre groupe islamique, l'« Entreprise », s'est associé avec celui qui ferraillait à récemment formé sous le nom de Pouvoir.

Ces groupes ont pris naissance dans les prisons où sont enfermés les condamnés des Panthères noires et de l'Armée noire de la libération. A été clairement établie l'entraide collaboration entre eux et les terroristes financés par le Libye.

En Floride, ont été arrêtés des Irakiens fabriquant, grâce à un matériel russe, de faux passeports et de fausses cartes d'identité militaire. Leur chef, Salah Jawad, a admis avoir pour Khomelny dans un triple but : propager la foi intégriste parmi les

(*) Ancien ambassadeur.

quelques 10 millions de citoyens d'ascendance arabe ; recruter des jeunes pour les équipes de tueurs ; convertir à l'islam « pur » la plus grande partie possible de Noirs.

Après l'attaque effectuée le 12 mars 1985 contre l'ambassade turque à Ottawa (un mort par des terroristes arméniens, le FBI a pu établir que le trésor de guerre de l'ASALA provenait en partie d'un trafic de drogue organisé par Neuber Soufayan, ayant échappé à l'emprisonnement à New-York, condamné en Suisse, déporté en Grèce, d'où il avait été envoyé à Beyrouth, à la fois centre mondial de l'héroïne et quartier général de l'Armée révolutionnaire arménienne. La troisième génération des Américains américains est infiltrée par la propagande soviétique, brochant sur le « génocide de 1915 ».

Principale cible du terrorisme international — qui, s'il n'a pas été créé par Moscou, est rationnellement utilisé par lui — la société ouverte des États-Unis risque d'être atteinte maintenant de l'intérieur et de l'extérieur. Issue d'une immigration lente, sélective et contrôlée, elle a donné naissance, en deux siècles, sur un territoire de huit fois grand comme la France, doué de toutes les richesses, à la nation la plus puissante du monde en même temps que la plus libre. Face à une véritable invasion clandestine, le fameux « creuset » ne peut plus jouer son rôle. Si, comme le demande l'université de l'État de New-York, cette nation refuse les « nécessaires compromis éthiques et légaux » pour mettre un terme à cette immigration, et comme le demande le département d'État si le terrorisme n'est pas combattu, même en attaquant les dictateurs libyens, irakiens et autres qui veulent la détruire, l'URSS n'aura nullement besoin de déclencher une guerre nucléaire, dont elle serait elle-même la victime (sans aucune riposte adéquate, en raison de la rotation terrestre). Il lui suffira d'attendre la décomposition de l'Occident.

(1) Deux millions et demi chaque année, rien que pour les hispaniques, d'après Foreign Affairs (1^{er} trimestre 1981).



Vos économies d'énergie nous mèneront loin.

Aujourd'hui où tout coûte cher, les économies d'énergie sont les bienvenues. Surtout pour notre balance des paiements. Et j'ai fait le calcul : le train n'utilise que 24% seulement du pétrole consommé par l'ensemble du secteur des transports. Vous voulez un exemple : pour transporter une personne comme moi à 270 km/h, le train ne consomme que l'équivalent de 2 litres aux 100 de super. Qui dit mieux ? Ces économies, ce sont quelques milliards de francs qui ne sortent pas de notre poche. Les économies d'énergie, ce sont des économies tout court.

Merci le train
SNCF

Entreprises et successions

L'article d'Alain Vernholes sur « la chute d'entreprises et leurs héritiers » (Le Monde daté 16-17 juin) a suscité un certain nombre de lettres. Nous en avons retenu deux, dont nous publions les extraits les plus significatifs.

Réactivité et équité

Voici que le patronat réclame à nouveau un privilège qui ne contribuera en rien à la marche de l'économie. Alain Vernholes a bien souligné les difficultés que soulèverait un abaissement des droits de succession réservés aux transmissions d'entreprises : définition d'un complexe héritaire que pour l'outil de travail exonéré de l'impôt sur les grandes fortunes ; inégalité entre héritiers si les lots reçus ne sont pas de même nature et s'acquittent pas les mêmes droits (...). L'essentiel n'est donc pas là. Il est dans les conséquences qu'a entraîné le code civil de 1959, son don de joyeux avènement de la V^e République. Les taux ont été massivement réduits — en ligne directe, entendant pour les enfants, et maintenant prohibés pour les autres dévolutions. Moins de quinze à un bout, soustraient au moins à l'impôt, même si les chiffres ont été quelque peu corrigés par la suite.

Un tel fossé a été creusé qu'il est et qu'il demeure impossible de laisser une entreprise à un autre qu'au fils, même s'il ne le souhaite pas ou n'en est pas le plus capable. C'est lui qui, en revanche, dispose d'une protection absolue contre la concurrence, même celle d'un neveu. Singulier système, où celui qui a gagné et épargné ne garde plus aucun pouvoir de disposition, où le code des impôts annule le code civil, où la quantité disponible devient indisponible, où toute la faveur va à celui qui s'est tout juste donné la peine de naître. La gestion des entreprises s'est détériorée, les travailleurs ont souvent fait les frais.

L'intérêt public commande une tout autre approche : créer des abattements et des taux intermédiaires en dehors de la ligne directe, sans doute moins favorables pour tenir compte de la tradition française, mais qui ne bloquent pas toute capacité de disposition. En particulier aucune clause spéciale ne serait plus nécessaire pour une reprise par les cadres, puisque la somme de leurs abattements pourrait équivaut à celui dont bénéficie l'héritier direct. Toute liberté demeurerait naturellement de le préférer, sans que cela reste une obligation absolue, et la réponse serait toute trouvée à la succession des chefs d'entreprise qui n'ont pas d'héritiers.

Veul-à concilier l'efficacité et l'équité. A moins qu'on entende consolider les privilèges de la naissance.

PIERRE URL.

Création rapide, mort rapide

Quand Jacques Méraud et consorts ont examiné quelle pourrait être la meilleure forme d'impôt sur le capital, ils ont opté pour le renforcement des droits de succession (1). Les socialistes ont préféré l'impôt sur les grandes fortunes, impôt auquel on doit pour le moins rapprocher son entière iniquité du fait de la non-imposition de l'outil de production et de l'exemption dont bénéficient les objets d'art (...).

Si l'on tend à réduire les inégalités de répartition de la fortune, il

aut bien se rabattre sur l'impôt sur les successions, et on ne voit pas pourquoi il faudrait à cet égard privilégier une catégorie spéciale de la population appelée « chefs d'entreprise » sous le prétexte que l'emploi pourrait en souffrir. Je crois plutôt que l'éclatement, et même la dissolution des entreprises, serait plutôt bénéfique pour l'ensemble de l'appareil de production (...).

A vrai dire, si l'entreprise du défunt ne vaut pas un clou, il n'y aura pas d'impôt sur la succession : si elle est prospère, elle trouvera toujours preneur. Le seul risque est donc la disparition des entreprises mal-saines.

RENÉ BERTRAND (Reillanne).

(1) Rapport de la commission d'étude d'un prélèvement sur la fortune par Gabriel Vernet, Robert Blox, Jacques Méraud (décembre 1978).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696372 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favre (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cloué aux à compter du
10 décembre 1984.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur :
Bernard Wouf

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Conducteur en chef :
Claude Sales

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 27 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisoire (dix semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande avec précision au moins avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les nouveaux chèques en capital

d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 120 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 120 \$;

Côte-d'Ivoire, 325 F CFA ; Danemark,

780 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis,

60 \$; Grèce, 80 dr. ; Israël, 80 s. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Lys,

8 250 l. ; Luxembourg, 90 F. ; Norvège,

4 200 kr. ; Pays-Bas, 5 fl. ; Portugal,

700 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède,

Suisse, 1 200 F. ; Yougoslavie, 118 ad.

سكنا من الأصل

étranger

LES ORIENTATIONS DE LA DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE

MOSCOU : le nouveau chef de l'Etat paraît se satisfaire d'un rôle de « mentor »

De notre correspondant

Moscou. — Qui va conduire la politique étrangère de l'URSS ? La réponse ne fait guère de doute : M. Gorbatchev lui-même. Ce n'est pas un hasard si l'accord sur le lieu et la date de la rencontre du secrétaire général avec le président Reagan — la première entre dirigeants américains et soviétiques depuis plus de six ans — coïncide avec un extraordinaire mouvement de personnel dans les plus hautes sphères du parti et de l'Etat, qui touche en priorité la politique étrangère. Bien qu'aucune annonce officielle n'ait encore été faite, il semble, en effet, selon les confidences « officielles » habituelles, que le Kremlin s'apprête à confirmer la volonté de M. Gorbatchev de reconstruire M. Reagan du 19 au 21 novembre prochain, à Genève.

Les missions du Kremlin sont impénétrables, mais rien n'indique que M. Gorbatchev ait voulu maintenir en son sein un équilibre en confiant à M. Gromyko le poste de chef de l'Etat (1). Ce dernier avait pris la parole le 11 mars devant le comité central pour l'appeler à dire M. Gorbatchev, secrétaire général. L'hypothèse la plus vraisemblable est que M. Gorbatchev, qui n'a pas manqué d'habileté jusqu'ici dans la gestion des hommes, a voulu à la fois honorer son « parrain » et le mettre, avec tous les regards dus à son rang, un peu en retrait par rapport à l'action diplomatique qu'il entend lui-même mener. M. Gromyko cesse en effet à la fois d'être ministre des affaires étrangères et premier vice-président du conseil.

M. Gromyko, qui aura soixante-seize ans dans quinze jours, n'a probablement jamais pu se faire violence. Il continuera à rencontrer les grands de ce monde et — ce qui compte sans doute davantage pour lui — à faire entendre sa voix au bureau politique. On peut penser, en le voyant s'entretenir sans cesse à la voix basse avec le secrétaire général

lors des interminables séances officielles dont le système soviétique a le secret, qu'il est, quant à lui, satisfait de son rôle de « mentor ».

Ce vétéran d'ailleurs reçu, le mardi 2 juillet, un extraordinaire éloge public lors de la première journée de la session du Soviet suprême.

« Le nom d'André Gromyko est largement connu, aussi bien dans notre pays qu'à l'étranger », (...) a déclaré M. Gorbatchev, ajoutant que l'intérêt « considérable » à l'élaboration et à la mise en œuvre de notre politique intérieure et extérieure.

Cette appréciation est à rapprocher des propos mystérieux tenus le 11 mars dernier par M. Gromyko devant le comité central. Il avait alors parlé de « certains camarades » qui n'avaient pas toujours eu une « claire perception » des grandes capacités de M. Gorbatchev en matière de politique étrangère.

Peu importe, en définitive, dans quelle mesure le secrétaire général s'acquiesce d'une dette ou relève à un poste honorifique un homme du calibre de M. Gromyko. L'important est qu'il peut désormais davantage apporter lui-même sa marque à la politique étrangère de l'URSS.

M. Chevardnadze : un style nouveau

Le choix de M. Chevardnadze comme chef de la diplomatie soviétique confirme cette impression. L'expérience de l'étranger de ce Géorgien de cinquante-sept ans se limite au mouvement de « solidarité afro-asiatique », patronné par Moscou et pour lequel il s'est rendu en Inde en 1982 et en Algérie en mai 1984. Il a également voyagé en Autriche (1974), au Portugal en

1979 et au Brésil (1980), des pays qui, à l'exception du dernier, sont en dehors des « blocs ». Autant dire que M. Chevardnadze n'est pas, à la différence de M. Gromyko, un spécialiste des relations Est-Ouest. Cette particularité laisse toute latitude à M. Gorbatchev pour exercer ses talents dans ce domaine.

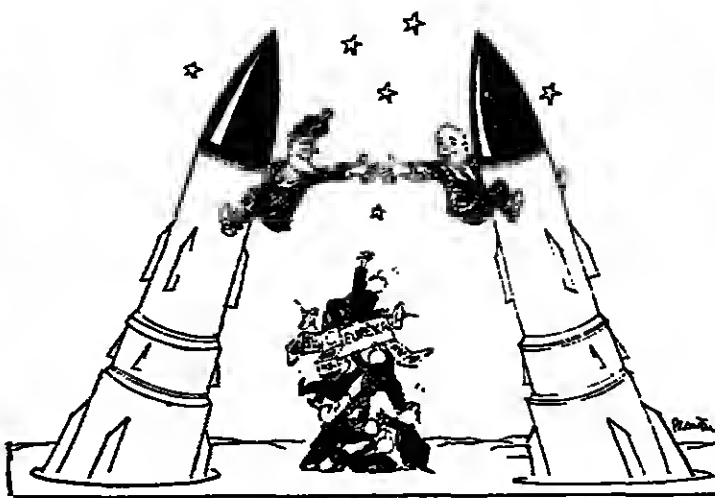
Le style de M. Chevardnadze sera évidemment différent de celui de M. Gromyko. Il ne devrait, d'ailleurs, pas être sans analogie avec celui de M. Gorbatchev lui-même. M. Chevardnadze, comme tous les Géorgiens, a le sens et le goût de la parole. L'image de la diplomatie soviétique va s'en trouver changée, tout comme s'est infléchi, dans un sens plus « moderne » et avec un souci accru des relations publiques, celle du secrétaire général.

M. Ligatchev n° 2 ?

Le dispositif mis en place par M. Gorbatchev a été complété mardi avec l'élection de M. Ligatchev à la tête de la commission des affaires étrangères du Soviet de l'Union. M. Ligatchev, ancien poste qui était jadis traditionnellement celui du « oncle deux » du parti, responsable de l'idéologie. Le jeune âge du secrétaire général actuel a enlevé beaucoup de sa signification à cette notion de « oncle deux ». Le rôle de M. Ligatchev, qui appartient à la fois au bureau politique et au secrétariat du parti, devrait cependant être très important. Tout est donc désormais en place au Kremlin. Le départ de M. Romanov a levé une des dernières hypothèses qui pouvaient peser sur l'action de M. Gorbatchev. Le secrétaire général bénéficie donc d'une plus grande liberté de manœuvre, peut-être, que la plupart de ses prédécesseurs des vingt dernières années, et ce à un moment où il se

prépare à rencontrer le président Reagan.

Après avoir mis le chef d'Etat américain dans l'embarras, ces derniers mois, en le laissant s'avancer seul sur terrain découvert avec ses propositions répétées de sommet, M. Gorbatchev pose à son tour une échéance. Le « grand communicateur » américain a, décidément, trouvé un partenaire à sa mesure en la personne de ce « jeune » secrétaire



Dessin de PLANTU.

général, capable d'inventer des figures attendues pour l'organisation du pouvoir d'Etat en URSS et qui réserve peut-être d'autres surprises.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Si la « tradition » d'un cumul entre le secrétaire général du parti et la présidence au présidium du Soviet suprême ne date que de 1977, Staline, à partir de 1940, et Khrouchchev, à partir de 1957, avaient été à la fois chef du parti et chef du gouvernement.

WASHINGTON : interrogations sur les nouveaux choix du Kremlin

Correspondance

Washington. — La confirmation de la rencontre au sommet de Genève, annoncée presque en même temps que le remplacement de M. Gromyko par M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie soviétique, est peut-être une coïncidence. Il reste que, dans les milieux officiels américains, on pense que M. Gorbatchev, après avoir consolidé son autorité à l'intérieur et

tance du prochain sommet en affirmant qu'il s'agira essentiellement pour les deux hommes de faire connaissance. En privé, toutefois, on admet que la rencontre de Genève permettra peut-être de surmonter la négociation stratégique de l'impasse et de faire progresser la discussion sur un règlement politique en Afghanistan. Bien entendu, les relations bilatérales seront abordées, indique-t-on, notamment l'amélioration des échanges commerciaux. Le tour d'horizon diplomatique comportera nécessairement une analyse de la situation au Proche-Orient.

Pour la Maison-Blanche, le sommet de Genève doit renforcer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur la position de M. Reagan, à qui l'initiative en revient. A ceux qui critiquent sa rhétorique violemment anticomuniste et antisoviétique, le président veut démontrer que cette fermeté de ton n'a pas figé l'attitude du Kremlin. Il souhaite, enfin, donner plus que jamais l'image d'un homme de bonne volonté, suffisamment épris de paix pour s'entretenir avec le représentant de l'« empire du mal ».

Au département d'Etat, on regrette presque le départ de M. Gromyko, qui avait une connaissance approfondie des milieux diplomatiques et politiques de Washington. Mais on se demande si ce changement de personnes n'annonce pas de nouvelles orientations de la politique étrangère soviétique. Certains pensent que, pendant au moins un certain temps, les grandes options du Kremlin resteront les mêmes ; d'autres estiment que, par suite de l'effacement de M. Gromyko, les relations soviéto-américaines cesseront d'être au premier plan des préoccupations de Moscou, qui pourrait s'investir maintenant davantage à l'Europe, au Japon, à la Chine et, surtout, au tiers-monde.

HENRI PIERRE.

PÉKIN : la levée du quatrième « obstacle » à la normalisation des relations avec l'URSS

Pékin a annoncé avec une grande rapidité, et sans dissimuler sa surprise, le départ de M. Gromyko du ministère des affaires étrangères. Bien que la presse chinoise se garde de le dire aussi crûment, M. Gromyko était considéré à Pékin comme le principal obstacle à la normalisation des relations sino-soviétiques, qui, après un quart de siècle de brouille, échouent toujours sur « trois obstacles » : retrait des troupes soviétiques de la frontière chinoise et de l'Afghanistan et retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. M. Gromyko symbolisait pour les Chinois les ennemis noirs de la rupture, qui avait fait, en 1969, dégénérer en guerre ouverte. Sa rencontre à l'automne dernier aux Nations unies avec son homologue chinois, M. Wu Xueqian, s'était mal passée.

La promotion de M. Gromyko coïncide par ailleurs avec les déclarations de bonne volonté de M. Gorbatchev : en particulier celle faite le 26 juin à Dnepropetrovsk dans laquelle le secrétaire

général affirmait que l'URSS ferait tous ses efforts pour mettre un terme à « la période négative des relations soviéto-chinoises ». Les dirigeants chinois espèrent beaucoup du pragmatisme du nouveau maître du Kremlin, en particulier dans le domaine commercial. Un vice-premier ministre, M. Yen Yilin, est attendu à Moscou dans la première quinzaine de juillet ; il doit rendre la visite faite en décembre dernier à Pékin par M. Arkhipov.

On peut penser que Pékin s'efforcera de tirer profit du départ de M. Gromyko pour accélérer le rapprochement avec le Kremlin. A condition, cependant, que les gestes faits en direction de l'URSS soient payés de retour, en particulier sur les « trois obstacles », qui demeurent toujours la condition sine qua non à la normalisation entre les deux pays.

P. de B.

La fin du règne Molotov-Gromyko

(Suite de la première page.) Non que M. Gromyko soumette systématiquement, comme l'affirme son biographe, un peu particulier qu'est le défunt, Arkadi Chevchenko (1), l'unité avec les Etats-Unis — au contraire il savait pousser la tension fort loin — non qu'il se désintéressât des crises survenant ailleurs dans le monde ; mais pour lui ces crises étaient des épiphénomènes à traiter sur le seul plan des relations globales avec Washington, comme une arme dans cette bataille essentiellement bilatérale. Pendant tout son règne place de Smolensk (le quartier d'Orsky de Moscou) l'homme n'a visité, sauf erreur, aucun pays de l'Afrique subsaharienne, ni aucun pays d'Amérique latine à l'exception de Cuba. Un autre record, négatif celui-là, est le record de longévité tend encore plus remarquable.

Une autre idée est la préférence donnée aux instruments traditionnels de la diplomatie, au jargonisme sur le plan des relations internationales, au contrôle des armements quant à leur objet, enfin à la propagande dans laquelle il excelle. Bien qu'économiste de formation, M. Gromyko ne s'occupe guère des aspects économiques des relations internationales, ni beaucoup moins des problèmes idéologiques et culturels à l'origine des conflits. Une conception donc plutôt étroite de son rôle dans un pays qui est pourtant passé maître dans l'art de la stratégie totale.

Démeurement, grossi depuis le début des années 70, il a prétendu traiter non plus, comme à l'origine, des relations avec les seuls partis communistes étrangers, mais de l'ensemble de la situation dans chaque pays et des contacts avec toutes les forces politiques. Surtout, il a joué un rôle plus important que les diplomates traditionnels dans les Etats du tiers-monde, et pas seulement dans les pays « progressistes » : le nom de M. Broutents, sous-chef du département international, est mieux connu dans le monde arabe que celui de n'importe quel ambassadeur ou vice-ministre soviétique.

Diversification

L'avenir dira si un reclassement va s'opérer entre ces diverses institutions et dans quel sens. Mais il est clair qu'avec ce qui apparaît comme le début de la fin du règne Molotov-Gromyko au MID, quelques idées nouvelles vont pouvoir circuler. On ignore si M. Chevardnadze a quelques idées en matière diplomatique, mais il est possible que ce Géorgien soit un peu plus orienté vers le Sud et partisan d'une diversification un peu plus tiers-mondiste de la politique extérieure soviétique. On dit déjà la même chose de son ancien voisin, M. Aliev, ancien chef du

parti en Azerbaïdjan et aujourd'hui premier vice-président du gouvernement, d'entant plus que ses activités passées de policier (tout comme celles de M. Chevardnadze) l'ont probablement mis en contact avec les réseaux de renseignement au Proche-Orient.

Les relations avec le monde développé peuvent, elles aussi, faire l'objet d'un traitement plus subtil. M. Gromyko savait courtoiser à l'occasion — et alternativement — la République fédérale, la France ou l'Italie, mais son domaine de prédilection restait les Etats-Unis. Dans ses rapports avec Washington, M. Gromyko s'est servi de ces pays européens, selon les circonstances, comme de marchepieds, de repoussoirs ou d'appâts. Depuis quelques mois, on note dans la presse soviétique et dans les discours de M. Gorbatchev des accents, disparus ces dernières années, sur les relations avec l'Europe, le Japon, ou d'autres alliés des Etats-Unis, qui doivent faire l'objet d'un « traitement à part » et « ont leur mérite propre ».

Sans doute ne s'agit-il là que de nuances, d'une nouvelle souplesse tactique au service d'une même stratégie. Celle-ci ne peut pas, bien évidemment, faire abstraction des Etats-Unis, ni cesser de les considérer comme l'adversaire — partenaire principal. Mais le départ de M. Gromyko sera peut-être l'occasion d'ini-

tatives plus concertées, plus diversifiées et plus imaginatives.

Ce départ ouvre surtout la voie à l'exercice, par M. Gorbatchev, des responsabilités suprêmes en matière de politique étrangère. Nul ne peut douter que M. Chevardnadze n'est pas l'homme de M. Gromyko (et c'est sans doute là le vrai affront qui est infligé à ce dernier), mais celui du secrétaire général, dont il accomplira les volontés.

Ce n'est pas un hasard si l'organisation du sommet soviéto-américain qui avait semblé ajournée pour longtemps après des débats prolongés en mars, est annoncée le jour même du départ de M. Gromyko : ce dernier voulait bien, certes, d'une rencontre soviéto-américaine, mais à condition qu'il en soit l'acteur principal du côté soviétique... Et bien qu'il soit maintenant chef de l'Etat, personne ne parle d'autre chose que d'une rencontre de M. Reagan avec M. Gorbatchev, l'homme qui, précédemment, a réussi à être bonhomme du président américain pour mieux exercer le pouvoir.

MICHEL TATU.

(1) Ancien conseiller de M. Gromyko et secrétaire général adjoint de l'ONU, passé à l'Ouest en 1978, Arkadi Chevchenko raconte ses souvenirs dans *Rupture avec Moscou* (Payot).

A TRAVERS LE MONDE

Gabon

• DIX MORTS DANS UN ACCIDENT D'HELIOPORTE. — Dix personnes, dont quatre journalistes — et non pas sept, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions datées mercredi 3 juillet — ont été tués lorsque l'hélicoptère de l'armée gabonaise qui les transportait s'est écrasé, le jeudi 27 juin, dans le sud du pays. Parmi les victimes figurent notamment M. Jean-Philippe Oyono, vedette de la télévision gabonaise. — (AFP)

Turquie

• AFFRONTEMENTS AVEC LA GUERILLA KURDE. — Trois affrontements armés entre des guérilleros « séparatistes » kurdes et l'armée ont fait huit morts et un soldat turc, a-t-on annoncé, le mardi 2 juillet, de source officielle à Ankara. Ces affrontements ont eu lieu dans le sud-est du pays, dans les provinces de Bitlis, de Siirt et de Mardin. Ces nouveaux combats portent à soixante-huit le nombre des « séparatistes » tués depuis

que les Kurdes ont repris leurs activités militaires durant l'été 1984. Les forces de l'ordre turques ont perdu quarante-deux hommes ; il y a eu quarante-deux victimes parmi les civils. — (AFP, Reuters.)

Zambie

• EXPLOSION AU SIEGE DE L'ANC A LUSAKA. — Les responsables de l'ANC (Congrès national africain) ont accusé, mardi 2 juillet, des agents sud-africains d'être responsables de l'explosion qui a partiellement détruit, la nuit précédente, les bureaux de l'organisation anti-apartheid à Lusaka. Aucune victime n'a été signalée et les dégâts causés par la bombe sont superficiels. Les gardes postés à l'entrée des locaux ont ouvert le feu sur des individus dont le signalement n'a pas été rendu public. A Pretoria, le porte-parole des forces de défense sud-africaines (SADF) a « catégoriquement » démenti, mardi après-midi, toute implication de l'armée sud-africaine dans cet attentat. — (AFP, Reuters.)

Comment j'ai réussi mon « bac » à l'Institut Guillaume Apollinaire

On a tous envie de recevoir sa « collante » en criant : « oui, je l'ai fait ! ». Pour moi, ça a marché. J'ai (enfin) appris à travailler avec plaisir à l'Institut Guillaume Apollinaire.

On nous aide. Avant, j'étais mal dans ma peau, je n'avais pas à me concentrer, je n'avais que des « sales notes ». Les cours de soutien à l'Institut m'ont appris à travailler avec efficacité. J'ai découvert le plaisir d'écrire, de lire le journal, de faire des mots, je me suis même surpris répondant en anglais à un étranger dans la rue. Maintenant, je suis à l'aise.

A l'Institut Guillaume Apollinaire, on ne s'ennuie pas... J'ai été surpris de trouver à l'Institut tout un équipement « vidéo » pour m'aider à surmonter ma peur de parler devant tout le monde et de dire des bêtises. J'ai pris confiance en moi, je me suis proposé pour des exposés... je réussis ! Les enseignants que j'ai eus avec M. Rouyer, le Directeur, m'ont permis de continuer à progresser.

On travaille dans une bonne ambiance. Rien ne remplace les épreuves pour évaluer les progrès. On s'y habitue très vite à cause du rythme des con-

trôles et des « bacs-blancs ». J'avoue que j'en avais besoin pour être régulier dans mon travail, et ça m'a réussi. Pendant les épreuves du « bac », je me suis senti conforté : j'avais « bouclé » le programme, j'avais même dépassé grâce aux exposés d'actualité, aux séries culturelles, aux séjours linguistiques. A la rentrée ? Je me sens prêt pour m'inscrire à la « Prépa Sciences-Po » de l'Institut. Je fais le bon choix. La réussite, c'est aussi savoir choisir une équipe compréhensive et sérieuse...

Institut Guillaume Apollinaire
45, rue du Faubourg Montmartre 75009 Paris - Téléphonez au 770.63.12
Enseignement Privé - 2^e aux Terminales - Term-sup - Sciences-Po
Un trimestre en 2^e : 4900 F

Un rival : le département international

Il est vrai que d'autres institutions soviétiques s'occupent davantage de ces aspects des choses, mais le poids croissant pris dans la hiérarchie politique par Gromyko avait précédemment été entre ces établissements et le MID certaines tensions. Arkadi Chevchenko, déjà cité, met dans la bouche de Vadim Zagladine, premier chef adjoint du département international du Parti communiste soviétique, cette remarque sur M. Gromyko : « Il n'a aucun sens du côté idéologique des choses. Il est vraiment trop terre à terre et voit aussi (ses collaborateurs) Vous autres du ministère n'avez pas la moindre notion de la puissance des idées commandées dans le monde, ni de la manière de l'exploiter ».

L'histoire jugera si la puissance des idées communistes est encore aujourd'hui aussi grande que le juge M. Zagladine. Mais le département international, que dirige de facto ce dernier, est affirmé ces dernières années, comme un rival du MID, exploitant les faiblesses de M. Gromyko pour occuper les failles et gérer ce dont il ne s'occupait pas.

DIPLOMATIE

LES SUITES DU SOMMET DE MILAN

M^{me} Thatcher est vivement critiquée aux Communes

M^{me} Thatcher a été vivement critiquée par l'opposition travailliste, le mardi 2 juillet aux Communes, à propos des résultats du Conseil européen de Milan. Le premier ministre britannique, nous indique notre correspondant à Londres, Francis Conn, a dû se contenter de quelques réponses embarrassées : « Nous ne devons pas nous sentir trop déprimés, nous avons déjà connu d'autres revers dans la Communauté (...) Je ne me crois pas humilié après Milan », a déclaré M^{me} Thatcher. Bon nombre de

députés et de commentateurs de la presse, ajoute notre correspondant, ont estimé toutefois que Londres a enregistré un sévère échec lors du sommet des 28 et 29 juin. M. Robertson, porte-parole du Labour pour les questions européennes, a estimé que la Grande-Bretagne avait été, dans cette affaire, « la risée de l'Europe ». M^{me} Thatcher a réitéré, de son côté, qu'elle jugerait inutile la tenue d'une conférence intergouvernementale sur l'Union européenne, mais que la Grande-Bretagne y assisterait.

Menace de « putsch » au Parlement européen ?

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). La conférence intergouvernementale que le sommet de Milan vient de décider de réunir, contre l'avis du Royaume-Uni, du Danemark et de la Grèce, doit approuver un nouveau traité englobant l'ensemble des politiques communautaires et des institutions nécessaires pour la réalisation d'une manière efficace. Les gouvernements favorables à l'exercice du droit de veto « procédant à l'élaboration et à l'adoption du traité d'union », même si les trois récalcitrants de Milan maintiennent leur opposition.

Autrement dit, ils devront aller de l'avant sans tenir compte de l'article 236 du traité de Rome, qui requiert l'unanimité pour toute modification de ce même traité. Tel est le coup de force que la résolution adoptée mardi 2 juillet par la Commission institutionnelle du Parlement européen propose d'organiser. Ce texte devrait être approuvé sans difficulté par l'Assemblée elle-même lors de sa prochaine session.

La Commission institutionnelle n'y va donc pas par quatre chemins. Ignorant la garantie qu'est supposée fournir aux Britanniques,

aux Danois et aux Grecs le traité d'adhésion qu'ils ont signé, elle ne leur offre que de se soumettre ou de se démettre. S'ils ne veulent pas suivre, il faudra qu'ils sortent de la Communauté. Un « putsch » dont l'illégalité incontestable ne trouble à l'évidence d'aucune manière M. Aldo Spinielli (Italie, apparenté communiste), principal inspirateur et rapporteur du projet de traité d'Union européenne approuvé par l'Assemblée en 1984 et qui préside la Commission institutionnelle. « On ne peut pas rester prisonnier de règles écrites si y a trente ans », souligne M. Spinielli, en rappelant que le monde change, que les institutions ne sont pas immuables.

Philippe Lemaître.

M. Mitterrand se rendra au Brésil à l'automne

M. Mitterrand se rendra en visite officielle au Brésil à l'automne, au principe au mois de septembre. Le président brésilien, M. José Sarney, a déclaré au cours d'une conférence de presse, mardi 2 juillet, que cette visite permettra de « discuter de problèmes d'intérêt mutuel, notamment de la dette et du club de Paris, et sera l'occasion d'une réflexion sur les questions d'Amérique centrale, de la paix et du désarmement ». Le précédent voyage d'un président français au Brésil remonte au mois d'octobre 1978, où M. Valéry Giscard d'Estaing avait effectué une visite officielle de quatre jours à l'occasion de l'inauguration d'une exposition industrielle à São Paulo.

« La fin de la visite de M. Bush, il y a eu une incompatibilité » entre le projet français Eurika d'une Europe de la technologie et l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine, a déclaré, le mardi 2 juillet, le vice-président George Bush, à l'issue d'une visite officielle de deux jours à Paris. « Il y a moins de différence entre Paris et Washington qu'on aurait pu le croire après le sommet de Bonn », a-t-il ajouté.

COOPÉRATION FRANCO-HELLENIQUE POUR L'ORGANISATION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Un protocole de coopération a été signé le 2 juillet entre M. Pierre Joux, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et son homologue grec, M. Agamemnon Koutsouras, portant sur les collectivités locales. Le gouvernement grec veut en effet organiser les structures du ministère de l'intérieur en s'inspirant du modèle français.

Ce protocole, qui est destiné à donner une impulsion nouvelle à la coopération entre les deux pays, porte sur trois points essentiels : - échanger des documents sur la décentralisation et les collectivités locales entre les administrations des deux pays ; - encourager la coopération entre collectivités et établissements publics français et grec dans le domaine des études, de la formation professionnelle, des programmes de financement, des technologies (informatiques) de l'économie sociale ; - faciliter la coopération entre les associations d'élus. Une commission franco-hellénique de six membres se réunira deux fois par an.

PROCHE-ORIENT

APRÈS LE RETOUR DES OTAGES AUX ÉTATS-UNIS

Washington va demander l'extradition des pirates de l'air

Correspondance

Washington. — Comme le soulignait le président Reagan, le retour des otages de Beyrouth a donné lieu à une brève et discrète cérémonie à la base aérienne militaire d'Andrews. Dans son discours de bienvenue, le président a évoqué l'assassinat de Robert Stethem, le jeune marin tué par les pirates à bord de l'avion de la TWA. « Nous n'oublierons jamais ce crime. Les assassins devront être traduits en justice », a-t-il dit.

M. Reagan a insisté aussi pour que soient libérés au plus vite les sept Américains kidnappés au Liban, qui y sont encore détenus. « Nous ne les oublierons pas », a-t-il déclaré.

Le président s'est ensuite fait la main des trente otages partis de Francfort — les autres sont restés chez eux par leurs propres moyens — et au premier desquels figurait M. Allyn Cornwell, qui pendant leur captivité leur avait servi de porte-parole. Pour avoir trop nettement exprimé sa compréhension et même sa sympathie pour la cause des châtiments, M. Allyn Cornwell a toutefois été violemment critiqué dans les milieux des républicains de droite et par certains de ses camarades d'infortune.

Recueillement

Plusieurs otages ont d'ailleurs, après leur libération, changé de ton à l'égard de leurs gardiens, donnant une image beaucoup moins rose de leur captivité que celle qui avait prévalu pendant la crise. L'un d'entre eux a ainsi déclaré à la télévision avoir éprouvé « le sentiment d'être violé » par ses gardiens, ajoutant que M. Reagan avait bien raison de les qualifier « de bandits, de meurtriers et de voleurs ». « C'était l'enfer », a affirmé l'un des quatre passagers qui avaient été séparés du reste des otages. Il a dit avoir été détenu pendant huit jours dans une cellule sans lumière ni installations sanitaires.

C'est pourquoi la Maison Blanche avait préféré choisir le pilote de l'avion pour exprimer « le respect et

la gratitude » du groupe au président et au gouvernement américains. « Le retour de notre libération revient à Dieu », devait dire le commandant John Trestate, avant de prononcer une prière économe en silence par l'assistance.

Les chaînes de télévision ont retransmis en direct la cérémonie, peut-être pour composer l'impression d'avoir pendant la crise fait la part trop belle aux terroristes, ont donné jargement la parole aux otages les plus critiques à l'égard des pirates de l'air et de leurs amis.

À la députation d'État, on précise que les États-Unis demandent officiellement au Liban l'extradition des auteurs du détournement de l'appareil et de l'assassinat de Robert Stethem, qui auraient été identifiés. « Si nos efforts diplomatiques échouent, nous aurons au moins jeté les bases d'une action bilatérale », a dit le porte-parole. La Maison Blanche a fait écho à ces propos en faisant savoir que « tout serait fait, soit par les voies légales, soit d'une autre manière, pour traduire ces gens en justice ».

SELON L'IATA

Beyrouth, Le Caire, Djakarta et Lagos sont les aéroports les moins surveillés

L'Association du transport aérien international (IATA), qui regroupe cent trente-trois compagnies aériennes, a établi une liste des aéroports où les mesures minimales de sécurité ne seraient pas assurées et où le terrorisme ne rencontrerait guère d'obstacles. Les quatre aéroports les moins sûrs du monde sont Beyrouth, Le Caire, Djakarta et Lagos. Athènes vient d'être retiré de cette liste, car le gouvernement grec a accepté de mettre en pratique les recommandations de l'IATA.

Celle-ci reproche aux aéroports incriminés surtout une absence de motivation des

personnels chargés de la sécurité. Par exemple, les agents placés devant les écrans où apparaît le contenu des bagages passés au rayon X ne portent pas à cet examen une attention suffisante.

Les compagnies aériennes sont également hostiles au rétrograde dans les aéroports des visiteurs, des passagers en transit et des passagers en permanence, malgré que ces derniers ne soient pas à cet examen une attention suffisante.

Israël

M. Pérès a rallié en partie l'opposition à son plan d'austérité

De notre correspondant

Jérusalem. — Après une journée de grève générale et d'intense activité parlementaire, le premier ministre, M. Shimon Pérès, semble avoir réussi à rallier partiellement l'opposition à son plan d'austérité économique. M. Pérès fait face à un double front, social et politique, et sur chacun de ces fronts il a marqué certains points. La Knesset a, en effet, approuvé le plan économique du gouvernement à une très large majorité — soixante-dix voix contre dix-neuf. M. Pérès avait espéré un vote de confiance, ce qui était une manière de contraindre les ministres du Likoud à taire leur hostilité et à se rallier aux mesures d'austérité auxquelles ils avaient refusé de souscrire la veille en conseil de cabinet.

L'agitation sociale a quelque peu perturbé le voyage de M. Jospin

De notre correspondant

Jérusalem. — Échappant pendant quatre jours à la tourmente de la politique intérieure française, le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, a été happé par une autre tempête : la crise économique israélienne et également l'affaire des décrets d'Alit. Immédiatement, après chacun de ses entretiens à Jérusalem, la question a été posée à M. Jospin de savoir s'il avait demandé à ses interlocuteurs israéliens de faire un geste pour obtenir la libération des quatre Français retenus à Beyrouth. Le premier secrétaire du PS est resté extrêmement réservé sur cette affaire. « Le problème des personnes françaises détenues au Liban est un problème qui concerne essentiellement et d'abord la France et ses relations avec ceux qui les retiennent et avec ceux qui sont susceptibles de les libérer, et qui ont d'ailleurs à cet égard pris des engagements que nous prenons au sérieux », a-t-il déclaré.

Cependant, c'est surtout l'offensive provoquée par le nouveau plan d'assainissement économique

du gouvernement israélien qui a servi de toile de fond à cette visite et qui a même quelque peu perturbé le programme du voyage de M. Jospin. À l'issue d'un long entretien avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, quelques heures après l'adoption du plan économique, M. Jospin a déclaré qu'il avait le sentiment d'avoir rencontré « un homme qui avait fait son devoir en prenant les décisions douloureuses qui s'imposaient ».

Au cours de sa visite de quatre jours, M. Jospin n'a pas seulement rencontré les travailleurs israéliens dont il était l'hôte. Il a eu un entretien avec le chef du Likoud et ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. Il a également eu des conversations avec des personnalités palestiniennes de Cisjordanie, dont le maire de Bethléem, M. Elias Frej. Et de ces conversations, M. Jospin a retenu l'impression que « la réalité d'Israël était véritablement admise » et que si ces personnalités lui demandaient de réfléchir à quelque chose « c'était à leur propre existence et à leur propre identité ».

(Interim.)

Le Djihad islamique menace de riposter aux mesures de boycottage américaines

De notre correspondant

Beyrouth. — Les mesures américaines de boycottage de l'aéroport de Beyrouth, c'est-à-dire, dans la pratique, des deux compagnies libanaises d'aviation MEA (passagers) et TMA (frete), ont suscité une réprobation générale et des déclarations virulentes ou désabusées à l'égard de Washington, y compris de la part des dirigeants chrétiens.

Les sunnites (M. Rachid Karzaz, premier ministre ; Selim Hoss et Malek Salam notamment) et les chrétiens (M. Camille Chamoun et Soleiman Frangieh, dont l'antiaméricanisme est ancien) se contentent de dénoncer et de demander un soutien arabe. Amal, occupée à régler son conflit avec son « allié » le PSP, garde encore le silence, tandis que le Djihad islamique, qui est le fer de lance de l'extrémisme des chérites, menace de riposter à des contre-attaques.

Le Djihad promet, dans un communiqué aux États-Unis, un « oustachisme », précisant qu'il les tiendra pour responsables d'éventuelles représailles par « Israël interposé ». « Il est curieux que le ton menaçant de Reagan et de ses hommes de main monte encore, alors qu'ils savent qu'ils ne peuvent mettre en œuvre leurs menaces », affirme le com-

muniste, qui ajoute que si « Reagan et ses clients » n'arrêtent pas « leurs démonstrations ridicules et leur soutien à Israël, nous les pourrions frapper dans leur intérêt partout dans le monde ».

Le Djihad islamique dénonce encore deux otages, enlevés à Beyrouth avant le détournement de l'avion de la TWA : sept Américains, un Britannique (parfois assimilé aux Américains, car résident aux États-Unis) et quatre Français. Personne n'a encore revendiqué l'enlèvement du photographe iranien Alifred Yaghoobzadeh.

Dans un appel téléphonique télévisé, le Djihad a précisé sa menace, en affirmant qu'il « fermerait devant les avions américains tous les aéroports de la région ».

L'État libanais, ou ce qu'il en reste, s'est mobilisé sous l'impulsion du président Gemayel et du premier ministre pour essayer d'éviter, à tout le moins, que les sanctions américaines s'étendent à l'Europe. Paris semble résister, mais Londres a déjà enrobé le pas à Washington et les autres capitales d'Europe occidentale paraissent perméables aux thèses américaines.

On est bien conscient à Beyrouth que, pour injustes qu'elles soient, les mesures américaines ne sont pas injustifiées et le quotidien l'Orient-Le Jour écrit expressément à ce sujet : « La décision du gouvernement Reagan de mettre hors-la-loi l'aéroport international de Beyrouth a provoqué des protestations mêlées d'un sentiment de culpabilité (...) ». Car s'il est vrai que Washington a choisi pour cible un pays meurtri pour se venger d'un terrorisme dont il ne peut être accusé d'avoir été l'instigateur, il n'en reste pas moins que les mesures de boycottage décidées jettent une lumière crue sur l'état d'anarchie qui prévaut à l'aéroport.

Le gouvernement libanais espère développer son action dans deux directions : une campagne dans les pays européens, épuisée si possible par une action de solidarité arabe, et une initiative vigoureuse de rétablissement de la sécurité à l'aéroport de Beyrouth épuisée, elle — en actes et non seulement en paroles — par la Syrie.

Lucien George.

ASIE

Vietnam

La question des disparus américains

HANOI PROPOSE DES DISCUSSIONS A UN NIVEAU ÉLEVÉ

Le gouvernement vietnamien est prêt à avoir des discussions à un niveau élevé avec les États-Unis au cours des deux prochaines années pour tenter de régler le problème des soldats américains disparus au Vietnam, a indiqué le mardi 2 juillet à Djakarta le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Moehar Kusumamardj. Il a précisé qu'une proposition en ce sens lui avait été faite par l'ambassadeur du Vietnam à Djakarta et qu'il avait transmis au secrétaire d'État américain, M. George Shultz.

Le chef de la diplomatie indonésienne s'est toutefois refusé à fournir toute autre précision sur la proposition vietnamienne. Lundi, l'ambassadeur américain à Djakarta, M. John Holridge, avait indiqué que les restes de soixante soldats portés disparus au cours de la guerre du Vietnam avaient été rapatriés aux États-Unis, tandis que deux mille cent autres restaient encore portés disparus. Une réunion d'experts américains et vietnamiens sur ce sujet doit se tenir ce mercredi à Hanoï (le Monde du 2 juillet). — (AFP.)

VOUS VACANCIES DANS LE PARC NATUREL RÉGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

- découverte d'un pays, à pied, à bicyclette, en canoë-kayak...
- des activités scientifiques : astronomie, apiculture, ornithologie, plantes médicinales...
- des animations : Centre d'information du Gers 31000 Gers - Tél. : 05 61 04 02

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

HEC-ESCP 2^e Année
ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION
ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. à MAI ou JANVIER à MAI
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

SCIENCES PO 2^e Année
ENSEIGNEMENTS COMPLETS
JANVIER à JUIN
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

SUCCÈS CONFIRMÉS

ANTHÈS : 6 rue Léon-Henry 75016 Paris
Tél. : 224.10.72-73
TOULOUSE : 83 av. d'Alsace 31013 Paris
Tél. : 565.50.25-26

AMÉRIQUE

Colombie

Course des actions de la guerre

Le gouvernement colombien a annoncé mardi 2 juillet qu'il avait décidé de fermer l'aéroport de Bogotá aux avions américains, en représailles aux sanctions américaines imposées à la Colombie à la suite de l'arrestation de deux otages américains. Cette décision, qui a été prise sans consultation préalable avec les États-Unis, a suscité une vive réaction de Washington. Le département d'État a déclaré que les États-Unis ne pouvaient pas accepter une telle mesure unilatérale et a promis de prendre des contre-mesures. La Colombie, de son côté, a affirmé que cette décision était une réponse légitime aux pressions américaines et qu'elle était destinée à protéger les intérêts nationaux. La situation à Bogotá est tendue, mais il n'y a pas eu de violence majeure à ce stade.

EUROPE

Pologne

Le gouvernement polonais a annoncé mardi 2 juillet qu'il avait décidé de fermer l'aéroport de Varsovie aux avions américains, en représailles aux sanctions américaines imposées à la Pologne à la suite de l'arrestation de deux otages américains. Cette décision, qui a été prise sans consultation préalable avec les États-Unis, a suscité une vive réaction de Washington. Le département d'État a déclaré que les États-Unis ne pouvaient pas accepter une telle mesure unilatérale et a promis de prendre des contre-mesures. La Pologne, de son côté, a affirmé que cette décision était une réponse légitime aux pressions américaines et qu'elle était destinée à protéger les intérêts nationaux. La situation à Varsovie est tendue, mais il n'y a pas eu de violence majeure à ce stade.

550 من الأصل

AMÉRIQUES

Colombie

Reprise des actions de la guérilla du M-19

Bogota (AFP). — A la suite de l'échec de la grève générale du 20 juin, que la guérilla du M-19 avait soutenue et dans laquelle elle voyait le germe d'une insurrection populaire, le mouvement a annoncé son retour à l'action offensive.

Il rompt ainsi la trêve signée au mois d'août 1984. Vendredi 28 juin et lundi 1^{er} juillet, des commandos de cent à cent cinquante guérilleros de ce mouvement ont attaqué deux bourgades des départements de Quindío et Tolima à quelque 300 kilomètres à l'ouest de Bogota. Les combats se seraient soldés par une trentaine de morts et se poursuivraient dans la zone accidentée de cette région. Le mois de juin a aussi été marqué par une série d'attentats contre des pylônes de haute tension et des oléoducs dans diverses régions du pays.

Cette forme de sabotage, encore peu fréquente en Colombie, est un nouveau sujet d'inquiétude pour les autorités, qui ont renforcé les mesures prises par l'État de siège, en vigueur depuis le mois de mai 1984. On doit ajouter l'assassinat, la

semaine dernière, d'un responsable de l'entreprise d'État Ecopetrol (le Monde du 29 juin).

Le processus de paix engagé l'année dernière par M. Betancur semble ainsi marquer le pas, même si le chef de l'État colombien a affirmé que la guérilla, « à 90 % ou plus, s'est convertie en parti politique ». Ce qui reste vrai pour les FARC (Forces armées révolutionnaires), qui ont fondé un parti d'Union patriotique, ne s'applique pas au M-19 (Mouvement du 19 août) ni à l'ELN (Armée de libération nationale, procastriote) (1), ce dernier mouvement n'ayant jamais rallié le processus de paix. La déclaration du président Betancur illustre surtout la distance prise par le gouvernement à l'égard des mouvements rebelles, et notamment du M-19.

(1) Les actions de ce mouvement, qui a pris quelque distance avec le FARC, sont maintenant pratiquement inconnues.

Pérou

Selon le gouvernement

DEUX MOUVEMENTS S'ALLENT POUR UNE SÉRIE D'ATTENTATS

Lima (AFP). — Le ministre de l'Intérieur péruvien, le général Oscar Brush, a affirmé mardi 2 juillet que Sentier lumineux et le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, deux organisations de guérilla, ont effectué ensemble les attentats qui ont marqué la visite du président argentin Raúl Alfonsín à Lima le 7 juin. La voiture présidentielle, qui avait explosé ce jour-là au palais présidentiel, aurait été volée par des militants du Tupac Amaru et des membres de Sentier lumineux se seraient ensuite chargés de la faire exploser à la dynamite.

C'est la première fois que les autorités péruviennes dénoncent la possibilité d'une coopération de guérilla du pays. La série d'attentats perpétrés le 7 juin à Lima et dans plusieurs autres villes n'a pas, jusqu'à présent, été revendiquée.

Chili

« DÉNONCEZ VOS PROFESSEURS MARXISTES »

Santiago (AFP). — A la veille d'une journée de manifestation annoncée pour ce mercredi 3 juillet par la Fédération des étudiants (FECH), pour protester contre le contrôle de l'État sur les universités, le général Pinochet a déclaré que les étudiants devaient dénoncer « leurs professeurs marxistes ».

« S'adressant à une cinquantaine de jeunes gens réunis au palais présidentiel, il a ajouté que « les universités ont besoin de professeurs de haut niveau, compétents et de tendance néo-conservatrice », mais qu'il y a encore des professeurs « au service du marxisme ». Il a indiqué que « pour mettre fin à cette situation », il avait besoin de la collaboration des étudiants.

« Vous ne devez pas avoir peur, et si un professeur tient un tel discours, il existe des moyens pour le dénoncer, sans que cela signifie se transformer en délateur », a précisé le général Pinochet.

EUROPE

Pologne

LES AUTORITÉS PRENNENT DES SANCTIONS CONTRE LES GRÉVISTES

Varsovie (AFP, AP, Reuters, UPI). — Cinq grévistes ont été appréhendés, quatre d'entre eux licenciés et huit autres ont fait l'objet d'un blâme pour avoir organisé la grève du lundi 1^{er} juillet à l'usine de Spieski (à l'ouest de Gdansk) à l'appel de Solidarité, ce mouvement avait pour objectif de protester contre des hausses de prix de la viande. L'un des inculpés, M. Henryk Grzeszinski, devrait comparaitre ce mercredi 3 juillet devant un tribunal. Il est accusé d'avoir « organisé et dirigé la grève », et, à ce titre, risque trois ans de prison et une amende de 50 000 zlotys (3 000 francs environ) (le Monde du 3 juillet).

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a démenti mardi que des grèves aient eu lieu la veille dans les usines. Affirmant que « des tentatives visant à désorganiser le travail ont échoué », M. Urban a « félicité » la classe ouvrière de Pologne qui a fait preuve de « bon sens » et de « réalisme » en « rejetant les provocations des clandestins » de Solidarité.

M. Lech Wałęsa, de son côté, a réaffirmé mardi qu'il était satisfait de la réponse des travailleurs à l'appel à la grève. Il semblerait que le mouvement ait été plus suivi que ne le laissent supposer les premières informations fragmentaires reçues lundi. A Wrocław, en particulier, la production a été sérieusement perturbée, dans la plupart des usines ; à Varsovie, près de 60 % des ouvriers des établissements d'équipement électronique ont arrêté le travail une heure durant.

Chypre

LA GRÈCE JOUE UN RÔLE DE MÉDIATEUR À NICOSIE

Athènes (UPI). — Le premier ministre socialiste grec, M. Andreas Papandréou, s'efforce de débloquer la situation politique dans la République chypriote, où le président Spyros Kyprianou est isolé depuis l'échec, en janvier, du « sommet » de New-York avec le leader de la communauté turque, M. Rauf Denktaş.

Selon des officiels de Nicosie, l'ambassadeur d'Athènes, M. Zachariadis, joue un rôle très actif en ce sens. M. Papandréou, de son côté, entend recevoir les uns après les autres les leaders des partis chypriotes. En particulier, il doit voir, le 4 juillet, M. Papadonou, secrétaire général du puissant Parti communiste insulaire. L'alliance de cette formation avec le Rassemblement démocratique (conservateur) sur la question des négociations avec le Nord et la réunification, avait, au début de février, mis le président Kyprianou en minorité au Parlement.

Selon certaines informations venant de Chypre, une solution pourrait être trouvée à Nicosie, après que le chef de l'État, un nationaliste modéré, ait ouvert le dialogue avec, précisément, le chef du Rassemblement démocratique, M. Cléridis.

D'autre part, le coordinateur du département d'État américain pour la question chypriote, M. Richard Haass, se trouve actuellement dans la région. Un réel pessimisme règne sur ses chances de débloquer l'impasse imposée sur la question de la réunification. M. Denktaş a, dans une récente interview donnée à un journal chypriote grec, exprimé de sérieuses réserves sur la nouvelle montre des propositions de règlement de M. Pérez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies. Le principal obstacle semble être la question de la « garantie turque », militaire notamment, octroyée par le Nord, et refusée par Nicosie.

Le Zaïre en quête de respectabilité

(Suite de la première page.)

Kinshasa, côté insécurité, ne ressemble ni à Lagos, ni à Abidjan, ni à Dakar, ni même à Douala, c'est-à-dire que l'on y est, à l'importe quelle heure et à l'importe où, en parfaite sécurité. La nuit, « Kin » se métamorphose encore, méritant, par sa musique et ses danses, sa réputation de capitale la plus joyeuse du continent. La nuit seulement...

Il ne faut en effet pas s'y méprendre : la férule du « guide », du « président-fondateur » du MPR (Mouvement populaire de la révolution), le maréchal Mobutu Sese Seko, reste totale, bien que, aujourd'hui, relativement discrète. Cuius pars : une presse musclée, des opposants qui s'affichent tellement rares qu'ils acquiescent une importance démesurée, une population qui supporte sans broncher une austerité sans cesse plus aiguë, et rien ne bouge, jamais... Un vieux Kinsois, diplomate occidental, avance une explication : « Les libertés individuelles ne sont pas vraiment, en tout cas systématiquement limitées par la constitution, mais par une propagande efficace, un embrigadement permanent au sein du MPR, et par le culte de la personnalité qui entoure le « guide ». Le système Mobutu décourage les révoltes. C'est le régime de l'éclaircir. Le MPR — dont chaque citoyen est membre depuis sa naissance — ne connaît que sa loi, parce que, dans la logique de son fondateur, il est un parti-État, un « tout » hors duquel rien ne peut valablement exister. Dans la bourgeoisie la plus reculée de la forêt équatoriale comme dans la « zone de Kinshasa », l'un des quartiers les plus misérables de la capitale, le MPR est présent.

La pratique du « tourniquet »

Incarnation même de l'autocratie africaine patrimoniale, le président Mobutu ne tolère aucun partage de son pouvoir. Au Zaïre, la notoriété devient très vite une source d'ennuis. L'ancien premier ministre, M. Nguzza Karl I Boudi, qui vient de rentrer à Kinshasa, après s'être exilé quatre années à Bruxelles, en sait quelque chose. Les renouements ministériels se succèdent, sans préavis. Ceux qui, apparemment, sont tombés en disgrâce ont en fait toutes les chances de revenir un jour dans les aléas du pouvoir. Cette pratique du « tourniquet » permet de décourager les velléités de révolte. A quoi bon passer dans l'opposition, c'est-à-dire s'exiler, alors qu'il suffit d'attendre que « l'histoire repasse les plats » ? En vingt mois, indique le représentant d'un organisme financier, j'ai connu huit PDG de la Gécamine (la compagnie minière) et cinq ministres des finances... « En cinq ans, ajoute le conseiller politique d'une importante ambassade, je n'ai jamais pu trouver une explication logique à tel ou tel départ, ou entrée, ou gouvernement... Le pouvoir, ici, l'obtient ou se perd au gré de l'humour — changeant — du « maître ». Pourtant, d'après plusieurs témoignages, les débats qui se déroulent au sein du comité central sont étonnamment vivants et libres. Le président-fondateur accepte les « interpellations », voire les critiques, mais à une condition, impérative : rien, jamais, ne doit filtrer à l'extérieur, parce que jamais le « guide » ne doit apparaître comme étant contesté. En échange de cette règle, jamais transgressée, les membres du comité central bénéficient de tous les avantages de la Nonchalance.

Le système Mobutu est relativement original : parallèlement à une stricte répression, un « dialogue permanent » est préservé avec les opposants, vrais ou supposés. A chaque fois qu'il se trouve à l'étranger, le président fait fléchir les « irréductibles », dont les sept derniers « récalcitrants », qui étaient assignés à résidence, ont été « graciés ». Il y a une quinzaine de jours par le président Mobutu.

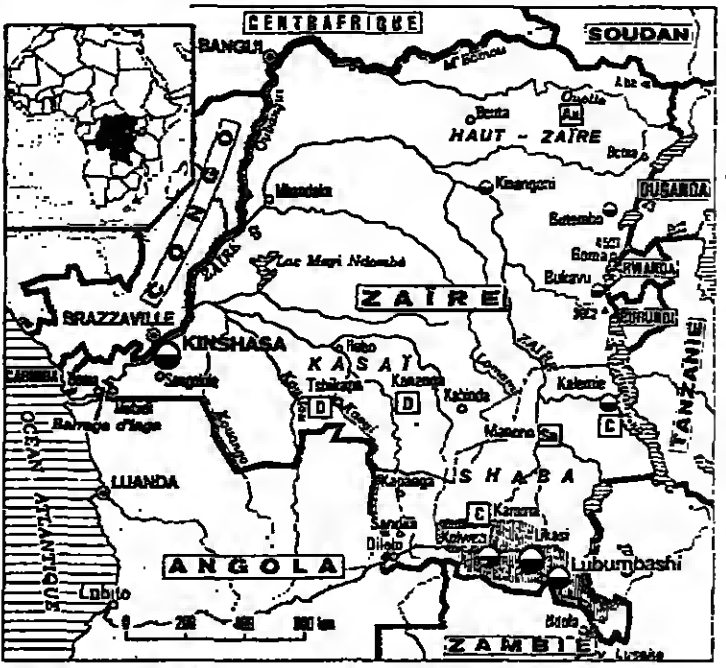
Tout comme les Bamiliés de Cameroun, les Kasalés constituent un État dans l'État. Plus lettrés que les autres, pour des raisons historiques, naturellement frondeurs, ils occupent de nombreux postes dans tous les rouages de la vie économique et sociale du pays. « S'ils voulaient, reconnaît un ministre, ils pourraient constituer une coalition pour paralyser le pays ». Tout est en fait entre les Baloubas (ou des principaux groupes ethniques du Kasai), le président Mobutu est obligé de composer avec eux et, d'une manière générale, de tenir compte de certains équilibres, des groupes de pression, que ceux-ci soient d'origine ethnique, économique ou religieuse. Le lobby catholique joue, par exemple, un rôle important au sein même du comité central.

Il y a en fait plusieurs cercles dans l'entourage du chef de l'État, mais il est quasiment impossible de savoir qui joue un rôle prépondérant. Les médias — MM. Kengo Wa Dondo, Scit, conseiller présidentiel pour la sécurité, et Mbemba, président de l'ANZA (le patronat zaïrois), notamment — exercent ainsi une influence réelle, tout comme les membres de l'Équateur (la région d'origine du président), dont la présence dans les sphères du pouvoir et dans l'armée est importante, sans que, pour autant, on puisse taxer M. Mobutu d'être exagérément tribaliste.

Diviser pour régner a toujours été le principe de gouvernement du maréchal Mobutu. Jusqu'à présent, cette tactique ne lui a pas trop réussi, si l'on excepte l'éternel problème du Shaba, qui, en ressuscitant périodiquement l'actualité, contribue à renforcer l'image d'instabilité du Zaïre. En novembre dernier encore, la brusque révolte de

par des liasses de billets de banque. Combien d'entre eux ont-ils fait, sur le chemin de leur retour au « pays », une halte à N'Ssélé (le domaine présidentiel), d'où ils repartaient investis d'une fonction lucrative ou d'une charge ministérielle, les deux étant souvent identiques... Ainsi du groupe des « 13 » parlementaires de l'ex-JDPS (Union pour la démocratie et le progrès so-

Moba, sur les bords du lac Tanganyika, est venue rappeler que des zones très étendues du pays échappent au contrôle du pouvoir central (le Monde du 17 mai). Quiconque veut provoquer des troubles au Zaïre cherchera d'abord à soulever son « ventre mou », le Shaba. Bien que fixés essentiellement en Angola et en Zambie, les ex-gendarmes atangais — ou leurs fils — peuvent



Ressources minières : Or = [symbole], Diamants = [symbole], Étain = [symbole], Charbon = [symbole]. Région minière du Haut-Shaba (cuivre, cobalt, argent, zinc, plomb, uranium). Activités industrielles importantes = [symbole].

constituer une masse de manœuvre potentielle, en dépit de l'accord de sécurité et de défense signé, le 9 février dernier, entre l'Angola et le Zaïre. D'ailleurs, encore moins que le président Mobutu, le président Dos Santos n'est en mesure de contrôler son territoire. Pour tenter de prévenir ces troubles sporadiques, un service de renseignement militaire et d'action, destiné à contrecarrer la subversion et dont les compétences s'étendent au-delà des frontières nationales, a été créé récemment.

Des unités d'élite

Ces sous-bosses qui se manifestent au sud de l'empire — ont conduit le chef de l'État à masser des troupes nombreuses au Shaba, notamment depuis les événements de Kolwezi, en mai 1978, ce qui contribue à raviver l'opposition larvée au pouvoir central. Sur le plan de la sécurité, le président Mobutu a su s'entourer des meilleurs spécialistes. Le fait, par exemple, qu'il soit lui-même assez peu protégé, montre que, à Kinshasa au moins, il n'y a pas grand-chose à craindre. La BSP, cette véritable garde prétorienne du régime, est forte de deux mille cinq cents hommes entraînés et encadrés par des conseillers militaires israéliens. Elle « tient » la capitale. L'AND (Agence nationale de documentation), police politique de sinistre réputation qui relève de M. Scit mais surtout du chef de l'État lui-même, quadrille la population. Commandée par le citoyen Ngbanda, ancien ambassadeur du Zaïre en Israël, l'AND est composée de plusieurs milliers d'agents civils, qui sont présents dans tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays : espionnage, défilant, répression ; ainsi ses « compétences » sont quasi-illimitées. Les opérations moins reluisantes — moins nombreuses qu'il y a quelques années — sont confiées au G-2, une unité militaire ultra-secrète dirigée par le

colonel Bolozi (originaire de l'Équateur), et qui est composée, selon un expert militaire occidental, de véritables « rôtisseurs macoutés ». Les multiples abus commis dans le passé par le G-2 ont amené le président Mobutu à rogner les pouvoirs du colonel Bolozi, depuis la mi-1983, au profit de l'AND. « Ce qui n'empêche pas le G-2, aujourd'hui encore, d'extrapoler un peu ses limites », reconnaît un membre important de l'AND, qui souligne, d'autre part, les étroites relations que son agence entretient avec les services secrets israéliens, belges, américains, et surtout français : « Des conseillers temporaires étrangers viennent faire des séjours au Zaïre, et nous allons faire des stages chez eux ».

Rattaché à l'état-major général des forces armées, le G-2 ne dépend en réalité que du chef de l'État et dispose de relais, au niveau opérationnel (le S-2), dans la gendarmerie (B-2) ou à l'état-major provincial (T-2). En cas de risque grave, le chef de l'État sait pouvoir faire appel aux quatre mille cinq cents hommes de la 31^e brigade parachutiste, unité d'élite encadrée par environ soixante conseillers militaires français. Si le commandement de cette unité doit bientôt passer sous contrôle zaïrois, à la demande du président Mobutu, en revanche, celui-ci a souhaité — et obtenu — que la France prenne en charge la formation d'une seconde brigade parachutiste. Les Belges, quant à eux, encadrent la 21^e brigade, basée à Lubumbashi. Dans la capitale du Shaba, les conseillers israéliens sont également à pied d'œuvre, pour restructurer l'ancienne division Kamanyola. Les experts militaires chinois, de leur côté, encadrent notamment la 41^e brigade, dans le Nord-Est. Enfin, les Américains disposent d'un bureau de coopération militaire à Kinshasa, mais ils n'ont pas en charge l'instruction des troupes. Environ vingt conseillers israéliens, une centaine de Français, une centaine de Belges, quelques dizaines de Chinois et d'Américains, là encore ou retrouve la « méthode Mobutu » : le chef de l'État diversifie ses alliances, tout en sachant qu'il est a priori impossible que les troupes de la BSP et celles de la 31^e brigade, formée par des pays différents, fassent alliance pour le renverser.

Pourtant, globalement, les soixante mille hommes des FAZ (forces armées zaïroises) — quarante-cinq mille hommes avant la fin de l'année — sont assez indisciplinés et d'une valeur militaire discutable. En janvier dernier, le chef de l'État s'est efforcé de reprendre l'armée en main, en remplaçant notamment les chefs militaires par de jeunes officiers compétents, dont le prototype pourrait être l'actuel chef d'état-major général, le général Eluki, âgé de quarante-cinq ans. Parallèlement, quatre officiers supérieurs ont fait leur entrée au comité central (contre un précédemment) et trois d'entre eux au bureau politique.

Si les chefs militaires sont relativement satisfaits de leur sort, la troupe, largement sous-payée, n'a guère de motifs de satisfaction. « Le président compte sur eux, note un expert militaire, en leur donnant juste ce qu'il faut pour survivre. L'armée représente moins de 5 % du budget. À terme, ce n'est pas tenable ». Sur ce point, les militaires sont parfaitement représentatifs de l'ensemble de la société zaïroise : faute de pouvoir se suffire de son salaire, chaque « citoyen » se « débrouille ». Et ici, c'est tout un art...

LAURENT ZECCHINI.

Prochain article :

« TAILLER LE CAILLOU »

Tunisie

LE SORT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE

M^{re} Dufoix a affirmé la volonté de Paris de combattre le racisme

De notre correspondant

Tunis. — Durant la visite qu'elle vient d'effectuer, les lundi 1^{er} et mardi 2 juillet, à Tunis, M^{re} Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, s'est efforcée de convaincre ses interlocuteurs que Paris s'employait à combattre toutes les manifestations de racisme qui peuvent se manifester en France à l'encontre des Maghrébins en général et de la colonie tunisienne en particulier, qui se fût de deux cent quarante mille membres.

Que ce soit devant les responsables gouvernementaux, qui ont très fermement insisté sur l'importance qu'ils attachent « aux conditions de sécurité et de dignité » de leurs ressortissants, ou face à la presse locale, qui dénonce de plus en plus fréquemment et en termes souvent excessifs « l'incapacité du régime socialiste » à protéger les Maghré-

bios, M^{re} Dufoix a été surtout placide.

Si le ministre des affaires sociales s'est montré à l'aise pour exposer les mesures prises par le gouvernement en faveur d'une meilleure insertion des immigrés, elle n'a pu, semble-t-il, qu'évoquer sommairement la question de leur réinsertion dans leur pays, que Paris s'attache pourtant à encourager. En effet, le gouvernement tunisien, déjà sérieusement préoccupé par le problème de l'emploi, paraît peu enclin à se pencher sur les perspectives de retour — même volontaire — de travailleurs qui risqueraient de venir grossir les rangs des chômeurs. Jusqu'ici, quel que deux cents dossiers tunisiens de réinsertion avec les indemnités financières affectées ont été réglés et six cent vingt-trois autres sont en cours d'examen.

MICHEL DEURÉ.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secrétariat de direction
secrétariat médical
traitement de textes

40, rue de Liège. Tél. : 387.58.83. M^{re} Liège - Europe - St Lazare

politique

Le PS publie une «Déclaration sur la sécurité de l'Europe»

Le Parti socialiste a rendu public, mardi 2 juillet, le texte d'une «Déclaration sur la sécurité de l'Europe», qui avait été préalablement adopté par son bureau exécutif et que doit commenter, jeudi, M. Jacques Fauriol, membre du secrétariat chargé des questions internationales. Nous publions ci-dessous quelques extraits significatifs de ce long texte.

● L'ALLIANCE ATLANTIQUE

« Mais les pays de l'Europe occidentale, qui ont besoin de l'alliance atlantique, peuvent de moins en moins s'en contenter. Il existe entre l'Amérique et l'Europe occidentale tout à la fois une communauté très forte et des intérêts divergents, parfois opposés. Une alliance militaire peut-elle fonctionner sur une telle contradiction, surtout lorsque cette alliance militaire a conduit à la mise en place de structures militaires intégrées et à la prééminence institutionnelle des États-Unis au sein de ses structures ? Parce que les Européens occidentaux ne peuvent se satisfaire d'une Europe occidentale dépendante des États-Unis, ils doivent explorer avec sérieux et détermination toutes les possibilités d'identité européenne au sein de l'alliance et préserver toutes les chances pour l'inventer de nouvelles conditions de leur défense. »

● L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE

« A terme, le projet de l'IDS pose la question de la garantie de sécurité américaine à l'égard de l'Europe occidentale. Il faut bien se rendre compte que le déploiement éventuel de nouveaux systèmes antimissiles porterait un coup non seulement à la dissuasion, mais encore à la doctrine de la réponse graduée, doctrine officielle de l'OTAN. En effet, la mise sur pied de deux systèmes défensifs sur l'Amérique et sur l'URSS découplerait un peu

plus la défense de l'Europe de celle des États-Unis, dans la mesure où la défense antissile soviétique rendrait encore plus difficile, donc moins crédible, une frappe américaine sélective graduée, et conduirait les deux puissances à concevoir en stricts termes d'intérêt national l'emploi de leur arsenal nucléaire, qui pourra encore moins être géré. La défense stratégique ne les protégera pas absolument des frappes adverses, mais dissuadera un peu plus d'employer l'arme nucléaire au profit de tiers. Plus, ainsi, l'IDS, dès avant sa mise en œuvre, porte un coup important par sa logique même au couplage stratégique américano-européen. Les armes stratégiques américaines perdent leur fonction de dissuasion ultime qu'elles gardaient encore. »

● LA POLITIQUE DE L'URSS

« L'URSS a investi considérablement dans son appareil militaire, et s'affirme comme une grande puissance militaire mondiale et européenne. Ses investissements militaires croissent régulièrement à raison de 3 ou 4 % par an en chiffres réels (...). Même si des évolutions interviennent dans le cours de la politique intérieure de ce pays dans les prochaines années, on imagine mal que l'URSS renonce à son arsenal stratégique et à l'usage politique et diplomatique de sa force militaire afin de renforcer la stabilité des situations acquises sur le continent européen (...). Une Europe occidentale militairement affaiblie ou désarmée face à une Union soviétique pacifique, mais militairement surpuissante, ne pourrait plus agir par elle-même. »

● LA FRANCE ET LA DÉFENSE DE L'ALLEMAGNE

« Nous avons un intérêt vital à ce

que, si une guerre se déclençait sur le sol européen, elle ne détruisse pas notre pays; il s'agit de la sauvegarde de notre territoire obtenu par la dissuasion nucléaire du faible au fort. Mais on ne voit pas comment la France pourrait vivre normalement, préservée d'un conflit généralisé au cœur de l'Europe, alors même que ses propres voisins, et notamment l'Allemagne, auraient été soit détruits soit occupés. La sécurité de la France est largement liée à la sécurité de l'Allemagne et de l'ensemble de l'Europe occidentale. Peut-on encore dire qu'il y a discontinuité des espaces stratégiques et séparation du cercle français et du cercle ouest-européen ?

Nous ne le pensons pas. De façon plus précise, la France a un intérêt essentiel, qui ira en s'accroissant (...), à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale. Et d'abord au profit de la sécurité du territoire le plus avancé et le plus vulnérable de l'Europe, mais également l'indivisible de la France, à savoir le territoire de la RFA. Les forces nucléaires françaises, à côté d'indépendance et de parapluie américain, auront un rôle croissant à jouer pour la sécurité de l'Europe occidentale. »

Les hauts fonctionnaires de l'Assemblée contestent M. Louis Mermaz

Quatre syndicats de fonctionnaires de l'Assemblée nationale et de l'Association des administrateurs de l'Assemblée nationale ont contesté, le mercredi 3 juillet, une lettre qu'ils ont adressée au début de la semaine à M. Mermaz; ils lui font part de leur refus de certaines modifications qu'il souhaite apporter au fonctionnement du Palais-Bourbon et dans lesquelles les signataires de la lettre voient un risque de politisation de leur fonction.

Cette affaire ne peut être isolée du climat général de la haute fonction publique. Elle s'inscrit à ce qui se passe à Polytechnique ou à la Cour des comptes.

Les signataires de ce document sont l'Association des administrateurs (qui n'a pas le statut de syndicat), le Syndicat des fonctionnaires de l'Assemblée, le Syndicat des agents des services détachés, le Syndicat des agents, le syndicat FO. Ce conflit intervient surtout les « administrateurs », c'est-à-dire l'encadre-

ment recruté par un concours de haut niveau. Les auteurs de la lettre rappellent que les fonctionnaires de l'Assemblée ne sont pas des fonctionnaires tout à fait comme les autres, leur statut n'étant pas celui des agents de l'État, mais régi par un règlement adopté par le bureau de l'Assemblée. Ils sont aussi tenus, remarque-t-elle, à une « obligation de neutralité » puisqu'ils doivent « travailler pour l'ensemble des parlementaires » quel que soit leur appartenance politique. Pour les signataires de la lettre, « de cette neutralité sont l'immuabilité des secrétaires généraux et l'interdiction faite au pouvoir politique (le président et les questeurs) de procéder à des nominations en dehors des propositions des secrétaires généraux, ce qui évite « que les affectations soient soumises à des interférences politiques ».

Pour eux trois « initiatives » de M. Mermaz « menacent la neutralité des services ». D'abord ce qui a été appelé « l'affaire Borgeat », du nom de l'ancien secrétaire général, dont M. Mermaz, qui ne s'entendait pas avec lui pour des raisons personnelles, a souhaité le départ. Ensuite

trois nominations le 2 avril 1984 qui se sont faites « au vu des propositions des secrétaires généraux » et non « sur proposition » de leur part, comme l'aurait voulu le règlement. L'association et le syndicat des fonctionnaires ont porté l'affaire devant le tribunal administratif de Paris. Enfin la volonté de M. Mermaz de permettre aux questeurs et à lui-même d'affecter des fonctionnaires sans être obligatoirement tenus par les propositions des secrétaires généraux. Les signataires estiment que cette procédure se traduirait inévitablement « par une politisation des services ».

Nul ne conteste que les personnels des assemblées parlementaires ne peuvent être des fonctionnaires comme les autres. Cette situation originale se traduit dans l'organisation administrative. Les services sont divisés en deux : ceux qui sont liés au travail législatif des élus sont rattachés au président ; ceux qui assurent le fonctionnement matériel dépendent de la questure, organe collégial où l'opposition est représentée. Or, pour améliorer le fonctionnement de l'administration, notamment pour faciliter le développement de l'informatique et la coordination de la documentation, M. Mermaz souhaite une fusion de ces deux entités et la création d'un secrétariat général unique.

Une petite maison

Si certains administrateurs comprennent la nécessité d'une telle réforme, d'autres s'inquiètent d'une telle évolution qui devrait renforcer l'autorité du président au détriment des questeurs. Or dans une petite maison (il n'y a à l'Assemblée que cent-cinquante « cadres ») tout débat sur les structures se transforme vite en discussion sur les hommes. D'autant que pour ce personnel de haut niveau, il n'y a que peu de débouchés de direction (disons sept postes) et le « pantouflage » à l'extérieur est quasi inexistant. De tout temps les nominations ont donc été scrupuleusement surveillées; le « copinage » et les « clans » étaient facilement mis en cause. Aujourd'hui il est plus simple d'accuser la « politisation ».

C'est bien cela qui « ouvre » est reproché à M. Mermaz. Pourtant l'analyse de toutes les promotions décidées depuis 1981 montre que des personnes de toutes tendances ont été promues. Le cas des secrétaires généraux a été fait conformément à la tradition contraire aux souhaits de certains membres de l'entourage du président : si deux nominations, à des postes importants, ont été particulièrement contestées, des affaires, quelques peu comparables, ont eu lieu avant 1981.

Comment pourrait-on imposer à un homme politique de travailler avec un fonctionnaire qui ne lui conviendrait pas ? Entre cette constatation de bon sens et le système des dépouilles, la frontière est bien difficile à tracer. M. Mermaz veut donc tenter de clarifier les choses. La réforme qu'il envisage est inspirée directement du modèle en usage au Sénat.

Son insistance nourrit pourtant tous les procès d'intention. On craint ses choix : la lettre en fait état pour les postes de trois directeurs généraux qui seraient créés par l'éventuelle réforme.

La contestation de la politique de M. Mermaz qui émanait au départ d'hommes liés à l'opposition, fait maintenant tâche d'huile parmi les administrateurs. Le climat est dédorié parfois par des détails. Personne ne veut aller dans l'immeuble du boulevard Saint-Germain où l'Assemblée commence à installer certains de ses services. Certaines primes sont progressivement incluses dans le revenu imposable, conformément à une décision prise avant 1981. Au lendemain de la victoire de la gauche, certains qui - à tort ou à raison - s'étaient jugés brimés dans leur carrière, n'avaient pas caché leurs intentions de remonter le courant. Aujourd'hui, ce sont d'autres qui se placent dans cette situation. A la veille des élections, la gauche n'a plus le vent en poupe, et ses opposants ne sont pas mécontents d'utiliser la malice ambiante.

THÉRIER BREMER.

● Le projet de loi sur la police. M. Labbé, président du groupe RPR, estime à propos du projet sur la modernisation de la police qui sera discuté le 10 juillet à l'Assemblée nationale que « le gouvernement reprend à son compte à peu près toutes les propositions et les idées exprimées par le RPR sur le renforcement de la sécurité. Après avoir accusé l'opposition de faire une psychologie sécuritaire, le gouvernement reconnaît que l'insécurité existe. » M. Labbé a ajouté : « Toutefois le gouvernement fait preuve d'un certain culot pour repasser en fin de législature à son successeur le soin de faire face aux dépenses nouvelles qu'il décide. »

Le conflit Jospin-Fabius et la préparation du comité directeur du PS

M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a évoqué, mardi 2 juillet, dans un entretien accordé à l'AFP, le différend Jospin-Fabius, pour estimer que la « maturité » du PS permettrait d'échapper au drame et à la crise majeure qu'aurait pu provoquer ce conflit. Selon M. Billardon, le comité directeur du PS, réuni samedi 6 juillet, « doit satisfaire les exigences des militants qui ont exprimé avec force leur volonté de voir se terminer cette querelle ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait participer, mercredi 3 juillet, à la réunion du bureau exécutif du parti, dès son retour d'Israël. Toujours dans la perspective de la réunion, samedi 6 juillet, du comité directeur, les discussions devaient reprendre sur la constitution des listes électorales du PS (le Monde du 3 juillet). On ignorait toujours mercredi, si M. Laurent Fabius participerait au comité directeur.

A Matignon : discrètes mises au point

In ? ou pas ? Autant interroger le Sphinx ! Malheur au conseiller lambda qui s'aventurerait à enfreindre la consigne de silence donnée par le premier ministre après le jugement de Salomon rendu par le président de la République : ne rien dire qui risquerait d'entretenir la querelle fratricide !

Officiellement, on ne sait donc pas si M. Laurent Fabius envisage de participer, d'une façon ou d'une autre, aux débats du comité directeur de son parti, samedi, et de s'expliquer ouvertement avec M. Lionel Jospin. En vérité, personne, à l'hôtel Matignon, ne paraît sur sa réserve à cette réunion car une telle confrontation ne pourrait que confirmer la persistance du différend sur la stratégie à appliquer à l'approche des échéances électorales. Surtout au moment même où, comme l'Elysée, la direction et les militants du Parti socialiste demandent aux deux protagonistes de ne plus se donner en spectacle.

M. Fabius aura, au demeurant, une bonne raison de ne pas être à Paris ce samedi puisqu'il doit prendre la parole, puis déjeuner, à Strasbourg où il a été invité à prononcer l'allouette de clôture de la Semaine européenne de la jeunesse. Si d'ultimes clarifications s'imposent, elles interviendront avant la fin de la semaine, sous un autre angle de la rencontre hebdomadaire que le premier ministre a, chaque jeudi, apaisé, avec les principaux chefs du parti et le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Cela dit, le Sphinx aussi a ses faiblesses... Le cabinet de M. Fabius

n'est pas resté insensible aux arguments avancés dans l'état-major du parti pour justifier la « sortie » de M. Jospin. Les points de vue qui s'expriment à l'hôtel Matignon « à titre purement personnel » apparaissent inévitablement comme autant de mises au point.

Ainsi dément-on avec force que le premier ministre ait affirmé son intention de se démettre de ses fonctions au profit de son collègue, ce qui s'expliquerait par le fait qu'il se rangerait en bloc à l'avis du premier secrétaire du parti. Cette menace de démission avait été envisagée par plusieurs journaux.

Pas de problème sur l'emploi

Ainsi proteste-t-on contre la thèse selon laquelle la politique de l'emploi menée par M. Fabius aurait été mise sur la sellette par la direction du parti lors des discussions internes sur l'indemnisation des chômeurs en fin de droit. En la circonstance, le chef du gouvernement s'est-il montré, comme d'habitude, l'affirmant, peu enclin à répondre aux questions du président de la République ?

Stupide ! répond-on à l'hôtel Matignon. Le premier ministre, souligne-t-on, a fidèlement respecté le calendrier qui s'était fixé au début du mandat. Le 10 mars, sur TF 1, quand il avait indiqué qu'il se donnait « jusqu'à la fin du semestre » pour proposer une solution à ce problème. Ce qui a été fait lors du conseil des ministres du 5 juin. Et si, ensuite, débat il y a eu, ce fut uniquement, dit-on, sur le mode de financement. Le problème retenu a constitué, selon Matignon, le meilleur moyen terme compatible avec les contraintes budgétaires.

En revanche, personne ne conteste, à l'hôtel Matignon, que la

question de la composition des listes électorales du PS et de leur éventuelle ouverture à d'autres sensibilités politiques ait tenu une part relativement importante dans les discussions hebdomadaires entre M. Fabius et M. Jospin, ni que, sur ce point, les approches des deux hommes aient pu être parfois divergentes. Et l'on s'empresse de souligner qu'il est bien normal que le chef naturel de la majorité parlementaire ait son mot à dire à ce sujet. Tout en s'employant à minimiser les divergences dans la mesure où l'ouverture des listes « a ouvert » il doit y avoir - sera, par la force des choses, très réduite.

Cette dernière réplique officieuse à l'argumentation « jospiniste » confirme, en tout cas, que MM. Fabius et Jospin - pour des raisons qui s'expliquent, par leurs fonctions et leurs missions respectives - ne font pas la même lecture de la Constitution. Le premier ministre s'en tient à la pratique des institutions de la V^e République qui confère au chef du gouvernement un rôle majeur et aux partis une place mineure. Le chef du PS, lui ne reconnaît qu'une seule prééminence, celle du président de la République élu au suffrage universel. Il considère (comme il l'avait d'ailleurs écrit dans le Monde le 10 avril dernier après la démission de M. Michel Rocard) que « le reste », existence du premier ministre, durée du mandat du président, droit de dissolution, rôle du Conseil constitutionnel, équilibre entre exécutif et législatif - pourrait très bien évoluer. »

Il s'agit bien, au-delà de la volonté d'apaisement affichée de part et d'autre, d'un débat fondamental qui oppose deux conceptions des contingences électorales.

ALAIN ROLLAT.

Propos et débats

M. Barre : la leucémie de la France

M. Raymond Barre a déclaré, mardi 2 juillet à Amplepuis (Rhône) : « Notre pays est dans un état de leucémie, il est miné de l'intérieur. Pour redresser une France tout entière en déficit, il faut, à la liberté dans la rigueur et la solidarité. Selon M. Barre, rien ne peut se faire sans un climat de sécurité. Or, « l'insécurité serait moins grande si les décisions de justice étaient appliquées, si la police pouvait faire son métier sans risque d'être dénoncée par certains de ses supérieurs ou par la magistrature. » (Corresp.)

M. Labbé : cinq ans, c'est peu

« L'instauration du quinquennat impliquerait une profonde transformation du régime » a déclaré M. Claude Labbé, président du groupe PR lors de son point de presse du mardi 2 juillet. Il a précisé : « Le fait de faire coïncider la durée du mandat présidentiel et de celui du Parlement pose le problème du choix entre le régime actuel et l'instauration d'un régime présidentiel ou parlementaire. L'un ne peut pas aller sans l'autre. » M. Labbé a ajouté en souriant : « Quand on a un bon président il faut le garder. Si le successeur de M. Mitterrand devait être un bon président, ce serait dommage de ne pas le garder plus de cinq ans. »

M. Jean-François Poncet : misérable

M. Jean-François Poncet (UDF), ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, a déclaré mercredi 3 juillet à Europe 1 que la politique étrangère de M. Mitterrand dont il ne conteste pas « les sentiments européens » est « dépourvue de continuité et de résultats ». Son bilan, selon lui, est « misérable ». Il a ajouté : « Le couple Mitterrand-Kohl n'a pas eu d'enfants. »

L'Humanité : options insensées

« Options insensées », écrit l'éditorialiste de l'Humanité, Yves Moreau, à propos du rapport du PS. « Réves démentiels ». Faire la guerre pour l'Allemagne, estime-t-il, c'est enchaîner la France à un pays qui est étroitement subordonné au commandement intégré de l'OTAN, et c'est s'aliéner ce qui avait restauré le retrait de la France des structures les plus contraignantes de l'OTAN.

« Ce n'est pas tout, ajoute Yves Moreau. Car l'abandon de la défense de soi-même par la participation de notre pays aux projets américains de militarisation de l'espace (...). D'au l'intérêt d'Europe. »

« En proclamant leur intention de brader la défense nationale au profit de l'axe Paris-Bonn et de l'OTAN, les dirigeants du PS font chorus avec les recommandations publiées ces derniers jours par l'UDF de M. Giscard d'Estaing et le RPR de M. Chirac. Ces projets sont absolument contraires à l'intérêt de la France. »

De son côté, la revue du PCF Correspondance armée-nation, qui est animé par M. Louis Baillet, membre du comité central et chargé des questions de défense au PCF, consacre un numéro spécial à l'espace et à la stratégie militaire, dans lequel la politique actuelle de défense est violemment critiquée.

Le gouvernement y est accusé « de faire dépendre la défense du pays de la politique d'intégration militaire européenne et de s'engager dans la voie de la militarisation de l'espace ». La création de la Force d'action rapide « apparaît avec le concept de guerre limitée en Europe développée par le général Rogers », commandant suprême des forces alliées en Europe. « Elle représente une des pierres angulaires de la participation de la France au renforcement du pilier européen de la défense atlantique et de ce fait, matérialise son retour inavoué dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. » Enfin, Correspondance armée-nation résume la politique d'armement de la France, « telle qu'elle est menée par le chef de l'Etat », sous ce triple vocable : « intégration, casse et austerité ».

Les communistes isolés

(Suite de la première page.)

Plus généralement encore, le PS s'accorde sur ce sujet avec une majorité de Français (65 % à gauche et 62 % dans l'opposition, comme l'indique le sondage de l'IFOP dans le Monde du 28 juin), pour laquelle la France doit voler au secours d'une Allemagne « gravement menacée ».

Avec l'argument, que faire la guerre pour l'Allemagne revient à sacrifier l'indépendance de la France, le PCF estime, dans l'Humanité du mercredi 27 juin et dans sa revue Correspondance Armée-Nation, que le PS et le gouvernement actuel font acte d'insouciance stratégique à l'OTAN en abandonnant le concept de la seule protection océanique du « sanctuaire » national et en participant au double projet américain de défense spatiale (l'initiative de défense stratégique

du président Reagan) et de guerre classique limitée à l'Europe (la doctrine du général Rogers).

Le divorce entre socialistes et communistes est donc évident sur les grands choix nationaux de sécurité extérieure. Il était amorcé depuis plusieurs mois déjà, et même avant le départ des ministres communistes du gouvernement, mais, jamais, il n'a été étalé au grand jour avec autant d'éclat. L'accusation de désintégration de la France dans l'OTAN est, sans nul doute, exagérée pour les besoins de la démonstration du PCF. Il n'en reste pas moins vrai, cependant, que l'armée française s'entoure désormais de moins de rigidité doctrinale vis-à-vis de l'alliance que par le passé et qu'elle n'hésite plus à donner des gages de sa solidarité de fait à tous ses partenaires européens.

JACQUES IGNARD.

● Appel d'un « rassemblement fédéral des républicains de gauche ». — La Fédération des socialistes démocrates (FSD), formation issue, en 1978, d'une scission du Parti socialiste démocrate et présidée par M. Christian Chauvel, ancien député socialiste de Loire-Atlantique, appelle à la constitution d'un « rassemblement fédéral des républicains de gauche » regroupant « les déçus du socialisme et du communisme, les socialistes-

démocrates, les radicaux, écologistes et tous les citoyens de gauche, isolés, réfractaires et autres opposants... » Selon la FSD, un tel rassemblement, fondé notamment sur la lutte contre le chômage, contre le racisme, et pour une Europe politique, « offre l'espoir d'une nouvelle voie, d'un nouvel espace politique pour la France et pour l'Europe. »

* FSD, 8, rue Saint-Marcel 75002 Paris.

« ET LE SOLEIL SE LEVAIT »

Un film de Frank Cassani le réalisateur de l'affiche rouge produit par la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes. Des déportés, sur un fond d'images d'archives, répondent aux questions que se posent des élèves de 3^e sur la résistance, la vie, la mort dans l'enfer des camps nazis. Un document indélébile à faire voir. La vidéocassette VHS (50 minutes) : 590 F en vente à : FNDRP, 10, rue Leroux, 75116 Paris.

50 من الأمل

société

LA REVENDICATION D'ASSASSINAT D'HENRI BLANDIN

Pas de trêve pour Action directe

Le groupe Action directe a finalement décidé d'assurer la publicité de sa tentative d'assassinat de M. Henri Blandin, contrôleur général des armées, survenue le 26 juin. Pour dissiper toute « incertitude » auprès de la police, du pouvoir et de l'opinion publique, qui ne savaient trop à qui attribuer l'attentat manqué.

Pour affirmer aussi qu'il n'est pas dans son intention de déclarer une quelconque trêve, alors qu'il se déclare en guerre contre l'OTAN et l'impérialisme.

Le groupe terroriste a adressé sa revendication par la poste à plusieurs organes de presse - dont le Monde - sous forme d'un feuillet dactylographié frappé du sigle d'Action directe, une étoile à cinq branches, et signé « Commando Antonio lo Muscio », du nom d'un membre des Brigades rouges italiennes tué par les carabinieri en 1977.

Postée le 1^{er} juillet à Paris, la lettre est parvenue dans les rédactions dans l'après-midi du mardi 2 juillet. Une lettre apparemment sans auto-complaisance, puisque le texte commence sèchement : « L'échec de l'action menée contre le général Blandin le 26 juin 1985 par un commando de notre organisation est dû à une accumulation de failles techniques ».

En fait, l'organisation terroriste entend de la sorte se poser en mouvement responsable qui assume aussi bien ses « victoires » que ses « échecs », ces derniers ne pouvant être que « techniques » et non d'ordre politique. Au-delà, cette revendication permet de tirer quatre enseignements ou conclusions provisoires :

1) La détermination du groupe terroriste. - C'est l'élément le plus évident. Action directe confirme, sans ambiguïté, que l'assassinat de l'ingénieur général de l'armement, René Audran, le 25 janvier dernier, ne restera pas un attentat isolé. Au contraire, le groupe situe l'attentat manqué contre le général Blandin comme un jalon de son « offensive ». Du coup, Action directe marque clairement qu'elle a définitivement franchi le pas et que, selon la formule des cellules communistes combattantes implantées en Belgique, « la vie humaine n'est pas un abîme en soi, une valeur mystique ». Bref, Action directe redit sa volonté de combattre l'OTAN et de viser les hommes qui, selon elle, se situent au « cœur du projet stratégique de l'impérialisme ».

2) Action directe se reconcentre pas aux attentats par explosifs. - En précisant que son « offensive » a commencé en juillet 1984, le groupe indique aussi qu'il désire moduler ses actions selon les moments, alterner les coups portés au « cœur de l'Etat » - pour reprendre la phraseologie des Brigades rouges - et les attentats visant des entreprises travaillant pour la défense nationale ou des bâtiments dépendant de l'alliance atlantique, une dizaine pour l'instant. La Fraction armée

Le groupe terroriste Action directe a revendiqué, mardi 2 juillet, la tentative d'assassinat, le 26 juin à Paris, de M. Henri Blandin, contrôleur général des armées. M. Blandin avait échappé à cet attentat grâce à la vigilance de son chauffeur, qui avait aperçu dans son rétroviseur un inconnu courant une arme à la main vers leur voiture alors qu'il s'était arrêté à un feu rouge à Neuilly. Le chauffeur avait aussitôt démarré en zigzaguant, l'inconnu tirant deux balles sans atteindre sa cible.

roge n'agit pas autrement en République fédérale d'Allemagne. Les deux groupes avaient annoncé leur fusion en janvier dernier.

Les faits ont montré - en avril - qu'Action directe entend également recourir aux papiers de presse pour donner des « avertissements politiques » d'une autre nature. Ainsi des attentats contre la banque Leumi-Israel, les locaux de l'Office national d'immigration et ceux de l'hebdomadaire Minute.

3) Les variations du style des opérations d'Action directe. - Elles ressortent des précisions techniques fournies par le groupe sur la tentative d'assassinat dirigée contre le général Blandin (lire l'encadré). La dernière opération du groupe diffère en effet sensiblement de l'attentat contre René Audran. Ce dernier avait été tué alors qu'il s'apprêtait à ranger sa voiture dans son garage, la nuit tombée. L'attentat manqué contre le général Blandin a eu lieu, lui, peu avant 9 heures du matin, à la périphérie de Paris, en milieu de la circulation, avec l'intention évidente d'obtenir un effet beaucoup plus spectaculaire.

Dans un autre ordre d'idées, la dernière revendication est rédigée dans un français correct, alors que le long texte revendiquant l'assassinat de René Audran était, sans conteste, traduit de l'allemand.

4. Les enquêteurs s'interrogent sur les « faiblesses » d'Action directe. - En d'autres termes, certains policiers estiment que le groupe s'est fortement renouvelé et doute de son expérience « professionnelle ». Les magistrats et policiers qui s'étaient rendus sur les lieux de l'assassinat de René Audran avaient déjà été frappés par le nombre de balles tirées par le tueur (huit) sur sa victime et le carnage qui en était résulté. Cette fois, c'est le groupe lui-même qui reconnaît ses « faiblesses techniques ».

L'avenue n'est pas sans précédent. En octobre 1984, le groupe avait reconnu dans une mise au point, avec beaucoup de retard, son implication totale dans la fusillade qui, à l'occasion d'un contrôle de police, opposa plusieurs de ses membres à la police, avenue Trudaine, à Paris, en mai 1983, et qui devait se conclure par la mort de deux policiers.

Les trois cercles

Ces observations ne suffisent pas à définir le nouveau profil d'Action directe. Les « faiblesses » supposées du groupe terroriste peuvent aussi bien être considérées comme une force, Action directe se payant le luxe d'assumer ses « faiblesses », à la

manière d'une organisation sûre de son bon droit. Depuis quelque temps, les spécialistes de la lutte anti-terroriste ne prétendent plus être confrontés à un groupe numériquement très réduit mais plutôt à trois cercles concentriques.

Le premier rassemblerait les « vieux », les membres fondateurs du groupe en quelque sorte, rejoints ultérieurement par d'autres anciens. Le deuxième cercle rassemblerait notamment des Italiens, anciens membres du groupe terroriste Prima Linea ou des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat), qui joueraient un rôle déterminant dans la logistique de l'organisation. Enfin, le troisième et dernier cercle, le plus important numériquement,

serait constitué de « complices passifs », sympathisants ou manipulateurs.

Ces derniers, des proches et des amis, sont particulièrement utiles pour protéger les membres actifs d'Action directe recherchés et, de toute manière, contraints à la clandestinité. Deux femmes, M^{lle} Charlotte Granier, avocate à Montpellier, quarante-quatre ans, et M^{lle} Sandrine Guilbert, vingt et un ans, arrêtées au mois de juin, sont ainsi accusées d'avoir loué un appartement à Nice pour l'un des principaux dirigeants du groupe aujourd'hui en prison.

Ces trois cercles pourraient rassembler entre cent et cent cinquante personnes. Des chiffres qui donnent tout à la fois la mesure de la faiblesse d'Action directe mais aussi de ses atouts. Ce groupe, estiment les spécialistes de la lutte anti-terroriste, est loin d'être démantelé, et les liens étroits, noués avec d'autres organisations opérant en Europe lui offrent d'utiles solidarités et d'éventuelles bases de repli.

LAURENT GRELSAMER.

« Une accumulation de failles techniques »

Sous le titre *Revendication de l'opération contre le général Blandin*, Action directe a décrit la tentative d'assassinat en ces termes :

« L'échec de l'action menée contre le général Blandin, le 26.6.85, par un commando de notre organisation, est dû à une accumulation de failles techniques ».

— La mitrailleuse des membres du commando qui devaient neutraliser la voiture de Blandin dans la rue Parmentier s'est enrayée sans avoir fonctionné.

— Une mauvaise interprétation dans la communication qui a suivi cet incident a entraîné l'intervention précipitée du camerader se trouvant avenue du Roule.

— Aucun camarade ne put rectifier cette erreur, car déjà l'ensemble du commando était en phase de repli.

Il est à signaler que le ministère de la défense et la police ont officiellement communiqué de fausses informations sur le lieu exact, les circonstances et l'arme utilisée.

Le général Blandin, en tant que chef du contrôle général des armées, est un des principaux responsables du ministère de la défense, depuis l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates. Il est précisément le bras droit d'Hannu dans l'application de nombreux projets de restructuration et d'intégration aux forces de l'OTAN des forces armées et de l'industrie de guerre.

Cette action malgré son échec marque un nouveau pas dans l'offensive que nous avons entreprise, depuis juillet 84, et le lien de celle-ci à l'ensemble de la lutte de la guérilla ouest-européenne, pour la communisme.

Ne jamais reculer devant la dimension démesurée de ses propres buts.

La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste !

— Commando Antonio lo Muscio - Action directe.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE GRANDE-BRETAGNE

Henri de Wimbledon

Les quarts de finale des Internationaux de Wimbledon devaient mettre en présence, dans le tableau féminin, Evert-Lloyd et Potter, Rinaldi et Sukova, Garrison et Van Nostrand, Shriver et Navratilova. La logique du classement a été respectée, excepté pour ce qui concerne l'Américaine

Van Nostrand qui a créé la surprise en éliminant la Bulgare Maleeva, quatrième mondiale. Dans le tableau masculin, les matches devaient opposer McEnroe à Curran, Connors à Acuna, Jarryd à Gunthardt, enfin, Becker à Leconte (1). La surprise est venue ici de la qualification de l'Allemand de

l'Ouest Becker aux dépens de l'Américain Mayotte, demi-finaliste en 1982, et du Français Leconte aux dépens du Tchèque Leconte Lendl numéro deux mondial. Aucun Français n'était parvenu à ce stade sur le gazon londonien depuis Jean-Claude Motrani en 1959.

De notre envoyé spécial

leurs deux dernières rencontres. Il a donc tenté de prendre l'ascendant dès les premières balles en frappant de toutes ses forces. Leconte était alors dans la position du boxeur qui est acculé dans les cordes. Il faisait de son mieux pour parer les coups, mais il a perdu deux fois son service au 5^e et au 9^e jeu du premier set. Ses réactions commencent néanmoins à devenir de plus en plus dangereuses : au 8^e jeu, il a eu trois balles de 4-4 dans le service de Lendl.

La difficulté pour le Tchèque a consisté ensuite à maintenir Leconte sous pression : pour y parvenir, il a dû continuer à jouer sur le même registre. Cela s'est révélé d'autant plus délicat que Leconte commençait à avancer dans le court après avoir subi l'orage. Lendl a, dès lors, été contrainct d'allonger son service avec deux conséquences fâcheuses pour lui : il a commis huit doubles fautes à des moments souvent décisifs ; il s'est exposé au

retour de service en revers du Français qui est un coup prodigieusement dangereux.

Explosif sur gazon

A 4-4 dans le 2^e manche, le match a inéluctablement basculé : Lendl allait concéder son service une fois au second set, deux fois au 3^e et trois fois au 4^e. Excepté une brève réaction dans la dernière manche, qui lui a permis de prendre le service de Leconte pour revenir à 2-1, il a perdu contenance. Sa lucidité baissait à chaque point, alors que Leconte jouait de mieux en mieux.

Le quart de finale entre le Français Leconte et le jeune Allemand de l'Ouest Boris Becker devrait être, jeudi 4 juillet, un grand moment de ce tournoi. Les deux joueurs, qui pourraient partager le surnom de « boom-boom », possèdent le tennis explosif qui est le plus spectaculaire sur gazon. Le nouveau protégé de

l'entraîneur roumain Ion Tiriac, qui s'était imposé 9-7 au 5^e set contre le Suédois Nyström lors du tour précédent a encore réalisé une grosse performance mardi en battant en cinq manches l'Américain Rim Mayotte, grand spécialiste de l'herbe. Peu favorisé par l'arbitrage et handicapé par une entorse à la cheville contractée au 4^e set, Becker a néanmoins réussi à enlever le tie-break dans cette manche avant de surclasser l'ancien demi-finaliste dans l'ultime set.

ALAIN GIROUD.

(1) Yannick Noah, qui a disputé le double à Henri Leconte contre les Néo-Zélandais Evert-Lloyd et Robertson, a abandonné en raison de douleurs aux adducteurs et aux genoux. Ces nouvelles blessures risquent de contrarier la suite de la saison du numéro un français qui avait déjà dû s'arrêter de longs mois l'an passé en raison d'une pubalgie.

RÉSULTATS

DU MARDI 2 JUILLET

SIMPLE MESSIEURS

Huitième de finale

Haut du tableau

1. McEnroe (E.U.) 1) b. Maurer (RFA, 95), 6-0, 6-4, 6-2 ; 8. Curran (E.U.) 9) b. 14. Edberg (Suède, 15), 7-6, 6-3, 7-6 ; 3. Connors (E.U.) 3) b. S. Gimenez (E.U., 33), 6-3, 6-4, 6-3 ; Acuna (Chili, 151) b. Segura (E.U., 226), 6-4, 7-6, 6-2.

Bas du tableau

5. Jarryd (Suède, 61) b. Visser (Afr. Sud, 174), 6-1, 6-4, 6-1 ; Gunthardt (Suisse, 38) b. Amritraj (Inde, 6-4, 6-1 ; Becker (RFA, 20) b. Mayotte (E.U., 181), 6-3, 4-6, 6-7, 7-6, 6-2 ; Leconte (Fr.) b. 2. Lendl (Tch., 2), 3-6, 6-4, 6-3, 6-1.

SIMPLE DAMES

Huitième de finale

Haut du tableau

1. C. Evert-Lloyd (E.U.) 1) b. A. Smith (E.U., 79), 6-0, 6-4 ; B. Potter (E.U., 19) b. J. Durie (G-B, 32), 7-6, 6-7, 6-1 ; 16. K. Rinaldi (E.U., 16) b. E. Smylie (Austral., 35), 6-2, 6-1 ; 7. H. Sukova (Tch., 7) b. P. Paradis (Fr., 341), 6-4, 7-6.

Bas du tableau

8. Z. Garrison (E.U., 8) b. C. Tanner (Fr., 39), 6-1, 6-3 ; M. Van Nostrand (E.U., 152) b. 4. M. Maleeva (Bulg., 41), 7-5, 6-2 ; 5. P. Shriver (E.U., 5) b. 11. S. Graf (RFA, 111), 3-6, 6-2, 6-4 ; 2. M. Navratilova (E.U., 1) b. R. Uys (Afr. Sud, 6-2, 6-2).

Appel urgent aux victimes des accidents de la circulation. La loi sur la réparation de leurs préjudices a été adoptée et sera incessamment promulguée :

- 1) Toutes les victimes transportées dans des véhicules ;
- 2) Tous les piétons et cyclistes de moins de quinze ans et de plus de soixante-dix ans pourront désormais obtenir systématiquement la réparation de leurs préjudices ;
- 3) Tous les piétons et cyclistes de plus de quinze ans et de moins de soixante-dix ans verront les règles de responsabilité très avantageusement simplifiées à leur égard. La nouvelle loi trouvera aussi son application pour les accidents survenus avant le 1^{er} juillet 1982 qui n'ont pas déjà fait l'objet d'un règlement amiable ou d'une décision de justice, à la condition qu'une action judiciaire soit introduite avant sa promulgation, qui est imminente.

Les associations nationales Chrétiens-Droits des piétons, l'Union des accidentés et des familles de victimes - 31, rue d'Enghien, 75010 Paris, tél. : 11) 246-86-75 - recommandent aux victimes ou à leurs familles de s'adresser immédiatement à un avocat.

La consultation sera gratuite.

EN BREF

« PORTES SANS SOUCI »

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, était présent, mardi 2 juillet, pour la deuxième opération « Portes sans souci ». Lancé il y a un an, cette mesure a permis d'équiper par quelque cent mille logements HLM, dans une centaine de communes, d'une porte palière blindée, le financement étant assuré par l'Etat, les municipalités et l'office d'HLM.

Après avoir assisté à la pose d'une « porte sans souci » dans un immeuble du 13^e arrondissement, M. Quilès a exprimé sa satisfaction face à cette « première parisienne » et a annoncé que l'opération s'étendra, dans les prochains mois, à une soixantaine d'autres communes.

● RECTIFICATIF. - C'est au mois de mai 1979 - et non 1974, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 3 juillet - que l'Assemblée parlementaire de Conseil de l'Europe a adopté une « déclaration sur la police » qui sert aujourd'hui de texte de référence pour l'élaboration d'un code de déontologie de la police nationale.

● L'affaire des fausses factures dans le quartier asiatique de Paris : le point de vue d'un avocat. - L'avocat de M. Nhan Tong nous a écrit, à la suite de la fusillade dans le Monde du 11 juin 1985 d'un article intitulé « Fausses factures dans le quartier asiatique de Paris », pour faire valoir son point de vue.

Il écrit que son client « n'a été interpellé ni le 25 février ni à la tour Tokyo. Il n'est pas d'origine chinoise, mais vietnamienne. Il n'a donc pas été interpellé avec M. Chau Yau Hy, désigné comme ayant un rôle essentiel. Son client n'a aucun rapport avec M. Chau Yau Hy qui lui est totalement inconnu (...). L'agence bancaire dont dépendait mon client ne gère les comptes que de cinq ou six des sociétés qui se sont avérées se livrer à des activités illicites ».

● Jean-Marie Villemain entendu par le juge d'instruction. - M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction à Epinal, a entendu Jean-Marie Villemain, mardi 2 juillet, pendant deux heures et demie, à la prison de Saverne, où ce dernier est incarcéré pour le meurtre de Bernard Laroche. Cette instruction, qui a eu lieu dans le cours de l'information sur la mort de Grégory, s'est effectuée en présence de l'avocat du défendeur, M. Henri-René Garaud.

Le magistrat a, notamment, interrogé le père de Grégory au sujet de la provenance de la cordelette, trouvée il y a quelques semaines par les policiers à son domicile ; Jean-Marie Villemain a indiqué que cette cordelette lui avait été donnée par son père.

● ATHLETISME : record de France du 10.000 m. - Pierre Lévisse a amélioré, mardi 2 juillet à Stockholm (Suède), son record de France du 10.000 m. et 27 m 50 s 30. Il avait établi son précédent record (27 m 58 s 05), sur la même piste, le 3 juillet 1978.

● Quatre cents jeunes Français en Chine. - A l'initiative de la Maison des jeunes et de la culture de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), quatre cents jeunes Français, âgés de quinze à vingt-quatre ans, viennent de quitter Paris en train pour gagner la capitale chinoise.

Neuf jours de voyage pour parcourir 12.000 kilomètres. Une fois arrivés à Pékin, commenceront une série de rencontres avec la jeunesse chinoise portant sur la musique, le théâtre, le sport, la mode et l'étude de marchés économiques. Le retour vers Paris aura lieu en avion.

Les résultats

TOUR DE FRANCE MASCULIN

Quatrième étape. - Fougères-Pont-Audemer (239,5 km). - 1. G. Solleveld (P-B) : 6 h 46 s (moyenne : 36,920 km/h) ; 2. Lendl (Ita.) : m. t. ; 3. Haghevoorn (Bel.) : m. t. ; etc.

Classement général. - 1. K. Andersen (Dan.) : 21 h 12 m 40 s ; 2. E. Vanderaerden (Bel.) : à 19 s ; 3. B. Hinault (Fra.) : à 1 m 01 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Troisième étape. - Saint-Pierre-sur-Dives-Pont-Audemer (101,5 km). - 1. P. De Bruin (P-B) : 2 h 51 m 17 s (moyenne : 36,886 km/h) ; 2. C. Oudin (Fra.) : m. t. ; 3. H. Top (P-B) : m. t. ; etc.

Classement général. - 1. H. Hage (P-B) : 7 h 34 m 30 s ; 2. L. Lissard (Fra.) : à 19 s ; 3. J. Longo (Fra.) : à 19 s ; etc.

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DU SNI

La douloureuse autocritique des instituteurs

Nîmes. - Les instituteurs du SNI n'ont pas trouvé le « remède-miracle » pour juguler l'hémorragie rapide qui affecte leurs rangs. Le congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général

des collèges (SNI-PEGC-FEN), qui s'est achevé mardi 2 juillet, a cherché à ouvrir des perspectives nouvelles de mobilisation, tout en réaffirmant l'ancrage à gauche de l'organisation. Mais le poids des querelles de la gauche

politique, dont chaque sensibilité correspond à une tendance du syndicat, a empêché les militants de traduire en engagements concrets et unitaires leur volonté de reconquérir le terrain perdu.

Que l'autocritique est douloureuse pour le plus gros syndicat de la FEN, à quelques mois d'une échéance électorale décisive ! M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI-PEGC le reconnaît : le débat sur la désyndicalisation avait été plus efficace s'il avait eu lieu au dernier congrès à Bordeaux, en 1983. A l'époque, près d'un tiers des syndiqués regroupés dans la tendance Unité et action (U et A), proche des communistes, n'hésitaient pas à soutenir certaines initiatives de la majorité socialisante. A Nîmes, chaque camp s'est crispé, accusant l'autre d'avoir

bradé l'indépendance du syndicat, pour mieux s'en faire le champion. Les militants U et A ont choisi l'opposition résolue et systématique, déclarant la direction coupable de « déserter le terrain syndical » et de se mettre « à la remorque » du Parti socialiste. Réponse du berger à la bergère : les majoritaires de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID) ont reproché à leurs adversaires d'avoir rompu la trêve et d'être responsables de la désertion des militants.

Divisé sur la manière d'endiguer l'hémorragie, le congrès l'a été aussi, mais plus superficiellement, sur la laïcité. Les minoritaires ont reproché au Comité national d'action laïque (CNAL) d'avoir laissé le pavé parisien à la « droite cléricalle et réactionnaire ». On a pourtant cru la salle rassurée lorsque le secrétaire général du CNAL, M. Michel Boucharaissas, a dénoncé le « manque de courage politique de la gauche » sur le terrain laïque.

RELIGION

L'ENCYCLOPÉDIE DE JEAN-PAUL II SUR L'EUROPE CHRÉTIENNE

L'unité dans la diversité

En publiant une encyclopédie sur le mouvement de repli et de « recentrage » qui se dessine dans l'Eglise catholique depuis quelques années. Actuellement, il n'est question, dans certains milieux ecclésiastiques, que de « restauration » et de « reprise en main » ; on parle des « excès du concile », d'une « ouverture inconsidérée au monde », et les Eglises locales, comme les théologies élaborées dans le tiers monde, sont scrutées par les autorités romaines pour déceler toute velléité de déviation.

Et voilà que Jean-Paul II, avec des accents nouveaux, chante les louanges du pluralisme et de la catholicité où « tous les hommes, toutes les nations, toutes les cultures et toutes les civilisations ont un rôle propre à remplir ». L'analyse de cette inculturation par les apôtres des Slaves n'est-elle pas valable aussi pour toute l'Eglise latine ? Les relations entre l'Evangile et la culture qui ont enrichi l'Europe sont les mêmes qui existent en Afrique, en Asie ou en Amérique latine.

Cette déchirure, qualifiée par le pape d'« objet de scandale pour le monde », doit être réparée afin de réaliser une unité visible qui ne soit ni « absorption », ni « fusion », des grandes traditions orientale et occidentale. En somme, à l'exemple des frères de Salonique, qui ont apporté la culture hellénique aux peuples slaves, Jean-Paul II, lui-même premier pape d'origine slave, se fait l'avocat éloquent d'une Eglise riche de sa diversité spirituelle et culturelle. Il fait un plaidoyer pour une « Eglise évangélique faite de pierres multicolores » et véritable « symphonie liturgique ».

Finalement, cette encyclopédie, qui peut paraître tournée vers le passé, puisqu'elle célèbre les hauts faits d'une histoire révolue, est des plus actuelles, car elle souligne la diversité dans l'unité. La question se pose aujourd'hui, plus que jamais, au moment où l'Eglise se prépare à dresser un bilan vingt ans après le concile Vatican II. Les « prophètes du malheur », dénoncés en son temps par Jean XXIII, feraient bien de la lire à la veille du synode extraordinaire de novembre prochain.

Il va encore plus loin puisqu'il présente l'œuvre d'évangélisation de Cyrille et Méthode, qui a proclamé le modèle d'« inculturation » : « néologisme pour désigner l'incarnation de l'Evangile dans les cultures autochtones avec l'assimilation réciproque de ces cultures dans la vie de l'Eglise ».

ALAIN WOODROW.
(1) Le texte intégral de l'encyclopédie sera publié le 30 juillet par La Documentation catholique, 3, rue Bayard, 75008 Paris, 12 francs.

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
**Vous pouvez suivre
— ou reprendre — des études !**

**LE CENTRE NATIONAL
D'ENSEIGNEMENT
PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)**

Etablissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(7 centres d'enseignement — 230 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la terminale)
- Enseignements technologiques et professionnels
- Certains formations universitaires conduisant au DEUG, à la licence en droit, à l'expertise comptable, etc.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation Nationale (carrières administratives et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres départements ministériels et collectivités territoriales : police, SNCF, métiers sportifs, secteur paramédical et social, administration départementale et communale, etc.
- Formation dans le domaine de l'informatique.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (loi du 16 juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 241 F à 600 F
POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ECRIRE A

CNEC — Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon — 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

A recueils

La direction du SNI elle-même a donné l'impression de marcher à reculons sur le sentier caillouteux de l'autocritique. D'un bout à l'autre, elle aura contribué à verrouiller le débat. Certes, elle n'a pas caché avoir confié à un organisme spécialisé, la COFREMA, une vaste étude sur l'évolution sociologique des instituteurs et professeurs de collèges et sur l'image du SNI dans ce milieu (le Monde du 29 juin). Selon M. Barabant, ce travail a duré un an et coûté 200 000 F (financés par le syndicat pour 20 % et par ses « organisations amies » (mutuelle, coopérative, etc.) pour 80 %). Mais ses conclusions intégrales n'ont toujours pas été publiées « afin de ne pas donner d'armes à FO et à la CFDT ». Seuls les dirigeants membres de la tendance majoritaire avaient en avoir connaissance. Les militants n'ont eu droit qu'à un résumé expurgé. Quant à la presse, elle a été informée sélectivement et au compte-gouttes des résultats de l'enquête.

Cette extrême prudence n'a pu que semer le trouble, à un moment où le syndicat jure ses grands dieux qu'il va revoir de fond en comble sa politique de communication. Des vérités dérangeantes constatées par la COFREMA ne seraient-elles pas bonnes à dire ? L'étude décrit, par exemple un monde enseignant « éclaté », coupé en particulier entre les instituteurs et les professeurs de collège. Or la direction socialisante du syndicat s'efforce justement de rassembler ces deux catégories pour ne pas abandonner le terrain du collège à l'ennemi. Les militants pourraient ainsi être libérés d'une partie de leur tâche institutionnelle (demandes de mutation par exemple) et se consacrer davantage au « terrain ». Cette concession aux tentations « consuméristes » n'ont pas été du goût de tous les congressistes. La tendance Ecole émancipée (extrême gauche) y voit le risque de couper encore davantage la base de l'appareil du syndicat.

Reprendre le chemin des écoles

Les militants ont été incités à reprendre le chemin des écoles pour renouer le dialogue à partir des réalités du métier et des problèmes pédagogiques, au lieu de sombrer dans la « réunionisme ». Afin que les permanents ne soient pas complètement coupés de la vie des écoles, les sections départementales diviseront les « décharges » à plein temps (postes rémunérés par l'éducation nationale pour l'exercice des activités syndicales) en « demi-décharges ». Une carte d'adhésion informatisée, diffusée dès la fin 1985, permettra l'accès à une banque de données administratives. Les militants pourraient ainsi être libérés d'une partie de leur tâche institutionnelle (demandes de mutation par exemple) et se consacrer davantage au « terrain ». Cette concession aux tentations « consuméristes » n'ont pas été du goût de tous les congressistes. La tendance Ecole émancipée (extrême gauche) y voit le risque de couper encore davantage la base de l'appareil du syndicat.

(Publicité)
**MAGISTÈRE
D'INTERPRÉTATION SIMULTANÉE**
EST — Université Paris-III

Niveau exigé : DEUG minimum (langues, mathématiques, sciences éco., droit, sciences, etc.)
3 langues parmi l'allemand, l'anglais, le chinois, le français, le russe.
3 ans d'études, débouchés, rémunération intéressée.
Inscriptions du 2 au 14 septembre
Renseignements jusqu'au 19 juillet :
EST, Centre Universitaire Dauphine
Tél. : 727-07-79

JUSTICE

Arrêté à Lyon en octobre 1984

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH INCULPÉ DE COMPLIÇITÉ D'HOMICIDE VOLONTAIRE

Georges Ibrahim Abdallah, considéré par la police comme le chef opérationnel des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), vient d'être l'objet de deux nouvelles inculpations pour compliçité d'homicide volontaire, le 1^{er} juillet (nos dernières éditions). Arrêté à Lyon, le 25 octobre 1984, et inculpé jusqu'à présent d'association de malfaiteurs, d'usage de faux documents administratifs et de détention d'armes et d'explosifs, il est désormais inculpé dans les assassinats de Yacoub Barsamantov, diplomate israélien, le 3 avril 1982, et du lieutenant-colonel Charles Ray, diplomate américain, le 18 janvier 1982, qui étaient tous deux en poste à Paris.

Ces deux inculpations ont été notifiées au chef opérationnel des FARL après qu'une expertise a établi que le pistolet tchécoslovaque CZ-70, découvert en avril dans l'une de ses valises, est bien l'arme qui a tué les deux diplomates (le Monde du 10 avril). Les FARL, qui avaient enlevé le 24 mars dernier, au Liban, le directeur du Centre culturel français, M. Gilles Sidney Peyrolles, fils de l'écrivain Gilles Perrault, avaient exigé — en vain — des autorités françaises, la libération de Georges Ibrahim Abdallah. M. Peyrolles avait été relâché une dizaine de jours après son enlèvement.

**SOLDES
BERTEIL**

3, PLACE
SAINT-AUGUSTIN
75001 PARIS

1 RUE
DE SOLFERINO
75007 PARIS

LA BAGAGERIE®
SOLDE

SACS • ARTICLES DE VOYAGE
MAROQUINERIE DE POCHES • CEINTURES

Paris : 12, rue Trochet • 41, rue du Four • 74, rue de Poissy • Tour Maine-Montparnasse

CARNET DU Monde

Naissances

— Lucie LERMINIER
ses fils Guy et Dominique,
Yvonne et Charles LÉLUT,
leur fille Patricia,
Elizabeth LERMINIER,
Jacques LÉLUT,
ses filles Gwen et Katel,
ont la joie d'annoncer la venue de leur petit-fils et fille,
le 27 juin 1985.
Jargues, Paris, Saint-Malo.

— Anne MELLAN
est heureuse d'annoncer la naissance de son cinquième et sixième petits-enfants.
Anne-Edouard,
chez Eric et Emmanuelle,
le 7 avril 1985.

— Claire,
chez Jean-Pierre et Geneviève,
le 21 juin 1985.
14, avenue de l'Observatoire,
75006 Paris.

— On nous prie de faire part du décès de
M. André BERNADOU,
artiste peintre
et sculpteur,
survécu à Paris, le 27 juin 1985.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Amay-lez-Lens (Pas-de-Calais).

— Le baron Alain de Gunzburg,
M. et M^{me} Jean de Gunzburg,
Noémie et Clara,
M. Charles de Gunzburg,
ont la douleur de faire part du décès de
la baronne Alain de GUNZBURG,
leur épouse, mère et grand-mère.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 juillet 1985, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 1^{er} juillet 1985, de
M^{me} André HOFFMANN,
née Louise Reicher.

De la part de
M. et M^{me} François Mojez,
M. et M^{me} Frédérique Hoffmann,
leurs enfants,
Antoinette et Jean-Pierre Besnotte-Mojez,
Constantine, Séverine, Sinclair,
et leurs enfants.

Ses obsèques liturgiques protestantes ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 2 juillet, à Fontenay-aux-Roses.

— Il esquivera toute forme de leurre
jeux et la mort ne sera plus.
(AP. 4-21.)

7, place Ad.-Chénier,
75015 Paris.

— Le conseil d'administration,
le personnel et les élèves du Centre
de formation d'éducateurs CEMEA de
Charbonnières,
ont la tristesse de faire part du décès de
Geo LADSOUS,
formatrice depuis la fondation
de l'Ecole.

le 30 juin 1985.
16, rue de l'Archevêché,
94220 Charbonnières.

— M^{me} Pierre Maumejean,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Maumejean
et leurs enfants,
M. Gérard Maumejean,
M. et M^{me} Guy Maumejean
et leurs enfants,
M^{me} Daniel Maumejean
et ses enfants,

M. et M^{me} Robert Maumejean,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Marcel Maumejean,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Paul Bruneteaux,
leurs enfants et petits-enfants,

Les familles Gaillet de Sauterre,
Joffray, Dauphin,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre MAUMEJEAN,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur en chef honoraire
de la SNCF,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
survécu le 2 juillet 1985, à l'âge de
soixante-trois ans.

La célébration religieuse aura lieu à

Toulouse le jeudi 4 juillet, à 10 heures,
en l'église Sainte-Thérèse.

Cet avis tient lieu de faire-part.
134, avenue Jean-Rieux,
31500 Toulouse.

— M. et M^{me} Armand Moynie
et leurs enfants,
M^{me} Diane Moynie
et ses enfants,
M. et M^{me} Raymond Popelin,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jacques MEUNIE,
coût de guerre,
scholastique,
maître de recherches au CNRS,

survécu le 29 juin 1985, à Neuilly-
sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 4 juillet, à 8 h 30, en l'église
Saint-Philippe du Roule, 154, rue du
Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

3, impasse Sainte-Henriette,
75018 Paris.
1, rue Maréchal-Martin,
75016 Paris.
7, rue Rambaudi,
75008 Paris.

— Le président général,
Le conseil d'administration de la
Municipalité générale du personnel des col-
lectivités locales,
ont la tristesse de faire part du décès de
Robert PRUNET,
membre du conseil d'administration,
président de la section MGPCJL
du Canal.

survécu subitement dans la nuit du
30 juin au 1^{er} juillet 1985.

Les obsèques ont lieu ce mercredi
3 juillet, à 14 h 30, au cimetière
d'Aurillac.

La MGPCJL adresse ses sincères
condoléances à sa famille.

— M. et M^{me} Jacques
de Bellefontaine-Roy,
ses enfants,
Nathalie, Véronique et Maurice,
ses petits-enfants,
les familles Thibault et Fleuriot,
ont la douleur de faire part du décès de
Dien du

professeur Maurice ROY,
grand officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie des sciences,
ingénieur général honoraire des mines,
professeur honoraire
de l'Ecole polytechnique,

survécu le 23 juillet 1985 des suites d'un
accident.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
se sont déroulées dans l'intimité
familiale, le 2 juillet, à Fontenay-
aux-Roses.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, boulevard de la République,
92260 Fontenay-aux-Roses.

Anniversaires

— Ceux qui n'ont pas oublié le
docteur Hector DESCOMPS,
pèseront à lui l'occasion du treizième
anniversaire de sa mort.

Messes anniversaires

— Pour le dixième anniversaire de la
mort de
docteur Claude PEYRET,
député de la Vienne,

une messe est demandée, à ceux qui
ont connu et qui se souviennent, en
union avec la messe qui sera célébrée le
7 juillet 1985.

Communications diverses

— Un hommage sera rendu par ses
frères et ses collègues français et étran-
gers à Pierre OLÉRON, professeur
émérite à la Sorbonne, le 3 juillet, à
17 h 30, salle des Américains, 45-47, rue
des Ecoles, 75003 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-III, jeudi 4 juillet
à 14 heures, salle Lard, M^{me} Michèle
Touvet, née Prigent : « Les romans de
Blaise Cendrars et leurs rapports à l'his-
toire dans les années 1920-1930 ».

— Université Paris-X Nanterre, ven-
dredi 5 juillet à 15 heures, salle C 26,
M. Alain Labbé : « L'architecture des
palais et des jardins dans les chansons
de geste. Essai sur le thème du Roi en
majesté ».

— Université Paris-I, vendredi 5 juillet
à 14 h 30, salle C 22 04, centre
Pierre-Mendes-France, M. Dominique
Rondot : « Saitane et système économi-
que : un essai de comparaison ».

— Université Paris-III, samedi 6 juillet
à 9 h 30, salle des Commissions,
M. Emmanuel Mambro : « Les risques
professionnels en droit international
privé ».

— Université Paris-II, mercredi
10 juillet à 17 heures, salle des Conseils,
M^{me} Rosy Bachelot, épouse Hainque :
« Réfugiés et asile politique en France
depuis la III^e République ».

Dess

Matis

ART DE L'ÉPURE

Le monde de l'art est un monde où l'on ne peut pas se passer de l'art de l'épure. C'est pourquoi nous avons créé une collection d'art de l'épure, qui vous permettra de vous exprimer avec élégance et simplicité. Cette collection est composée de nombreux modèles de vêtements, de meubles, de décoration, etc. Elle est conçue pour répondre à vos besoins et à votre goût. Elle est accessible à tous, car elle est conçue pour être utilisée dans tous les environnements. Elle est conçue pour être utilisée dans tous les environnements. Elle est conçue pour être utilisée dans tous les environnements.

هكذا من الأصل

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Dessins anciens

INGRES ET AVANT

Ingres et les baroques génois
au pavillon de Flore.
Jacopo Bellini en album.
L'intérêt revient pour le dessin.
Plus on regarde un dessin,
plus son image vacille
et se recompose. Seul le crayon d'Ingres
semble avoir fixé une forme immuable.

Il est permis de penser qu'Alberto Giacometti avait raison. Plus le dessinateur travaille pour fixer sur le papier le modèle, ce visage, cette silhouette immobile qu'il a en face de lui, plus le contour se trouble, le volume qui semblait solide fond, l'image vacille; la forme fuit, à moins, naturellement, d'un grand effort de volonté, d'une décision ferme. Rares sont ceux qui, comme Ingres, donnent l'impression d'avoir réussi leur prise une fois pour toutes dans leur filet linéaire, un peu comme le pêcheur attrape un beau poisson. On ne regarde pas des expositions de dessins sans que cet ordre de réflexions vienne à l'esprit: l'un découpe, l'autre dissout, tous s'affaiblissent.

Tout d'abord, la présentation des portraits d'Ingres au pavillon de Flore (1): quatorze ouvrages appartenant au Louvre, pratiquement tous célèbres, l'élégante *Madame Rivière* en jeune et blanc (1806); l'incroyable Napoléon pourpre et or, également de 1806, *l'empereur* géant, sorte de Pantocrator dont la frontalité impitoyable fait toute la force; le pesant M. Bertin, vêtu de noir, de 1832, que tout le monde a cité et citera comme figure « balzacienne » parfaite. La familiarité avec des portraits si accomplis et, de fait, inégalés dans leur fini et leur précision documentaire risque de faire oublier la longue analyse et la masse de dessins auxiliaires qui les préparent. Hélène Toussaint, qui a constitué de riches dossiers d'information sur ces ouvrages, éclaire les rapports parfois agités du peintre avec certains de ces modèles, comme

l'excellent Cherubini que dans une première esquisse le peintre assied nu (selon la règle traditionnelle), une muse nue derrière lui: sublime et étrange. Ingres était un méridional impulsif, seulement. Le crayon dans la main, il parvenait peu à peu à un contrôle autoritaire de la forme, à la rigueur voluptueuse du pur dessin. Et quand l'étude finale à la pierre noire, qui précède d'ordinaire la peinture, subsiste seule, cela suffit à notre bonheur.

Le cabinet des dessins du Louvre travaille bien. Il occupe une place de choix au sein de la communauté internationale, qui, à coup de publications, de « corpus », d'expositions innombrables, a porté dans tous les pays l'étude des dessins anciens à un niveau élevé. La bonne entente entre les cabinets nationaux permet même de pallier parfois les mouvements désordonnés du commerce en orientant les acquisitions. En 1981, est entré au cabinet du Louvre un album du Génois Bernardo Strozzi, l'un des héros de l'actuelle exposition du pavillon de Flore (2); un peu scolaire, il travaille à modeler fortement, à l'aide du fusain et des rehauts, la main ou le visage de trois quarts, mais le plus intéressant n'est pas là. Le Louvre a la chance de posséder un ensemble de pièces provenant de peintres actifs à Gênes au dix-septième siècle. Gênes, qui, entre parenthèses, a longtemps intéressé la politique française et l'art français: qu'on songe à Puget. Certains artistes du grand port furent même appelés en France sous Louis XIV: un paysage à la

plume, animé et comme moussé, peut avoir été dessiné à Paris par un certain Borzone, qui brossait des décors au Louvre en 1664.

Seul Magnasco, grand absent, le visiteur trouvera les vedettes attendues. Cambiaso est représenté à la perfection par une esquisse à la plume pour une annonce, page saisissante, un peu folle, aux formes caennées, où l'ange arrive en piqué sur une madone terrifiée (vers 1570). De même G. B. Castiglione, qui eut tant de succès dans toute l'Europe vers 1650, un maître du dessin frémissant et hachuré. On ne voit pas ici des exemples de projets pour les grands plafonds qui ont fait la gloire du baroque génois, mais on trouvera deux ou trois échantillons éloquentes de leurs prédécesseurs, tous sur deux thèmes marins: l'esquisse de Perino del Vaga pour le palais Doria, où la dominante formelle est apportée par les forts enroulements des nées et non la figure humaine; une étude minutieuse et pointue de voûte à compartiments, où cette fois ce sont les contours précis de l'ornement qui gouvernent les silhouettes; enfin, projet pour quelque grande composition murale, la *Galatée* de Granello (milieu du quinzième siècle), où l'astuce d'un dessin tout en rondours fait basculer l'espace avec une intrépidité qui rappelle les tours de force des plafonds génois.

Il y avait longtemps que l'on s'exerçait, par la seule vertu de la ligne et du trait, à organiser l'espace sur la feuille. Après tout, le dessin le plus appliqué du monde n'est jamais qu'un modèle

réduit et une abstraction. Ce qu'on a nommé la perfection consistait à dresser une structure conforme. Mais la relation avec la figure devenait alors problématique. Le plus remarquable exemple de cette difficulté et des efforts épuisants d'un dessinateur pour la résoudre se trouve précisément au cabinet des dessins du Louvre. Il nous amène au quinzième siècle: c'est le grand cahier de Jacopo Bellini, acquis en 1884 (ce recueil de quatre-vingt-seize planches a été offert par Gentile, le fils de Jacopo, au sultan ottoman en 1479 et a quelque peu circulé depuis; le British Museum possède la seconde des quatre-vingt-dix-neuf planches, moins lisibles, qui était passé à Giovanni, l'autre fils de Jacopo). L'excellent fac-similé qui vient d'être obtenu de cet album en a conservé le format et rend accessible un document vraiment exceptionnel qu'on ne peut ni exposer ni faire circuler sans dommage (3). Mais une présentation documentaire mériterait de voir le jour, tant les compositions tracées à la plume et au lavas, plus quelques-unes à la pointe d'argent, charment l'attention, non seulement par des inventions pittoresques, romantiques et compliquées, mais aussi par la technique des contours légers auxquels le concours de légères hachures ajoute la suggestion d'un modelé, le même pour des drapés, des colliers taillés en cristallin à la Uccello, ou des dragons à écailles.

Jacopo est vénitien. Vers 1430-1440, il se passait beaucoup de choses à Venise: Uccello mosaïque à Saint-Marc, Castagno à San-



Granello. *Galatée*. Vers 1552 (Cabinet des dessins).

Zaccaria. Pour être moderne, il fallait à tout prix articuler les formes dans l'espace. On l'observe admirablement sur ces grandes compositions appliquées, surchargées et tendues: dans un extérieur qui est tout soumis à l'architecture (même la nature), la figure devient statue. Une double référence à l'antique garantit donc la dignité du résultat. Les auteurs du célèbre corpus des dessins italiens (1300-1450), en cours depuis vingt ans, B. Degenhart et A. Schmitt, ont tout analysé ici en détail; ils observent que Jacopo a donné aux chevaux, par exemple, la solide silhouette des admirables coursiers qui viennent pendant un an de se rappeler à l'attention du monde entier. Le contour était par la sculpture monumentale; il en résulte une noblesse sèche.

C'est une sorte de clef qui nous est fournie là; elle fut valable longtemps, en attendant la recherche tant opposée de la forme

vibrante et fondue du baroque et de ses héritiers (4).

ANDRÉ CHASTEL

(1) Les portraits d'Ingres aux musées nationaux; tableaux, dessins pour vingt ouvrages, étudiés par H. Toussaint, trente dossiers du département des peintures, pavillon de Flore (jusqu'au 30 septembre).

(2) Le dessin à Gênes du seizième au dix-huitième siècle, cent numéros, catalogue par M. Newcome-Schleier et C. Monberg-Goguel. 84^e exposition du cabinet des dessins, pavillon de Flore (jusqu'au 9 septembre).

(3) Jacopo Bellini, l'album des dessins du Louvre, quatre-vingt-trois planches en couleurs, texte par B. Degenhart et A. Schmitt. Préface par R. Baccon. Editions Michèle Trédaniel, distribution: Anthrac, Arcueil (édition anglaise G. Braziller).

(4) Une preuve de plus de l'intérêt suscité par les dessins anciens: une collection dite « Cahiers de dessin français », dont le premier fascicule est consacré à cinquante-cinq dessins de Laurent La Hyre (1606-1656), Galerie de Bayreuth, Paris.

Matisse et les contemporains

ART DE L'ÉPURE

Le centre d'art du château de Tanlay (Yonne, près de Tonnerre) présente une exposition de dessins de Matisse et de cinq artistes contemporains. En août 1946, Matisse, prévoyant son modèle, Paul Léautaud, en lui disant: « Il est bien probable que ce sera plus un Matisse que votre portrait » et « Je pourrais faire, tout comme un autre, un portrait ressemblant à une dent-heure. Ce n'est pas cela que je fais. Cela ne m'intéresse pas. Je cherche, je veux autre chose. » Cette résonnance « photographique » est évidemment hors d'atteinte avec la pauvreté des moyens dont Matisse veut se contenter: la ligne seule, à l'exclusion de tout ce qui représente la lumière, l'espace et le volume, c'est-à-dire des hachures, des valeurs et des demi-teintes. Le miracle est qu'il en donne l'équivalent. Avec une force de conviction que seuls la simplicité de la ligne sur le fond blanc uni et le génie permettant d'obtenir.

Le code visuel que Matisse invente résulte de la rencontre de la plénitude du rectangle de papier blanc, brassé par la pointe du crayon, et de l'émotion qu'il éprouve en voyant son modèle. Ce blanc du papier entre les lignes

est lui aussi dessiné, parce que l'habitude visuelle du spectateur place les plans, les « creux » et les « bosses », non imitée d'autant plus naturellement que Matisse en a tenu compte dans l'inflexion de son trait. Car il avait accumulé une connaissance de l'anatomie très sûre, devenue une habitude inconsciente de l'œil et de la main.

S'il disait à ses élèves: ne dessinez pas un œil, dessinez un regard, ne dessinez pas un bras, dessinez un geste, c'est parce que cela ne pouvait être réussi qu'après avoir assimilé l'anatomie.

Le petit nombre de ses traits fait que leur moindre inclinaison retient l'attention sur le justesse de leurs positions les uns par rapport aux autres. Sa ligne n'est donc pas un contour, et, même quand il dessine un feuillage où le contour explose, à la manière de Redouté, pourrait s'imposer, il préfère utiliser son écriture vagabonde qui exprime des impressions subtiles de mouvement ou d'espace, inexprimables autrement.

Souvent, Matisse ajoute à ses lignes un frottement de fusain qui pourrait rendre l'image plus réaliste. En fait, cet ombrage est de même nature plastique que sa ligne, il en est l'orchestration.



Les dessins de Matisse et de cinq artistes d'aujourd'hui sont exposés au château de Tanlay. Après la perfection du trait épuré, c'est le retour au métier méticuleusement réaliste.

RETOUR AU RÉALISME

Par exemple, dans la très belle tête de jeune fille où Matisse a noté le vers de Baudelaire « Viens mon beau chat sur mon cœur amoureux », ces zones sombres suivent les ondulations des traits tout en modelant une lumière mouvante qui suggère le relief. Cette ombre se répand aussi hors du contour de la tête pour en accentuer la beauté formelle. Dans l'étude de feuillages de 1939, le sfumato accompagne les lignes nettes ou à demi effacées, pour en faire une seule masse unifiée et variée.

Le dessin de Matisse, d'apparence simple, sinon simpliste, est le résultat d'une concentration mentale, consciente et inconsciente, très riche. A la mémoire des formes et de son style se joint l'émerveillement devant la vision. De là, son goût du portrait, devenu une image épurée, comme le souvenir que l'on a du visage d'un être cher et absent.

Comment ce style parfait pouvait-il être continué par d'autres artistes? Le risque était grand d'avoir ces dessins en croquis sommaires faute d'en posséder le substrat. Le génie n'est pas donné à tout le monde, et il est aussi vain d'y surenchérir que de verser du parfum sur des fleurs déjà odorantes.

Aussi le retour de beaucoup de dessinateurs actuels, ici exposés, comme Pierre Edouard, Pierre Gaste, Joerg Ortner et Philippe Segéral, au métier réaliste, patient et méticuleux, ne doit pas être interprété comme une récusation de l'art de Matisse, mais comme son respect dans la nécessité de faire autre chose, et d'essayer d'en faire aussi de l'art.

Par contre, l'autre dessinateur actuel exposé à Tanlay, Gérard Beringer, n'est pas fondamentalement étranger à Matisse, avec son trait sûr et vigoureux. Le goût du « beau métier » réunit les gravures de Joerg Ortner, avec leur lumière frissante, les dessins de Pierre Gaste, eux empreintes étranges, les dessins en clair-obscur de Pierre Edouard, aux passages mystérieusement diaphanes, et les jardins au feu qu'imagine Philippe Segéral avec une virtuosité de crayon prodigieuse. Mais son dessin récent *Champ de blé* (1985) se débarrasse des effets théâtraux pour une expression plus naturelle, plus artistique. Après les bases de reconstruction par le retour au sérieux du métier, le chant libre de l'art s'envole de nouveau.

BERNARD FRAISSE.

* Jusqu'au 30 septembre au château de Tanlay.



Miles Davis.

C'est l'été.

Les jazzmen sortent des caves. Ils s'en vont respirer le bon air.

Les Noirs, les Blancs, les Africains, les Américains et les autres sillonnent la France et l'Europe.

Ils se retrouvent de plage en ville, de pinède en abbaye.

Ce sont les grandes tournées estivales.

Sur le chemin, il y a Paris.

Saison du jazz

PARIS-JUILLET

KIP HANRAHAN repasse par Paris. Avec Jack Bruce, Steve Swallow et Marc Stockhausen ? Avec toute son équipe d'ailleurs, équipe à Kip, équipe à géométrie variable, changeante sur de solides bases et habilement ancrée sur une sorte d'idée poétique du jazz. Qui se ressemble s'assemble, comme Kip assemble pour sa part des traditions qui se ressemblent de plus ou moins loin. Du rock à la salsa, tout y est, avec le talent et les alibis qui conviennent à une réunion œcuménique d'aujourd'hui. La gloire, passagère parfois, c'est le bruit qui commence quand on vole un livre qu'on ne lira pas, un disque qu'on n'écouterait pas ou quand les gazettes font l'éloge de celui qu'on n'a pas encore vu. C'est exactement le cas de Kip Hanrahan. Beaucoup plus de monde à le célébrer qu'à l'avoir entendu. Crédité largement ouvert, on l'attend sans l'attendre au tournant. Kip Hanrahan fait escale au

New Morning le 8 juillet. C'est avant les étapes de montagne son prologue contre la montre.

Question prologue, Paris reste bieu placé. Comme tous les ans, ceux qui séjournent en juillet, travailleurs, promeneurs, étudiants dont les oraux se prolongent, peuvent profiter du passage et palombers des musiciens festivi-ers. Forcément, pour des raisons de rentabilité et de repos, bref pour des raisons qui nous regardent à peine, les musiciens les plus surprenants viennent à séjourner à Paris.

Des clubs d'allure modeste par la taille se transforment en espaces de fêtes. Le New Morning, avec Jamaaladeen Tacuma, Astrud Gilberto, Lou Donaldson, Chet Baker, Charlie Haden, et Johnny Griffin en duo sera le rendez-vous obligé du mois. Arrêtons de dire que le jazz est moribond ou de demander ce qui se passe. Cette affiche se suffit et

évoque toute discussion. La salle est belle. La programmation, si on l'avait annoncée il y a quelque temps, aurait laissé paotais. Et rappelés pour mémoire qu'un New Morning, pour un son convenable, on voit les musiciens de près : plaisir du geste, plaisir de l'acte, plaisir considérable.

Escale à Paris encore : après les grands concerts du trio plus jazz jamais : Keith Jarrett-Gary Peacock-Jack DeJohnette (comment les dissociés, eux qui ne le désirent pas ?), Fats Domino et Ray Charles débarquent au Palais des Congrès les 9 et 10 juillet. Le goût de l'époque a changé. Mais les voir sur scène n'a rien d'une cérémonie commémorative. Ils jouent aujourd'hui avec une pleine présence à eux-mêmes et continuent d'engager de jeunes musiciens de talent. Ils sont à ce point grands professionnels et prodigieux improvisateurs qu'on hésite parfois entre la nostalgie et la joie immédiate. Le public jeune

ne s'y trompe pas. Il ne voit pas l'ombre-souvenir qui passe. Il va voir très simplement des investisseurs dont l'investissement dore, intact et éloquent.

Manque au tableau l'activité des petits clubs où l'on peut courir encore après les concerts. Sunset Music Halls ou Petit Opéra où se succéderont pour le mois André Villéger, Bob Dorough, Eric Le Lann et Clark Terry.

Et Miles Davis ? Justement, on allait en parler. Il sera à Paris comme il sera partout le 20 juillet à La Villette, très exactement plein champ. Canaille et impérial. Avec la machine la plus souple du monde. Avec une dégaîne à couper le souffle et des attitudes qui vous font rêver au jazz. Difficile de porter plus d'instinct étudié de la musique. Miles respire comme il joue, et du haut de ses presque soixante ans continue de faire courir un frisson d'inaltérable jeunesse sur le jazz.

FRANCIS MARMADE.

LES FESTIVALS EN FRANCE ET EN EUROPE

3-13 JUILLET/VIENNE (France)

Miles Davis Group, Bob Moses featuring Bill Friebeil (3), Horace Silver Sextet, Helen Merrill + Gordon Beck, Spirit Level (4), Airo Moreira et Flora Purim, Jorga Ben, Nana's Band, Kip Hanrahan (5), Joe Williams et le Count Basie Orchestra dirigé par Thad Jones, Wild Bill Davis trio + Guy Lafitte (9), Randy Weston Special (création mondiale avec la participation de plus de soixante musiciens français et américains) ; musique et piano : Randy Weston ; arrangements : Malba Liston ; participation du Big Band de Grenoble d'André Anelli, et de l'Ensemble instrumental de Grenoble (10), Shorty Rogers et His Giants featuring Bud Shank, Bob Cooper, Bill Perkins, June Christy, Pete Jolly, etc. Chet Baker + Philip Catherine, Mario Stanchev Trio (11), Stevie Ray Vaughan, Johnny Otis Show, Johnny Copeland Texas Bluesband, + Arthur Blythe (12).

Rens. (74) 86-00-05.

4-6 JUILLET/VICHY

Longstreet Jazz Band, Maxin Saury (4), Topaks, Sylvain Mare Band (5), Trio Jazz Modern, Chet Baker/Philip Catherine/Jean-Louis Rassinfosse (6).

Rens. (70) 32-54-28.

6 JUILLET/MERMADE

5^e Nuit du jazz : Cécile/Cour-urier Group (avec Dominique Pifarely, François Laizéau), Trio Georges Arvanitas, Multisax, Ananda Quartet (Francis Bourac, Philippe Petit, Didier Vaudron, Jean-Philippe Labrot).

Rens. (51) 93-31-59.

10-13 JUILLET/MONTAUBAN

Stéphane Grappelli, Illinois Jacquet, Panama Francis, Wild Bill Davis, Alvin Queen, Jimmy Woodie, Roland Lobigeois, François Riffac, Clark Terry, Jimmy Noone Jr, Doc Chestman, Chuck Berry, B.B. King, John Lee Hooker...

10-14 JUILLET/VITROLLES

Henri Guédon Septet, Vocal Summit et Bobby McFerrin (10), Trio Kühn/Humair/Jenny Clark, EAO, Jack DeJohnette Special Edition (11), Oino Saluzzi Sextet, Thierry Maucchi Quartet, Charlie Haden's Liberation Music Orchestra (12), Willem Breuker Kollektief, Raymond Boni Solo, Michel Portal Unit (13), Léon Francioli Quartet, Sylvain Kassap Quintet, Kip Hanrahan (14).

Rens. (42) 89-55-10.

10-20 JUILLET/NICE

Miles Davis, Fats Domino, Joe Williams et The World, Famous Count Basie Orchestra, The Most Explosive Forces in Jazz, Woody Herman All Stars, The Airo and Flora Band, Dirty Dozen Brass Band from New Orleans, The Johnny Otis Show, Dizzy Gillespie, Lee Ritenour, Jon Faddie Quintet, Shorty Rogers and His West Coast Giants (avec Bob Cooper, Bill Perkins, Pete Jolly, Monty Budwig, Larry Bunker, June Christy, B.B. King, Jackie McLean/René McLean, Bob James, Stevie Ray Vaughan et Double Trouble, Marian McPartland, Peco de Lucia Group, Working Week, Quintette SOS, Binelli Lagrene Ensemble, etc.

Rens. (93) 81-40-98.

15-21 JUILLET/SALON-DE-PROVENCE

Kid Creole et les Coconut, Peter King Quintet (18), Keith Jarrett/Jack DeJohnette/Gary Peacock (17), Michel Jonasz (18), Tamboura de Burundi, Raggaie Sunsplash, Samba (19), Ecole de Samba, Jorga Ben (20), Jack DeJohnette Special Edition, Dizzy Gillespie Trio, McCoy Tyner (21).

Rens. (90) 43-92-30.

15-18 JUILLET/VILLEFRANCHE-DE-ROVERGUE

Sud Quartet + Swing Machine + Exposition Christian Kitzinger (15), Journées Images Jazz (16), Rencontres-débats avec Coolie Wermeling (17), Jazz dans la vie + Stéphane Grappelli Trio (18). Réalisé en collaboration avec la Discothèque municipale.

Rens. (65) 29-02-22 et 45-59-45.

15-20 JUILLET/NIMES

Henri Texier Quartet (avec Howard Johnson, Joe Lovano, Steve Swallow), Banda Don Balthazar, Groupe pyrotechnique « Eclémère », « Cossé Anetz » (15), Count Basie Orchestra avec Joe Williams (Direct. Thad Jones), Slap Cats et Slim Gaillard (16), Ray Charles, « Concept » (17), Fats Domino, Steps Ahead (18), Miles Davis, Alex Grillo Quintet (19), Bekummenis, Oidier Lockwood Quartet (featuring Gordon Beck) (20).

Rens. (88) 21-34-02.

17-27 JUILLET/ANTIBES

Sunplash, Third World, Toots and the Maytals, Paul Black and the Blood Fire (17), Kip Hanrahan, Paris Reunion Band (18), Véronique Sanson, Michel Jonasz (19), Ray Charles, Michel Jonasz (20), Modern Jazz Quartet, Toots Thielemans, Helen Merrill (21), Irakara, Arturo Sandoval, Michel Lagrand (22), Keith Jarrett/Jack DeJohnette/Gary Peacock, Chet Baker/Philip Catherine Trio (23), Special Edition, Charlie Haden Liberation Orchestra, Tribute to Coltrane (McCoy Tyner, Pharoah Sanders, etc.) (24), Joe Zawinul, John

Rens. (83) 25-38-10.

4-20 JUILLET/MONTREUX

Montreux Jazz Festival avec notamment : Airo & Flora Band, Baby Consuelo et Pepeu Gomez, Gal Costa, Dallas Jazz Orchestra, University of Northern Iowa Jazz Band (18), Keith Jarrett/Jack DeJohnette/Gary Peacock (10), Marc D'Amico Orchestra, Horace Silver Quintet Swiss Jazz Pool (12), Ruben Blades, Nina Corti, Astor Piazzolla (13), Miles Davis, Apears (14), Johnny Otis Show, Duke Robillard, The Pleasure Kings.

Rens. (58) 25-38-10.

MUSIQUES AUX ATHÉVAINS

IMPERTURBABLE, le Théâtre Artistique Athévains reprend sa saison « Musiques et jazz des années 60 », à l'écart des tournées et des bruits. Il programme des musiques qui sont l'air du temps, mais qu'il ignorent les marchands de soleil en pièces détachées. Du 4 au 13 juillet, flamenco, musiques contemporaines (le mot a encore du sens), jazz et bizarreries feront bon ménage dans un programme dont le seul souci semble être d'éviter les pièges de la programmation.

De Claude Barthélémy à Hervé Bourde, de Sylvain Kassap au GRIM de Marseille en passant par Luc Ferrari et le quartette Henri Texier, c'est une

certaine idée de la musique que présentent les Athévains, celles qu'esquissent les grandes célébrations orphiques. Chance à courir : à Paris, entre les tournées et les petites entreprises, le choix est parfaitement ouvert, tous avantages pris avec en prime sur les villes festivières un climat très tempéré, une circulation beaucoup plus praticable qu'on ne se le figure, et des possibilités de restauration qui ne ressemblent pas systématiquement à une punition.

★ Théâtre Artistique Athévains, 45, rue Richard-Lenoir (TEL. : 379-06-18.)

McLaughlin, Tolvan Big Band (25), « Scène d'été » (26), Touré Kunda, Ray Barreto (27) + gospel le 20 et le 21 à l'église et à la cathédrale de Jean avec la participation de Bobby McFerrin.

Rens. Office du tourisme.

19-21 JUILLET/DOULAC

Bob Sellers Trio et Marie-Ange, Aristofan Sextet et Marcel Zanini (19), Claude Tissandier Sextet joue John Kirby, Orkcar Big Band (20), Jean-Charles Capon et Richard Galliano, Arthur Blythe Quintet (21).

Rens. (66) 37-04-93.

17-25 AOUT/JEZE

Programme sous réserve : Richard Borhinger, Eddy Louiss, Johnny Griffin, Frédéric Lodou, Workshop de Lyon, Louis Scavie, L'ensemble de cuivres d'Aquitaine, Je Fo Bib Band, Lacombe Trio, André Benedetto (spectacle Victor Hugo), Favellias Gesconnes, les Girondins de Bordeaux (football club), Festival du cinéma franco-espagnol, Manu Obiang, Compagnie Lubat, Sporting Occitan Swing Dance Orchestra, Jeux de forces gastons, Concours de pêche, Concours de pétanque, Modélisme, Art plastiques, Maurice Vander, Pierre Michalot, Max Roach, Bernard Lubat, Henri Viorjeux, Cécile de Mauciac, Véronique Silver, Laura Duthillau, Cossi Anetz, Thierry Rougier, Zolzo Machado, Louis Pignada, Jérôme Thomas, Carlo Rizzo, Marc Perrone, Jean Courtois, Ecole de Cirque, Feux d'artifice, Radio Uzeeste Musical...

Rens. (58) 25-38-10.

5-7 JUILLET/VIENNE (Autriche)

Miles Davis Septet, Modern Jazz Quartet, Astrud Gilberto Group, Mingus Dynasty (Randy Brecker, Branford Marsalis, Jimmy Knepper, John Handy, Mike Richmond), Shankar-Jaan Garbarak Group, Jamaaladeen Tacuma Band, Charlie Mariano-Jasper van't Hof Group, Albert Meir Quintet (5), James Brown Revue, Woody Herman All Stars (Buddy Tate, Al Cohn, Harry & Sweets Edison, Carl Fontana, John Bunch, George Duvivier, Jake Hanna), Airo Moreira &

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

5-20 JUILLET/BERLIN

Jan Garbarek/Nana Vasconcelos/Shankar/Trik Gurtu, Dino Saluzzi, Burton Green's East/West, Karin Krog, Jack DeJohnette's Special Edition, Bob Moses Group, Joanna Brackeen, Chet Baker Trio feat. Philip Catherine, Mingus Dynasty feat. Wynton Marsalis-Randy Brecker-John Handy, David Liebman Group, Lounge Lizards, Don Cherry Group.

Rens. : (19-49-30) 6-12-68-17.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

Flora Purim Group, Pharoah Sanders Quartet, Astor Piazzolla Sextet, Jackie McLean Sextet, Tommy Flanagan Trio, Leon Thomas-Jimmy Witherspoon Band avec Amarrat Cobb, Benny Wallace Trio, Lou Donaldson Quartet, Cedar Walton Quartet, Steve Lacy solo, Wide Fields (8), Fats Domino Rhythm & Blues Explosion, Joe Zawinul solo, Gilberto Gil Brazilian Band, Working Week, Stéphane Grappelli Trio, George Wein's Newport All Stars, Paris Reunion Band (19), The Borders, Dirty Dozen Brass Band, Jack DeJohnette's Special Edition, Peter Candiotto, Sherry Rogers's West Coast Giants (Monty Budwig, Larry Bunker, John Perkins, Bud Shank), Sera, University of Miami Concert Jazz Band (20), etc.

Rens. : (19-41-21) 63-12-12.

5-7 JUILLET/VIENNE (Autriche)

Miles Davis Septet, Modern Jazz Quartet, Astrud Gilberto Group, Mingus Dynasty (Randy Brecker, Branford Marsalis, Jimmy Knepper, John Handy, Mike Richmond), Shankar-Jaan Garbarak Group, Jamaaladeen Tacuma Band, Charlie Mariano-Jasper van't Hof Group, Albert Meir Quintet (5), James Brown Revue, Woody Herman All Stars (Buddy Tate, Al Cohn, Harry & Sweets Edison, Carl Fontana, John Bunch, George Duvivier, Jake Hanna), Airo Moreira &

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

5-20 JUILLET/BERLIN

Jan Garbarek/Nana Vasconcelos/Shankar/Trik Gurtu, Dino Saluzzi, Burton Green's East/West, Karin Krog, Jack DeJohnette's Special Edition, Bob Moses Group, Joanna Brackeen, Chet Baker Trio feat. Philip Catherine, Mingus Dynasty feat. Wynton Marsalis-Randy Brecker-John Handy, David Liebman Group, Lounge Lizards, Don Cherry Group.

Rens. : (19-49-30) 6-12-68-17.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-49-30) 6-12-68-17.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

12-14 JUILLET/LA HAYE

Folie totale pendant trois jours. Ils sont une centaine à jouer partout, dont Ray Charles, Miles Davis, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie... Pas de réservation, on va se place et on essaie d'écouter.

Rens. : (19-02-22) 72-42-24 ou 15-95.

17-21 JUILLET/SAINT-SEBASTIEN (Espagne)

Count Basie, Joe Williams, George Wein, Norris Turney, Oliver Jackson, Sam Stewart, Scott Hamilton, Jack DeJohnette, Sun Ra, Johnny Winter, Woody Shaw, Donald Byrd, Johnny Griffin, Slide Hampton, Nathan Davis, Kenny Drew, Art Taylor, Jimmy Woodie, Regoli, Dava Thomas, Vicky Bas, Pedro Iturralde, Al di Meola, Airo Moreira, etc.

Rens. : (943) 42-31-80, 42-10-02.

18-21 JUILLET/OSTENDE

Concerts de plein air, galas, jazz-club sessions, bal au Casino, jazz et dans la ville avec, notamment : The Retro Jazz Group, The Cotton City Jazz Band, Kustbandet, La Romanderie, Ambach Boogie Boys, Chantilly Lace, Gernheim Tibo Cla, Grégoire, Faso Trombone introduction, Englebert/Latucca Quintet, Jazz Circus, Jazzbeek, Eric Melearts Quartet, Paolo Radoni Septet, Fra-Fra Sound, Dudu Pukwana Group, Dany Doriz, Tony Coe, Roger Vanha Trio, Ed Thigpen, Etta Cameron, Clark Terry, Jimmy James, Joe Zawinul, Bobby McFerrin, Paquito D'Rivera, Myriam Makéba, Toots Thielemans, McCoy Tyner, Freddie Hubbard, Stanley Turrentine, Archie Franklin.

Rens. : (059) 70-61-11.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e - 8^e Varenne)
KIRILI
Sculptures présentées dans les jardins du Musée
Tous les jours, sauf mardi, 10 h - 17 h 45
28 juin - 18 septembre

Découverte

SCULPTURE DE MINCEUR, PEINTURE DE SANTÉ

« Tu as les yeux plus gros que le ventre ! » Mots classiques, consacrés, que dira par exemple la maman à son petit garçon qui, entré dans une pâtisserie le matin du dimanche comme Marcel Proust enfant, voudra prendre un éclair au chocolat alors qu'il a pris déjà un baba au rhum et une religieuse au café.

Cette expression remarquable, qui dit si bien ce qu'elle dit, « tu as les yeux plus gros que le ventre », pourrait vous fâcher dans chaque fois que vous vous trouvez depuis dix ou quinze minutes dans un musée ou dans une exposition de peinture, de sculpture.

Un tableau, un seul tableau, cela peut être très riche, beaucoup plus riche qu'une religieuse. Cela peut être des années d'aventure, de songerie, des semaines ou des mois de travail sur la toile, et des quantités de couleurs, de lignes, de touches de lumière, d'images, de souvenirs à la traversure, d'émotions.

Un tableau, même pas fameux, c'est tout un monde, et il se présente d'un seul coup, vous l'avez d'un coup, quitte à rester longtemps devant à le machonner. Deux tableaux, c'est déjà beaucoup. Trois tableaux, c'est l'indigestion. Quatre, c'est l'apoplexie.

Tout visiteur de musée a les yeux plus gros que la tête, que les nerfs. A les yeux plus gros que les yeux. Après trois ou quatre tableaux, un visiteur de musée ou de galerie ne sait plus, ce qu'il voit, ce qu'il fait.

Pourtant, comment ne pas aimer la peinture, la sculpture ? Une baigneuse de Picasso, qui vous enjambe l'océan d'un bond d'un seul, c'est l'une des seules joies de la vie. Un chat de Giacometti, la même chose. Vous êtes une personne du modèle courant, vous ne pouvez pas acquiescer un Matisse ou un Malevitch, comment faire pour entrer dans un musée sans avoir les yeux plus gros que le ventre ?

Eh bien, voici : les amateurs d'art ne remercient jamais assez les conservateurs du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avenue du Président-Wilson, qui ont organisé l'exposition Anselmo-Weiner-Leccia, ouverte jusqu'au 22 septembre. Aucune indigestion en vue. Ces trois merveilleux artistes, aussi gentils qu'intelligents, ne vous « bourrent » pas de leurs chefs-d'œuvre. C'est presque

du macrobiotique. Visitez-les l'un après l'autre.

Giovanni Anselmo a choisi pour domicile, sous le toit du musée, un très grand espace, long et large, qui est courbe. Espace blanc, d'un éclairage calme, et, vous semblez-t-il d'abord, espace vide. Libre, reposant.

Si vous faites bien attention, vous allez repérer, par terre, quelques petites boîtes noires, comme oubliées là. Ces petits objets, équipés d'une lampe intérieure, projettent quelque chose, pas grand-chose, quelques caractères. Mais ce n'est pas encombrant, pas insistant, puisqu'il n'y a pas d'écran pour recueillir ce quelque chose. L'image, envoyée dans le vide, est invisible.

An cas où vous seriez, Madame, une curieuse incurable, placez-vous dans le rayon lumineux, l'image viendra s'inscrire sur votre jupe, en minces gris-gris de lumière, si vous vous penchez en avant vous la verrez à l'envers, c'est déjà ça.

C'est même tout à fait ça, car Giovanni Anselmo, c'est évident, a le sens des orientations. La preuve : une grande toile, la seule toile accrochée dans ce grand espace vide, que vous ne devinez pas tout de suite parce qu'elle se fonde dans le vide. Elle est de la même couleur, de la même apparence, que l'air ambiant de ce grand couloir courbe. Et sur cette grande toile immatérielle, juste une petite main, dessinée au crayon noir. Et l'index de cette main pointe vers quelque part.

Aventures-vous dans l'axe indiqué, vous allez trouver, posée par terre, une pierre grise, dans laquelle est incrustée une toute petite boussole. L'étonnant, avec le nord, c'est qu'il n'est jamais juste où l'on croyait.

Il est très fort, Giovanni Anselmo. Parce que avec presque rien, deux ou trois minces tiges de fer, une laiton (qu'il renouvelle sans doute chaque jour), et un peu d'eau, il a su faire que cette grande chambre d'air pur et de lumière pure vous intrigue, vous envahit, et puis vous serre le cœur. Vous ne comprenez pas pourquoi. C'est un peu comme si vous cherchiez votre chemin dans une forêt enchantée, et ce n'est pas facile, car il n'y a plus de croix blanches aux carrefours de cette forêt, il n'y a même plus d'arbres.

Vous avez des repères, quand même, vous avez une mémoire, peut-être plus ou moins d'avenir. Vous vous retournez spontanément, et vous sentez que ce n'est pas sous le toit de ce musée que vous cherchez à vous orienter, mais dans un lieu plus sensible, plus singulier, disons une clairière d'âme.

A droite de la porte de sortie de cette aire magique de Giovanni Anselmo, l'artiste a appuyé au mur, l'une contre l'autre, bien ficelées, quarante grandes toiles vierges, il les a calées en mettant des pierres dessus.

Ce sont les quarante toiles qu'un autre peintre eût été obligé de barbouiller, à la va-vite, pour répondre à la commande de cette exposition, car c'est ainsi que les choses se passent, neuf fois sur dix, et c'est la cause immédiate du nombre incalculable de vilains tableaux de par le monde.

Ici, ce sont les peintures qu'il vous a épargnées. Il sait vivre.

Deuxième artiste de cet ensemble : Lawrence Weiner. Quelques grandes chambres cubiques, très claires elles aussi. Tout est blanc, murs, plafonds, sols. Rien d'accroché, ni de posé. Rien.

Pourtant les œuvres de Weiner sont là, mais déjà « mémorisées »,

déjà fondues dans l'absence. Sur les parois des murs blancs, des pétroles ont survécu, tracées à la craie de couleur, d'une couleur pâle, fragile.

Ces paroles, sans rien de plus, sont les œuvres, ou les empreintes des œuvres : « Une structure construite pour franchir une rivière qui ne coule plus » ou bien : « Une barricade faite avec les débris d'un mur en train de s'écrouler » ; ou bien : « De la terre et des pierres à la surface de la terre continuellement déplacées pour bloquer et atténuer la lumière du jour. »

Sous chaque œuvre, c'est-à-dire sous chaque graffiti de paroles tracées à la craie de couleur à même la cimaise blanche, il y a une petite plaque portant l'indication du musée qui est « propriétaire » de cette « œuvre », de ces paroles, indication suivie de ces mots : « Matériaux : langage et matériaux sus-mentionnés. » Ce qui signifie que l'œuvre en principe ici exposée est constituée par les paroles inscrites au mur et, de même coup, par les éléments coacteurs que ces paroles énoncent, à savoir, pour les exemples ci-dessus, une barricade, des débris de mur, une rivière, de la terre, des pierres, etc.

Anselmo-Weiner-Leccia...

Des images envoyées dans le vide, une toile comme en état d'apesanteur.

Quelques objets dont une boussole.

Mots tracés à la craie.

Un pinceau de lumière tremblant sur un écran.

Musée d'art moderne,

musée des merveilles.

Les propriétaires de ces « œuvres » exposées ici sont, entre autres, l'Art Institute of Chicago, M. Koonrad Fischer à Düsseldorf, le Musée d'art moderne de New York, la galerie Art and Project d'Amsterdam, etc.

Lawrence Weiner a personnellement beaucoup de présence et de talent, car vous vous apercevez, lorsque vous errez de-ci, de-là parmi ses paroles, que vous n'essayez pas du tout de « voir » en pensée des œuvres non existantes, de « voir » la barricade ou la rivière. Non, les paroles tracées à la craie, et l'illusion ou le mirage imposés par ces paroles, vous suffisent, vous combient. On pourrait dire que Lawrence Weiner « gagne » sur tous les tableaux » parce qu'il a la courtoisie de n'en montrer aucun.

A noter que ces deux artistes, si différents, Giovanni Anselmo et Lawrence Weiner, se rendent attachants par quatre qualités précieuses : le calme, la modestie, la gravité légère, la gaieté.

Le troisième exposant, Ange Leccia, est né en Corse et vit à Paris. Dans une pièce plus petite, en rotonde, il a disposé sept rangées de douze chaises, alignées comme pour des spectateurs.

Sur chaque chaise est posée une petite machine de projection de cinéma, qui est allumée et qui tourne. Mais il n'y a pas de film. Sur l'écran, en face, ne se projette qu'un tremblement lumineux, une danse d'ondes claires, un petit peu teintée par les ombres des dossiers de chaise. Et la rotation des machines provoque un chant modulé continu.

Cet appareillage d'ores en mouvement, de danse tout à fait libre d'ombres et de lumières, de chaises à la fois vides et habitées, vous empoigne. Comme si la charge affective et spirituelle de cette « séance » de cinéma était plus intense que dans une salle peuplée de spectateurs regardant un écran « figuratif ». Ce n'est pas ici un spectacle fantôme. L'absence est vibrante de vie.

Il faut préciser que le visiteur, sortant d'un musée traditionnel, après avoir avalé des tonnes d'huile, de pigments, de vernis, de marbre et de bronze, se retrouve groggy et vide, alors que la fine équipe Anselmo-Weiner-Leccia le laisse frais comme l'ail, léger, et visité de merveilles.

MICHEL CURNOT.

* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 22 septembre.

Willy Ronis

CENT CINQUANTE PHOTOS, UN REGARD

Né en 1910 à Paris, fils de photographe, Willy Ronis prend lui-même sa première photo à l'âge de seize ans.

Soixante ans plus tard, le voici au Palais de Tokyo.

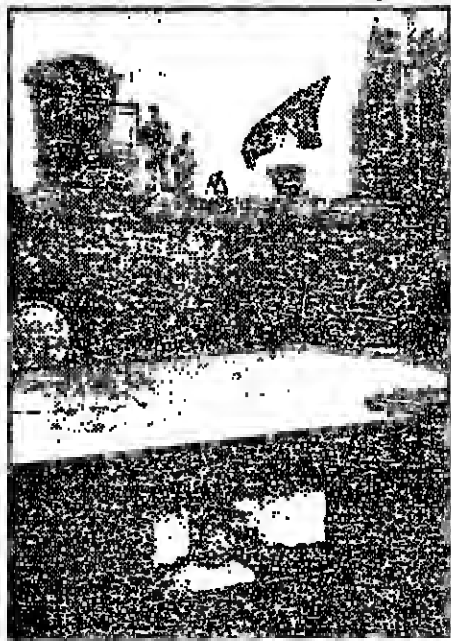


photo serait claire dans le sens direct mais elle serait sombre par le sujet et l'expression qui sortirait de l'image.

— Est-ce qu'il y a un regard de la réalité, et à quoi pourrait-on l'opposer ?

— Il faut tout de suite parler de la subjectivité du photographe. La réalité n'est jamais rétractée que par son être à lui. J'ai été l'objet d'une expérience qui m'a troublé : dans un jardin de la Villa Médicis j'avais photographié un père qui jetait son enfant en l'air : une revue, *Di-graphe*, a soumis cette image à une vingtaine d'écrivains : presque tous ont développé une histoire dramatique, alors que moi-même je n'étais sensible qu'à la joie de cette image ; à celle de la paternité et à celle, un peu ef-

frayée, de l'enfant. De la même façon, aller dans une fête foraine, qui est un lieu créé pour la joie, me flanque un cafard noir. Mais l'appareil transforme les situations, c'est un bouclier ; photographe des femmes nues ne déclenche pas des désirs irrépressibles, on peut sortir indemne d'une séance de nu, et avec des bonnes photos dans son carquois. J'ai été amené à photographier des opérations chirurgicales ; sans mon bouclier-appareil, je me serais évanoui. J'ai suivi des peintres sur les échafaudages de la tour Eiffel, ils me tenaient la main, mais je me sentais surtout protégé par mon appareil. L'outil a une profonde influence sur le comportement.

— Vous avez commencé à photographier dans les an-

nées 30 : est-ce qu'on peut faire des progrès en photographie ?

— En ce qui me concerne, nullement. J'ai amélioré le savoir-faire, mais le regard n'a pas changé. J'ai été ébranlé par cette constatation quand j'ai préparé, en 1979, ma monographie pour les Editions Contre-jour : j'ai été amené à regarder toutes mes photos depuis 1926, il y en avait que je n'avais jamais tirées et que j'aurais pourtant été fier de prendre la semaine précédente. Vous savez, la photographie se fait vite, facilement, et pour cela elle a beaucoup de débets. Il faut un échauffement comparable à celui du coureur à pied ou du laveur de javelot. On fait des photos pour sentir venir ce qu'on ne sait pas. J'étais à la fois heureux et épouvanté de découvrir que cinquante ans plus tôt j'étais si aiguisé, mais je savais aussi que je n'étais pas capable de mener à bien le développement d'une idée photographique.

— Quelle est-elle ?

— Le discours photographique est comme une sonate, avec une introduction, une conclusion. Les publications ne conservent que ses sommets. Ma photographie de la péniche aux enfants, qui est une des plus connues, tout en étant près de mon cœur me pose un problème. Je ne m'en sens pas vraiment l'auteur parce que le hasard y a joué un trop grand rôle. Je n'ai été en somme que l'auteur d'une habileté diabolique dans le moment où j'ai capté cette vision pour l'inscrire dans un rectangle composé. Le coefficient d'inexactitude était trop important. J'ai travaillé comme un ordinateur. Il y a les autres photos qui vous échoient parce qu'on les mérite. Il faut réfléchir son émotion sans pour autant amor-tir sa capacité.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

* Palais de Tokyo. Jusqu'au 23 septembre 1985.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Rodin / Cinq photographes contemporains
Tom DRABOS, Kirsten BALLE, Bruce JARRET, Bernard TINTAUD, Helmut TRULSCH
TOUTS LES JOURS (sauf mardi) - 10 h-11 h 30 et 14 h-17 h 45
DU 3 MAI AU 30 SEPTEMBRE

Phillips
UNE COLLECTION
DE VERRERIE FRANÇAISE
DE LA FIN DU 19^e ET DU
DÉBUT DU 20^e SIÈCLE
Vente aux enchères à Londres
Le mardi 9 juillet à 14h00
Visible le vendredi 5 juillet, le
lundi 8 juillet et le matin
de la vente jusqu'à midi.
Pour tout complément
d'information, contacter
Keith Baker ou
Fiona Baker, Decorative
Arts Dept, Phillips
Londres, 01-629 6602,
poste 233, ou
Lionel Pissarro,
Phillips Paris, 562 7666.
7 Bloomsbury St New Bond St Londres W1Y 0AS, tél: 01-629 6602
38 rue de Penhélèvre (Faubourg Saint-Honoré) 75008 Paris, tél. 562 7666
LONDRES - PARIS - NEW YORK - GENEVE - BRUXELLES
15 salles de vente à travers le Royaume-Uni
Membre de la "Society of Fine Art Auctioneers"

Sélection

CINÉMA

Visages de femmes de Désiré Ecaré

Une jeune femme mal mariée, une autre qui, à cinquante ans, se rend compte qu'elle a été rouée... Destins ordinaires des Africaines, dont Désiré Ecaré montre joyeusement les rapports à l'amour, au sexe, à la société. *Visages de femmes* est la troisième partie d'un travail commencé en 1983, une sorte de comédie humaine qui porte en titre général : « Corriger les mœurs en film ». Le film (Prix de la critique internationale à Cannes) corrige en tout cas bien des idées reçues. — C.G.

ET AUSSI : *Extérieur nuit*, de Jacques Bral — Quand Gérard Lacroix jouait des rôles intelligents. *Le Balcon* de la femme araignée, d'Hector Babenco — Un homme et un homme. *La Rose pourpre du Caïre*, de Woody Allen — Une femme et le jeune premier. Pour quelques dollars de plus, de Sergio Leone, réédition. Clint Eastwood et le cigare.

THÉÂTRE

Théâtre en juillet

En période de festival, c'est la fin de la saison à Paris. Deux courageux font comme si de rien n'était : Farid Chopel commence un nouveau spectacle à l'espace Kiron, et Jean-Paul Muel, au La Bruyère monologue les folies du football. Incroyable mais vrai, un match brésilien se suicide parce que « son » équipe perdait. C'est *Mort d'un supporter*, de Jean-François Prevand.

Sinon, on peut encore voir du Labiche, *Doit-on le dire*, à Hébertot, Tchekhov-Tchekhov, au Montparnasse, *Nuit d'ivresse* (Balaska et Blanc) au Splendid Saint-Martin, et à partir du 6, Tailleur pour dame revient aux Bouffes Parisiens, avec

Pierre Arditi. *Agatha*, de Duras et du Dango au Tourtour. — C.G.

MUSIQUE

Hommage à Josquin Desprez

« Josquin est le maître des notes, elles se plient à ses ordres tandis que les autres restent à leur service », disait Luther le plus grand compositeur de son temps, auquel la Festival de Saintes rend un hommage particulier cet été. Une partie importante de son œuvre sera donnée par le London Medieval Ensemble, le Hilliard Ensemble, le Collegium Vocale de Gand et les ensembles Clément Jannequin et Orpington, les 6, 8, 12 et 14 juillet. Jean-Sébastien Bach s'en sera réjoui, dit le festival qui s'achèvera le 15 avec la Messe en si (46-92-51-35).

Pendant ce temps la Festival de Montpellier part lui aussi à la découverte avec la création française d'une messe canonique de Brahms et d'une Septième Symphonie de Tchaïkovski (le 7 juillet), puis à la reprise de *Dejanire* de Saint-

Saëns le 9 juillet. Entre les deux, les Scènes de Faust de Schumann (la 8) font figure de classique (67-66-00-92). — G.C.

EXPOSITIONS

Ronsard à la Bibliothèque nationale

Quatre cents ans après sa mort, la Bibliothèque nationale rend hommage à Ronsard, le premier de nos poètes littéraires, oublié puis curieusement ressuscité par Sainte-Beuve. Une exposition qui rappelle que le gâté poète — qui voulait être soldat — était aussi un homme de la terre, un amoureux de la nature à la sensibilité lourde et aux vers parfois crus. Des livres, des gravures, des objets usuels et des instruments de musique — Ronsard est un de nos poètes les plus chantés — célèbrent avec éclat l'écrivain du Vendémiaire qui aimait dire qu'aux amours de Cassandre, d'Hélène et d'autres belles dames, il préférerait la compagnie de ses livres, ses « bons amis qui ne trahissent jamais ». — S.D.-S.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LES IMMATERIAUX. Espaces communs, 5 étages. Jusqu'au 15 juillet.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET. Jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND — DAVID TREMBLETT. Dessins, PALERMO, Retrospective. — UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE. — ATELIER POLAROID. Jusqu'au 19 août. Galerie contemporaine.

LUMIÈRES. Je passe à vous. Jusqu'au 5 août. LA MODE EN DIRECT. Jusqu'au 23 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES. — PARIS AUTREMENT. Jusqu'au 2 septembre. Jusqu'au 7 octobre. BFL.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (277-1233).

Musées

RENOIR. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F, le samedi : 16 F (gratuite le 8 juillet). Jusqu'au 2 septembre.

SALON DES INDÉPENDANTS. De la Bière à son point, 3 000 ans d'art. Grand Palais (256-45-08). T.J. de 10 h à 20 h ; mardi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juillet.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (206-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES. Peintures des musées nationaux. — LE DESSEN À GENÈS DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. PASTELS FRANÇAIS DU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaquier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

MARC RIBOUD. Photos choisies, 1953-1985. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-41-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 8 juillet.

RETROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIOVANNI ANSELMO — ANGE LECICIA. Sculpture. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cost mille et une boules. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

LIVRES CONSTRUCTIVISTES. RUSSSES DES ANNÉES 20. Bibliothèque du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf dim. et lundi, de 10 h

à 13 h ; mer., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 juillet.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY. L'histoire d'un art. 1828-1885. Affiches récentes de musées. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographes d'un temps. Musée d'art et d'essai, Palais de Tokyo, 11, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F. Jusqu'au 13 juillet.

JEAN AMADO. Le dessin et la pierre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-33-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 juillet.

FÉLIX ROPS (1833-1898), peintre, graveur, illustrateur. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 juillet.

VERSAILLES AUX ARCHIVES NATIONALES. Musée de l'histoire de France (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 1er février 86.

RONSAUD. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-42-53). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre. Poète de la nature. Serres d'Antoni, 3, avenue de la Porte d'Antoni (bois de Boulogne) (651-71-20). T.J. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 4,25 F. Jusqu'au 8 septembre.

RODIN. Cinq photographes contemporains (Drakon, Helle, Barret, Thénard, Trévisan). Jusqu'au 30 septembre. — ALAIN KIRILL. Jusqu'au 15 septembre. Cusson, 71, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

BROU HJORTH. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (546-67-77). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 septembre.

DIK-NUR PEINTURES DU MAROC. Musée national d'art et d'histoire, 21, rue de Valenciennes (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 26 août.

HISTOIRES D'AFFICHES. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-69). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 octobre.

L'AFFICHE SPORTIVE AVANT 1914. Une sélection du Musée du sport. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (535-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ACHILLE DEVERIA, témoins du romantisme parisien. Musée Jacquemart-André, 16, rue Chaptal (974-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

RANCILLAC. Images échanties. YVRAAL. Mosaïque des symboles. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 août.

LES GRANDS BOULEVARDS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-11-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 30 octobre.

ARCHÉOLOGIE ET PROJET URBAIN. Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (325-42-00). Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; dim. : 4,50 F. Jusqu'au 2 septembre.

LES SIÈCLES ROMAINS EN BASSE-NORMANDIE. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F. Jusqu'au 2 septembre.

SALVADOR DALL. Deux expositions et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville (633-01-40). Jusqu'au 31 juillet.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ROBERT LE DIABLE. Opéra, entrée par la façade (266-50-22). T.J. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 septembre.

L'ÉVENTAIL, maître de la Belle Époque. Jusqu'au 27 octobre. — ÉVENTAILS CONTEMPORAINS. Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbis (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

RÈVES D'HIER... RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI. Musée Jacquemart-André, 16, rue Chaptal (974-95-38). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 7 juillet.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30).

Centres culturels

PARIS-I - PARIS-VIII. Les arts plastiques à l'Université. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (543-96-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

HARTUNG. Hôtel de ville, salle Saint-Jean (276-40-66). Sauf mardi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 août.

CINQUANTE ANS DE DESSINS AMÉRICAINS, 1938-1980. Chapelle des Petits Augustins, 14, rue Bonaparte (260-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 13 juillet.

BEAUX-ARTS 85. PEINTURE. Ecole des beaux-arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf dim., de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 13 juillet.

VICTOR HUGO ET LE SPIRITISME. Bibliothèque Sainte-Genève, 10, place du Paroisse (229-61-00). Sauf dim., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 30 juillet.

CHARLES VANDENHOVE. Une architecture de la pensée. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

CARL KYLBERG (1878-1952), peintre, graveur, illustrateur. Centre culturel suédois, 11, rue Feytaud (271-42-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 juillet.

TROISIÈME BIENNALE DE TAPESERIE DE MONTREAL. Centre culturel québécois, 5, rue de Valenciennes (331-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

DE LA VILLE DE MEXICO À LA VILLE DE PARIS : Angela Garcia, images de sculpture. Centre culturel du Mexique, 11, rue de Valenciennes (549-16-56). Jusqu'au 27 juillet.

TINTIN. — Il est né le 28 mai 1929 à la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

OUTOUR DU FAIRPLAY, du XVI^e au XX^e siècle. Le Centre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 septembre.

Galerie

DE WATTEAU À INGRES. Œuvres de jeunesse. Galerie Cailleux, 136, faubourg Saint-Honoré (359-25-24). Jusqu'au 12 juillet.

LES NOCES CATALANES. Barjonne-Paris 1870-1978. Jusqu'au 27 juillet. KENNETH ARMITAGE. Sculptures, dessins 1948-1984. Jusqu'au 20 juillet. Artcurial, 9, avenue Matignon (269-16-16).

ŒUVRES SUR PAPIER (G. Anselmo, Ger Van Elk, G. Garavito...). Galerie L. et M. Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Rues (277-63-60). Du 4 au 27 juillet.

IMAGES DU JUDAÏSME, du XV^e au XX^e siècle. Galerie Sapin, 34, bd Saint-Germain (336-54-22). Jusqu'au 31 juillet.

FAIME LE DESSIN. Carte blanche à Guy Boyer, Galerie C. Chénou, 30, rue de Lisbonne (563-36-06). Jusqu'au 31 juillet.

BERNICE ABBOT. Photographie : New-York les années 30. Galerie Gerry Salinet, 18, rue Littré (222-05-92). Jusqu'au 15 juillet.

CARL ANDRÉ. Traversée. Galerie D. Temple, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 12 juillet.

LYDIE ARICX. Galerie Jean Brissac, 23-25, rue Guiseppe (326-63-51). Jusqu'au 12 juillet.

GARDY ARTIGAS. Sculptures, dessins. Galerie Maugé Leong, 14, rue de Valenciennes (563-13-19). Jusqu'au 20 juillet.

VICTOR BRAUNER. Galerie Samy King, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Jusqu'au 12 juillet.

GENEVIEVE CLAISSE. Les vêtements. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). Jusqu'au 27 juillet.

MONIQUE FRYDMAN. Œuvres récentes. Galerie B. Lebon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 13 juillet.

RAYMONDE GORDIN. Traces de souvenirs. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 13 juillet.

WILLIAM KLEIN. Photographies récentes. Galerie 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 31 juillet.

JEAN MESSAGIER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-24-28). Jusqu'au 27 juillet.

Nils-Udo. Espace photos. Galerie

Chaire-Burris, 30-32, rue de Lappe (540-05-03). Jusqu'au 13 juillet.

ALAIN POUILLET. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Maubert (329-32-37). Jusqu'au 13 juillet.

FRANÇOIS RISTORI. Galerie Y. Lambert, 5, rue du Grange-Batelle-Lesure (271-00-33) (Jusqu'au 13 juillet).

GUY ROUSSELY. Galerie C. Carré, 14, rue Grégoire (354-57-67). Jusqu'au 13 juillet.

EDWARD RUSCHA. Œuvres récentes. Galerie G. Brownson et Cie, 17, rue Saint-Gilles (278-43-21). Jusqu'au 13 juillet.

TAL-COAT. Galerie Cingras, 46, rue de l'Université (256-69-57). Jusqu'au 27 juillet.

En région parisienne

ASNIÈRES-SUR-OISE. André Minon. Livres illustrés de gravures originales. Abbaye de Royaumont (035-30-16). Jusqu'au 25 juillet.

BRETIGNY-SUR-ORGE. Debrau/Debrau/Propaganda IV (Anne Bonnet, Egon, etc.). Centre Grange-Philippe, rue Henri-Dunant (094-38-68). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

CHANTILLY. Bourdelle dans la maison de Sylve. Parc du château (458-28-69). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

JOYEUX-EN-JOSAS. Histoire du pot, de Jean-Pierre Raymond — Natures de réves : Carpe, Colaptes, etc. Centre Grange-Philippe, rue Henri-Dunant (094-38-68). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

CHARENTAIS. Bourdelle dans la maison de Sylve. Parc du château (458-28-69). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

En province

Le Monde était 20 juin a publié deux pages consacrées aux expositions d'été en province.

ADRIENES. Tina, 40 ans de politique. Prieuré. Jusqu'au 8 septembre.

ANTHÈS. Oray avant Oray, châteaux d'œuvre impressionnistes et post-impressionnistes. Musée d'Art Moderne Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 31 août.

ARLES. ANTONIO SAURA. Œuvres récentes. Jusqu'à septembre : CÉLILIA, sculptures. Du 7 juillet au 14 octobre. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17).

AVIGNON. Collection d'art moderne de la Fondation Marguerite Grange-Chapelle du palais des Papes. Jusqu'au 31 juillet.

BEAULIEU (Tarn-et-Garonne). Frédéric Beuchet. Trente années de peinture. Abbaye (30-76-84). Jusqu'au 8 septembre.

BEAUVAIS. EDWARD BARAN. Peintures et papiers 1978-85. Galerie municipale de la capitale, 1, rue, Saint-Pierre (04-48-29-53). Jusqu'au 29 septembre.

BELLAC. CUCRO, peintures, 1978-85. 9, rue Thiers (55) 66-12-79. 50 ans de guerre de Troie, 1935-1985. Centre culturel Jean-Girardoux. Jusqu'au 31 août.

BORDEAUX. Hommage à Odilon Redon, 1840-1916. Galerie des beaux-arts, place de Colonel-Raynal (90-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre — Michel Barrois. Peintures 1983-1985 — Joana Kamelidze. Œuvres récentes. Musée d'art contemporain, entrepôt Laté, rue Fey (44-16-35). Jusqu'au 8 septembre.

CAEN. L'art sacré d'Albert Gleizes. Musée des beaux-arts, châteaux (85-28-63). Jusqu'au 31 août.

CAHORS. Comte Mont-Blanc. Œuvres — Victor Pasmore, 1908-1967. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 23, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 22 octobre.

CASTELNAU-BRETONNEUX. Trajectoire 46 (Viellet, Kervin, Elia, Elia, etc.). Au château (65) 38-52-04. Jusqu'au août.

CHARENTAIS. Fernand Léger, de 1943 à 1968. Musée des beaux-arts, 29, cloître

Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 15 septembre.

CHATEAUDUN. La civilisation gallo-romaine en pays cénomans. Châteaux (45-11-91), (entrée gratuite). Jusqu'au 31 juillet.

CHATEAUBOUX. Olivier Mosset, 1945-1985. Centre d'art contemporain, place Sainte-Eulalie (34-95-25). Jusqu'au 3 août.

CLERMONT-FERRAND. Papiers transformés, neuf artistes de France et du Canada. Œuvres de l'Hôtel de Chazart, rue de l'Oratoire (73-92-40-41). Jusqu'au 15 août au 14 octobre.

CLUNY. Jean Bernier. Peintures et sculptures. Église de Saint-Hugues. Jusqu'au 8 septembre.

DONN. Sculptures. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 30 septembre.

EVRUX. Joël Rigol. Peintures 1968-1985. Musée, 6, rue Charles-Corbeau (39-34-35). Jusqu'au 30 septembre.

FIGEAC. Trajectoire 46. Hôtel du Balcon (65) 38-65-55. Jusqu'au août.

GORDES. Saura, Peintures 1985. Abbaye de Senanque (90) 72-02-05. Du 5 juillet au 14 octobre.

LA ROCHELLE. Œuvres de voyage de Pierre-Alain. Musée de la culture, 4, rue Jean-de-Picard (41-37-79). Jusqu'au 31 août. Alain Villeneuve. Chapelle du lycée Fontenay, rue du Collège (41-57-60). Jusqu'au 29 juillet.

LYON. Pierre Combès-Descombes (1885-1960). Retrospective. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (828-07-66). Jusqu'au 15 septembre.

NANTES. Histoire de la sculpture : American, Balthus, Berni, Cragg, etc. Musée d'histoire naturelle, 12, rue Voltaire ; Musée de la culture, passage Pommeroy ; École des beaux-arts, rue Fénelon ; Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clément (41-37-79). Jusqu'au 31 août. ALAIN ROSSI, œuvres récentes. Tour du Feu à cheval. Jusqu'au 1^{er} septembre. Archéologie sous-sol sur les côtes de France. Vingt ans de recherche. Bâtiment de l'Harnachement. Jusqu'au 1^{er} décembre. Châteaux des ducs de Bretagne.

NICE. L'italien François-Paul : regard sur la peinture de 1970 à 1985. Villa Arson, 20, avenue Stephen-Léger (51-30-00). Jusqu'au 15 octobre ; C. et F. L. LALINE, retrospective sculptures et dessins. Galerie des Pontchâteau, 77, quai des États-Unis. Du 4 juillet au 29 septembre.

NIMES. André Masson, retrospective. Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foulc (66) 67-38-21. Du 4 juillet au 15 octobre.

POITIERS. Pierre Loti, photographie. Jusqu'au 30 septembre. Les sculptures d'André Masson. Jusqu'au 15 septembre. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, 3 bis, rue Jean-Jaures (49) 41-07-53.

QUIMPER. Pierre Tal Coat. Retrospective. Musée des Beaux-Arts, 40, rue de la Mairie (98) 95-45-20. Du 6 juillet au 30 septembre.

RENNES. Jean-Germain Drouais, 1763-1788. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (79-44-16). Jusqu'au 9 septembre.

ROCHEFOURTEAU. Préfiguration d'une collection. Musée départemental d'art contemporain, Châteauneuf (55) 77-42-41. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-ETIENNE. Bruni Van Velde, un choix de peintures depuis les années 50. Musée d'art et d'industrie, place L.-Comte (77) 33-04-83. Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-PAUL-DE-SENCE. Jean Dubuffet, retrospective. Fondation Maeght. Du 6 juillet au 6 octobre.

STRASBOURG. La semaine des petits salons de Strasbourg. Musée historique, Pont du Corbeau (88) 32-59-00. Du 5 juillet au 13 octobre ; Bouilles récentes : un village photographié vers 2000 av. J.-C. Musée archéologique ; 2, place du Château (88) 35-47-27. Du 3 juillet au 1

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (78-24-24)

MERCREDI 3 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, les Amants terribles, de M. Allégret; 19 h, le Bois sacré, de L. Mankiewicz; 21 h, les Salomés se portent bien, de A. Karas.

JEUDI 4 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, Un déjeuné de soleil, de M. Cohen; 19 h, Jeune, de G. Marret; 21 h, Tokyo Melody (un film sur S. Salomoni), de E. Lemaire.

VENREDI 5 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

SAMEDI 6 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

DIMANCHE 7 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

LUNDI 8 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MARDI 9 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MERCREDI 10 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

JEUDI 11 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

VENREDI 12 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

SAMEDI 13 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

DIMANCHE 14 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

LUNDI 15 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MARDI 16 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MERCREDI 17 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

JEUDI 18 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

VENREDI 19 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

SAMEDI 20 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

DIMANCHE 21 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

LUNDI 22 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MARDI 23 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MERCREDI 24 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

JEUDI 25 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

VENREDI 26 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

SAMEDI 27 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

DIMANCHE 28 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

LUNDI 29 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MARDI 30 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

MERCREDI 31 JUILLET

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

JEUDI 1er AOÛT

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

VENREDI 2er AOÛT

Carte blanche à P. Vachelli: 16 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 19 h, la Parade, de M. L. Trévisan; 21 h, la Parade, de M. L. Trévisan.

v.f.: Capri, 2 (508-11-59); Impérial Pathé, 2 (742-72-52); Saint-Lazare Pathé, 2 (367-35-43); Bastille, 1 (307-64-40); Naxos, 12 (343-04-67); Fawcett, 12 (331-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

L'ARRE SOUS LA MER (Fr.): Grand Pavois (H. sp.), 15 (554-46-85).

ASPERN (Fr.): Studio 43, 9 (770-63-40).

ASSOUE (Ladima, v.o.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).

L'AVENTURE DES EVOQUES (A. v.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Grand Pavois, 15 (554-46-85).

BABY (A. v.): Naxos, 12 (343-04-67).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNE (Bel. v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Odéon, 6 (225-10-30); Pagine, 7 (705-12-15); Elvise Lincini, 9 (335-36-14); 14-Juillet Bastille, 11 (337-90-81).

LE BEBE SCHTROUPEFF (Belg.): Tempeliers, 3 (772-94-56); Grand Pavois, 15 (554-46-85); Boite à films, 17 (622-44-21).

BIRDY (A. v.): Forum, 1 (297-55-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Naxos, 12 (343-04-67); V.I.: François, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

BRAZZEL (Bel. v.o.): Parnassien, 14 (320-12-06).

CARMEN (Saura) (v.o.): Calypso, 17 (380-30-11).

CHOOSE ME (A. v.): Reflet Logos I, 6 (354-42-54); Parnassien, 14 (320-12-06); Action Logos, 9 (329-79-89); Olympic Europe, 14 (544-43-14).

COCAINE (A. v.): Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); V.I.: Arcadia, 2 (233-54-58).

LE CONSUL (A. v.): UGC Biarritz, 3 (320-12-06).

COTTON CLUB (A. v.): Studio de la Courbe, 3 (233-54-58).

LA DECHIRURE (A. v.): Cinépolis, 6 (633-10-82); V.I.: Opéra Night, 2 (296-62-56); Galilé Rochecorbon, 9 (678-81-77).

DESIDERIO (It. v.o.): Forum Orient Express, 16 (223-42-26); Saint-Germain Village, 5 (633-63-20); Monte-Carlo, 3 (225-09-83); Parnassien, 14 (320-12-06); V.I.: Lumière, 9 (246-49-77); Pavane, 13 (331-56-86).

DROLE DE SAMEDI (Fr.): George V, 9 (562-41-46).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.): Gode, 19 (245-66-00).

EMMANUELLE IV. George V, 9 (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25); 14-Juillet Parnassien, 6 (326-80-25).

ESCALIER C (Fr.): Forum 1 (297-55-70); Parnassien, 14 (320-12-06); Saint-Lazare Pathé, 14 (320-12-06); Colisée, 6 (339-29-46); Saint-Lazare Pathé, 14 (320-12-06); Parnassien, 14 (320-12-06); Naxos, 12 (343-04-67); Parnassien, 14 (320-12-06); Galaxie, 13 (580-18-03); Gaumont Sud, 14 (327-94-50); Parnassien, 14 (320-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LE FILC DE BEVERLY HILLS (A. v.): Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Brest, 6 (222-57-97); UGC Danton, 6 (326-80-25).

LA FORÊT D'EMERAUDE (A. v.): Gaumont Pathé, 14 (320-12-06); Brest, 6 (222-57-97); UGC Danton, 6 (326-80-25).

LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU BONAPARTE (Franco-Égyptien): Champs-Élysées, 3 (354-07-76).

A.E. (Fr.): Logos II, 5 (354-42-54).

AMADEUS (A. v.): Vendôme, 2 (742-97-52); L'Espresso, 6 (544-57-34); George V, 9 (562-41-46); Parnassien, 14 (320-12-06).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A. v.): Forum Orient Express, 16 (223-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

SOUS LE PORTRAIT DE LA MÈRE DE PARIS

ETE de la DANSE

du 1er juillet au 29 août

7 compagnies

50 représentations exceptionnelles

au pied du Sacré-Cœur

2, rue Rossini - (métro Anvers)

Réservez: 284.31.31

VO: MARIANNE CONCORDE PATHÉ

QUINTE PATHÉ - POUR LES HAUTES

VF: MONTMARTRE PATHÉ - IMPÉRIAL PATHÉ

ST LAZARE PATHÉ - CAPRI - CLOUTY PATHÉ

BAUVETTE - CONVENTION ST CHARLES

BASTILLE - NAXOS

Après "LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

Après "LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE"

le nouveau film de JAMIE UYS

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE

(225-10-30); Marignan, 6 (339-92-82); Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23); Koooparant, 15 (506-50-20); V.I.: Grand Rex, 2 (236-83-93); François, 9 (770-33-88); Naxos, 12 (343-04-67); Fawcett, 12 (331-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Océanica, 20 (636-10-96).

FRENCH LOVER (A. v.), Ambassade, 8 (329-19-08).

GIGOLO (All. v.o.): Champs Saint-Germain, 6 (633-10-82).

GREYSTOCK, LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.): Opéra Night, 2 (296-62-56).

GROS DOIGTULASSE (Fr.): Forum Orient Express, 16 (223-42-26); Rex, 2 (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Odéon, 6 (225-10-30); George V, 9 (562-41-46); UGC Biarritz, 3 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Parnassien, 14 (320-12-06); UGC Convention, 15 (574-95-40); Muret, 16 (651-99-79); 14-Juillet Bastille, 11 (337-90-81).

HEAVENLY BODIES (A. v.): UGC Normandie, 6 (633-10-82); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Biarritz, 3 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67); UGC Gobelin, 13 (336-23-44); Parnassien, 14 (320-12-06); UGC Convention, 15 (574-95-40); Muret, 16 (651-99-79); 14-Juillet Bastille, 11 (337-90-81).

JOY AND JOAN (Fr.): George V, 9 (562-41-46); François, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Can. v.o.): Brest (H. sp.), 11 (700-89-16).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A. v.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Champs-Élysées, 6 (720-76-23); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Biarritz, 3 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 3 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 40 Série : Quelques hommes de bonne volonté. D'après l'œuvre de J. Romains, adapt. M. Julian et F. Villiers. Avec D. Coccard, C. Dauphin, J. Barrey, J. Jullien et J. Jullien. Présentation d'été pour l'été 1985. Arrivés de deux nouveaux personnages. Quinette a définitivement opté pour le délicieux frisson du meurtre.
- 21 h 40 Documentaire : L'histoire secrète du pétrole. Émission de J.-M. Charlier. N° 6 : le temps des scandales et du répl. Les événements de Iran déclenchés, en 1979 et 1980, une nouvelle panique dans les pays industrialisés. Une panique plus forte et encore moins justifiée que celle de 1973. Dernière partie d'une série remarquablement documentée.
- 22 h 40 Variétés : Jacques Higelin en Afrique noire. La tournée de Jacques Higelin en Afrique filmée par Claude Pélissier et Béatrice Soulé. Plus qu'un reportage, le film s'efforce de recréer un climat, une atmosphère où se mêlent les images du chanteur, virevoltant sur la scène, du public, des rues.
- 23 h 40 Journal.
- 23 h 55 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Messieurs les jurés : l'affaire Gadet. Téléfilm de G. Pélissier et D. Guibert, réal. G. Godeau. Avec P. Assolant, B. Lavallois, F. Legris. Crime passionnel ou crime crapuleux ? Pierre-François Gadet, quarante-cinq ans, patron d'une entreprise de jouets, reconnu avoir tué son plus proche collaborateur, alors qu'il venait d'apprendre que celui-ci était l'homme de sa femme. Mais Gadet n'est livré à des opérations financières et fiscales frauduleuses. N'aurait-il pas cherché aussi à tuer un témoin dangereux ?
- 22 h 35 Histoires courtes. « Le Corbeau et le Renard », de P. Corneille ; « Stilet », de R. Horakova.
- 23 h Journal.
- 23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : la Nuit de Valerme (1^{re} partie). Film franco-italien d'E. Scialoja (1981) avec J.-L. Barrault, M. Mastroianni, H. Schlegel, H. Keitel, J.-C. Brialy, D. Gelin, A. Ferrel.

En juin 1791, l'écrivain libertain Restif de la Bretonne part de Paris pour suivre, sur la route de Metz, la famille royale en fuite. Renouveau du cinéma historique par une narration pittoresque. La fin de l'Ancien Régime. Début de la version conçue pour la télévision et que nous ne connaissons pas.

- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 Espace francophone. Le magazine mode d'expression française de Dominique Gallet, coprod. Institut pour la coopération audiovisuelle francophone. Office de radiodiffusion-télévision sénégalaise. Une enquête de Mona Makki. Pour son vingtième numéro, le magazine « Espace francophone » a été rendu au Sénégal. Émission-portrait consacrée au chef de l'Etat sénégalais, Abdou Diouf, qui trouve là l'occasion de réfléchir sur de très nombreux sujets : la crise économique, la sécheresse, la démocratie sénégalaise, la francophonie et l'unité africaine, la solidarité islamique et le caractère laïque du régime de Diouf, lequel ce président africain tient tout particulièrement à remercier.
- 22 h 55 Histoire de l'art : art égyptien.
- 23 h 10 Prélude à la nuit. Double Quatuor op. 77, de Ludwig Spohr, interprété par l'Academy of St-Martin-in-the-Fields.

CANAL PLUS

- 20 h 55 Psyché, phase 3, film de R. Marquand ; 22 h 30, Fitzcarraldo, film de W. Herzog ; 1 h 3, A mort l'arabe, film de J.-P. Mocky ; 2 h 25, Jazz à Antibes.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Vous avez dit dessin ? par Jean de Boer. « Une autre approche du réel et l'homme devant lui », avec B. d'Espagnat, physicien, et M. Lequin, linguiste.
- 21 h 30 Télésciences : l'Histoire de la police nationale à Vauverton. Monstres et grands orchestres.
- 22 h 30 Nuits magiques : le Jura suisse.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Symphonie n° 35 en ré majeur, Concerto pour clarinette et orchestre en la majeur, Symphonie n° 40 en sol mineur, de Mozart, par l'Orchestre du XVIII^e, dir. F. Bruggen ; 21 h, en complément de programme, musique espagnole : œuvres de Beethoven, Mozart, Haydn, Satie.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Judy Garland ; 24 h, Escapes latino-américaines : les Caribes.

Jeudi 4 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 ANTIOPE 1.
- 12 h 45 La Une chez vous.
- 13 h 5, Le grand labyrinthe.
- 13 h 35 De port en port. Avec la Compagnie arctique.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.
- 13 h 55 Croque-vacances (et à 16 h 45). Variétés, dessin animé, infos-magazine.
- 14 h 30 Le monde est un théâtre : la Suède.
- 15 h 30 Quarté en direct d'Evry.
- 16 h Titi, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
- 17 h 45 La chance aux chansons.
- 18 h 15 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- 19 h 15 Jeu : Anagramme.
- 19 h 40 Les vacances de monsieur Léon.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : la Nuit et le Moment. D'après une nouvelle de P. Moïnot, adapt. P. Moïnot et C. May et J.-D. Simon. Avec A. Lacombe, N. Juvet, J. Le Mouél.
- La fin de la deuxième guerre mondiale, un groupe de travailleurs nazis commandé par un jeune lieutenant français prend position autour d'une ferme isolée du versant alsacien des Vosges. Cette ferme abrite une famille qui avait quitté le village voisin pour permettre à Rosa d'accoucher en toute tranquillité. Un film intimiste qui pose en toile de fond le problème de la collaboration de deux cultures. Les comédiens sont excellents.
- 22 h 10 Les jeunes de l'information : Infovision. Émission de A. Denvers, R. Pic, M. Albert et J. Decroix.
- Au sommaire : Le Nicaragua en état d'alerte ; L'Australie, trente ans de neutralité ; Péri en Amazonie ; Quelle aide pour l'Éthiopie ? Iran : l'émissem.
- 23 h 25 Journal.
- 23 h 40 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTIOPE.
- 11 h 45 Récré A 2.
- 12 h 5 Journal et météo.
- 12 h 5 Jeu : l'Académie des neuf.
- 14 h 45 Journal.
- 15 h 35 Série : Les petits génies.
- 16 h 25 Sports été.
- Golf : portraits de grands joueurs ; 15 h, International de tennis, à Wimbledon (et à 17 h) ; 15 h 45, cyclisme : Tour de France.
- 18 h 30 C'est la vie : les campings.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Tour de France : résumé de l'étape.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Rien n'arrête la musique. Film américain de N. Walker (1980), avec V. Perrine, B. Jeaner, S. Guttenberg, A. Briley, D. Hodo. Grâce à un jeune compositeur et à son amie mannequin, un groupe disco est créé, à Greenwich Village. L'histoire romantique de « Village people », film défilé. Il y a la musique pour ceux qui aiment cela.
- 22 h 15 Magazine : Carte de presse. De H. Chabrier et M. Hozor.
- Rédaction pendant l'été des principaux magazines de l'année. C'est-à-dire de la loi du silence qui régit sur la filière de la viande, où les enjeux sont considérables, les profits plus importants encore. S'il arrive qu'on vous serve au restaurant de la dinde à la place de veau et du porc de porc à la place d'écureuil, ce ne sont que petites fraudes face à l'utilisation massive des produits chimiques dans la viande.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 5 Dessin animé : le Panthère rose.
- 19 h 15 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

- 19 h 35 Coups de soleil.
- 19 h 50 Dessin animé : Panthéograg.
- 19 h 55 Dessin animé : B était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma : la Nuit de Valerme (2^e partie). Film franco-italien d'E. Scialoja (1981), avec J.-L. Barrault, M. Mastroianni, H. Schlegel, H. Keitel, J.-C. Brialy, D. Gelin, A. Ferrel.
- Suite et fin du voyage à Valerme fait par divers personnages (dont Restif de la Bretonne et Casanova) derrière la voiture emportant Louis XVI et sa famille.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Opéra vitrail : le vitrail et ses ardentiers. Émission de J. Pourtalé. Coproduction FR 3, maison de la culture de Reims. Les vitraux, on les trouve traditionnellement dans les églises, les cathédrales, mais aussi dans les écoles, les lycées, les hôpitaux, dans le milieu ou chez des particuliers. Chaque maître vitrier a sa technique : vitres planes ou en relief, verre coulé avec du plomb ou du béton. On peut y incorporer du grès, du bois, le marbre à des bords vitrés transparents, faire son verre, le choisir opaque ou transparent. Une vingtaine de maîtres vitriers viennent et expliquent leurs réalisations. Les images sont belles, quelques-uns peu sombres. Le commentaire, très léger et dépourvu (quand il s'agit du passé), devient peu à peu plus vif. Il faut savoir attendre.
- 23 h 30 Histoire de l'art : art égyptien.
- 23 h 50 Prélude à la nuit. Nocturne pour violoncelle et piano, d'André Jolivet, interprété par Geneviève Teulière, violoncelle, Denis Weber, piano.

CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Top 50 ; 7 h 45, l'Australie ; 8 h 35, Dancin' days (et à 13 h 5) ; 9 h 5, L'été indien, film de A. Boum ; 10 h 30, Streamers, film de R. Altman ; 12 h 25, Cabou Cadin (et à 17 h 30 et 18 h 10) ; 13 h 35, L'hôtel en folie ; 14 h 5, Samba, film de R. Sarafian ; 16 h, Signes extérieurs de richesse, film de J. Monnez ; 18 h 40, les affaires vont bien, 19 h 10, Zébul ; 19 h 45, Top 50 ; 20 h 50, Vive la sociale, film de G. Morillat ; 22 h 15, Les Doigts du diable, film de A. Zaccarias ; 23 h 45, l'Homme à tout faire, film de J. Rich ; 1 h 20, Téléfilm : Répétitions d'un meurtre.

FRANCE-CULTURE

- 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : le journal intime ; (et à 10 h 30) : Adonis, l'été universel ; 9 h 5, Les poésies, une vie, nos œuvres ; 10 h 30, Streamers, film de R. Altman ; 12 h 25, Cabou Cadin ; 13 h 40, Peintres et ateliers : l'atelier de Jean Delmas ; 14 h, Un livre, des voix : le programme ; de Tadeus de Saint-Paul ; 14 h 30, Commentaire des radios publiques de langue française : Karl Marx, dernier voyage, dernier retour ; 15 h 30, Muséum : les TUC saisis par la musique ; 17 h, Le pays d'ici, à Arles ; 18 h, Subjectif : agenda (G.-A. Astre et P. Lespinaud) ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la gérontologie clinique ; 20 h, Musique, mode d'emploi.

FRANCE-MUSIQUE

- 7 h 10, Révélation-musique : à 7 h 30, Météo ; 9 h 3, Le musée des musiciens : « Les Heures espagnoles », le temps des interprètes : Atanfilo Argente, Rafael Frubbeck de Burgos, Alberto Ponce, Teresa Berganza ; 12 h 5, Le temps des jazz : festival : hommage à Louis Armstrong ; 12 h 30, Concert : œuvres de Caspary, Dukas par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Girard ; 14 h 2, Registres contemporains : Lukas Foss ; 14 h 45, Sonates de Scarlatti ; par Scott Ross ; 15 h, Les après-midi de France-Musique ; le projet de la biologie et de la médecine : la gérontologie clinique ; 20 h, Musique, mode d'emploi ; 18 h 2, Châté jardia, magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bio-noter ; 19 h 15, Ressac : magazine de la guitare.
- 20 h, Concert : la Dame de pique, de Tchaïkovski par les chœurs et l'orchestre du Bayerische Staatsoper et les chœurs d'enfants du Festspiel-gymnasium, dir. A. Junttila, sol. W. Aulander, B. Brückmann.
- 24 h, Les soirées de France-Musique : escalas américaines ; musiques des mers du Sud.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 03/07/85 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 3 juillet à 0 heure et le jeudi 4 juillet 1985 à minuit.

Situation générale : Les hautes pressions recouvrent la majeure partie de l'Europe mais des perturbations orageuses venant de l'Espagne traversent la moitié sud de la France.

Jeu : temps nuageux et orageux le matin du Massif Central aux Alpes, à la Méditerranée et aux Pyrénées.

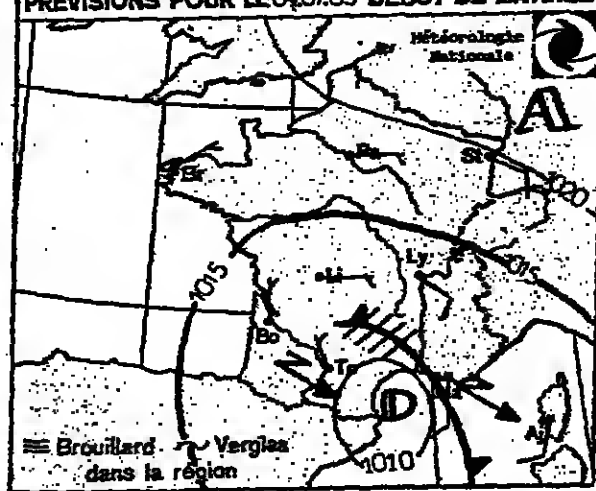
De fréquents orages et des averse parfois violentes près du relief. Les températures du début de matinée seront entre 16 et 19 degrés. Sur les autres régions temps passagèrement brumeux et nuageux mais prédominance des périodes ensoleillées.

Les températures minimales de la nuit seront entre 12 et 15 degrés. Au cours de la journée le temps orageux se cantonnera au quart Sud-Est. Beau temps bien ensoleillé au nord-est de la Seine et de la Basse Normandie à l'Orléanaise d'une part, sur le quart Sud-Ouest d'autre part. Ailleurs, temps lourd avec ciel passagèrement voilé et légère tendance orageuse.

Les températures évolueront entre 26 et 32 degrés des Côtes de la Manche aux régions méridionales en milieu d'après-midi.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 2 au 3 juillet) : Ajaccio, 28 et 16 degrés ; Biarritz, 26 et 18 ; Bordeaux, 33 et 18 ; Brétigny, 20 et 12 ; Brest, 27 et 14 ; Cannes, 17 (mini) ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 28 et 13 ; Dijon, 25 et 14 ; Dinard, 13 (mini) ; Embrun, 29

PRÉVISIONS POUR LE 04/07/85 DÉBUT DE MATINÉE



et 16 ; Grenoble-St-M-H, 31 et 14 ; Grenchen-St-Germer, 31 et 13 ; La Rochelle, 31 et 19 ; Lille, 23 et 12 ; Limoges, 28 et 19 ; Lorient, 17 (mini) ; Lyon, 28 et 14 ; Marseille-Marinade, 32 et 19 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 29 et 17 ; Nice Côte d'Azur, 24 et 19 ; Paris-Montsouris, 25 et 16 ; Paris-Orly, 25 et 14 ; Pau, 31 et 18 ; Perpignan, 29 et 19 ; Rennes, 28 et 15 ; Rouen, 23 et 13 ; Saint-Étienne, 27 et 13 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Toulouse, 34 et 19 ; Tours, 26 et 14.

Températures relevées à Yverdon : Alger, 29 et 18 ; Genève, 27 et 12 ; Liège, 23 et 17 ; Londres, 24 et 13 ; Madrid, 30 (maxi) ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

CONCOURS

VOULEZ-VOUS COMTER GRAND-MÈRE ? - Dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse et de la semaine nationale des personnes âgées (du 14 au 20 octobre prochain), M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, et le ministère de l'Éducation nationale organisent un concours « Racontez-vous grand-mère ». Il s'agit pour les élèves de raconter - individuellement ou avec l'ensemble de la classe - l'histoire d'une personne âgée en insistant particulièrement sur les grands événements du siècle qui ont jalonné sa vie. Les rédactions devront être envoyées avant le 31 octobre 1985 à raison de deux biographies par établissement. Divers prix - dont trois premiers prix - de 5 000 francs - récompenseront les lauréats.

Secrétariat d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, 40, rue du Bac, 75700 Paris. Concours « Racontez-vous grand-mère (ou grand-père) ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 3 juillet :

UNE LOI

Modifiant la loi du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils et la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat.

DES ARRÊTÉS

Portant création d'une école normale mixte d'instituteurs à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Créant une commission chargée de la modernisation du code du travail et relatif à sa composition.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 5 JUILLET

- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, musée principal.
- « Un cimetière traditionnel aux cent tombes de marginaux », 14 h 45, sortie escalier mécanique Père-Lachaise, V. de Langlade.
- « Le faubourg Saint-Antoine au dix-septième siècle », 14 h 30, musée Ledru-Rollin, sortie Charonne, M^e Lebanc.
- Pour les 7 à 12 ans : « Autour de Notre-Dame » : Paris, ses ponts, ses monuments, etc. Inscriptions : (1) 277-23-31, Paris Basket.
- « L'univers de Jeanne Lamvin récréé au Musée des arts décoratifs », 15 heures, entrée musée.
- « La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, musée Clé, sortie marché aux fleurs.
- « Les salons de l'hôtel de Soubise : de la Saint-Basile à l'affaire du Collier », 15 heures, 60 rue des Francs-Bourgeois, P.-Y. Jaslet.
- « Ensemble Louis XVI, authentique architecture fin de règne, boiserie des salons », 14 h 45, 25, avenue Matignon, C.-A. Messer.
- « Les temples et le quartier du temple », 15 heures, musée Temple, M^e Lanié.
- « Ranoir » au Grand Palais, 12 h 45, entrée principale ou 14 heures escalier.

FORMATION CONTINUE

ÉCRIT ET ORAL - Le Service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris organise en octobre et novembre 1985 trois stages pour les salariés qui ont accédé à des fonctions d'encadrement et de responsabilité sans avoir reçu de formation d'enseignement supérieur général. Un stage « d'entraînement à la communication écrite » (12 séances de 3 h 30 à raison d'une séance par semaine) leur apprendra à rédiger des rapports, notes de service et projets. Un stage « d'entraînement à l'expression orale » (cinq jours à raison d'une journée par semaine) les aidera à s'exprimer avec aisance et à prendre la parole dans les réunions pour défendre leur point de vue. Enfin, une session « s'exprimer et communiquer » (cinq jours également) fera la synthèse.

Ceux qui veulent tout connaître de la « France contemporaine, ses mutations, la vie économique, politique et administrative » peuvent suivre un cycle de seize jours réparti sur quatre mois.

* Service de Formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 260-30-60.

TRANSPORTS

MÉTRO ANIMÉ - En plus de ses « Vendredis musicaux », la station Aubert offrira, tout l'été, dans la salle des échanges, des concerts et spectacles. Entre autres : le 4 juillet, de 16 heures à 18 heures, concert du congrès international des Petits Chanteurs, les 8, 9 et 10 juillet, de 17 heures à 18 heures : magie pour rire. Le 18 juillet, de 16 h 30 à 17 h 30, du mime. Du 22 au 25 juillet, à 13 h 45, 14 h 45, 16 heures et 17 heures : musique, danse, contes, etc. Renseignements (1) 348-41-24 et 348-41-05.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4001

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Satisfait les exigences du grammairien mais non celles du puriste. - II. Impossible à décrire de façon claire. - III. Le charme des vieux fourneaux. - IV. Base d'un championnât mondial. Pour le mathématicien ou un littéraire. - V. Lieu de formation ou formation dans un lieu. - VI. Fait rêver ou donne des cauchemars. Royaume de légende. - VII. Permettent d'assurer le service avant de remporter le set. - VIII. Possessif. A donc un geste d'apôtre. - IX. Pour certains c'est une occupation, pour d'autres la retraite. - X. Système de sécurité.

SERVICE NATIONAL

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 27 JUIN ET LE 20 JUILLET 1965

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1965/68 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

- 1) Les jeunes gens :
 - a) Dont le report d'incorporation s'effectuera à échéance avant le 1^{er} août 1985 ;
 - b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} août 1985 ;
- 2) Les volontaires :
 - a) Volontaires pour être appelés le 1^{er} août 1985 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} juin 1985, fait parvenir leur réclamation de report d'incorporation ;
 - b) Non titulaires d'un report d'incorporation administré par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 27 juin 1965 et le 30 juin 1965, ces dates incluses, reconnus avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1985 ;
 - c) Non titulaires d'un report d'incorporation administré par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 1^{er} juillet 1965 et le 20 juillet 1965, ces dates incluses, reconnus avec la troisième tranche trimestrielle de la classe 1985.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 5 août 1985.

VERTICALEMENT

1. Source d'avatars pour les uns, source de lumière pour les autres. - 2. On peut le « servir » pour l'empêcher de travailler. Consomme donc beaucoup d'énergie. - 3. Bois de l'eau. Mis sous cendre. - 4. Fait le plein d'essence. - 5. Incidents techniques. Participe passé. - 6. N'est donc pas demeuré. Qui a donc un petit creux. - 7. Oblige à se soumettre au milieu. - 8. Soldat étranger. Sont souvent suspendus dans leurs fonctions. - 9. Laisse donc froid. Carré de dames. Préposition.

Solution du problème n° 4000

Horizontalement
I. Plombiers. - II. Latin. Tuf. - III. Uval. Ciel. - IV. Mailloin. - V. En. Scie. - VI. Ais (ais). - VII. Fier. Ete. - VIII. Renda. Lus. - IX. Ere. Hets. - X. Réelles. - XI. Es. Ios. Us.

Verticalement
1. Plume. Frère. - 2. Lavan-dières. - 3. Otai. Ence. - 4. Mil-lard. LI. - 5. BN. Sio. - 6. Cosse. Les. - 7. Eincelles. - 8. Rue. Isout. - 9. Sella. Ence.

GUY BROUTY.

50 من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : 9,26 F

Le dollar s'est affaibli mercredi matin 3 juillet sur toutes les grandes places financières internationales. A Paris, il se traitait peu avant midi à 9,26 F (contre 9,3030 F mardi). Sur le marché de Francfort, son cours était tombé à 3,0420 DM (contre 3,0540 DM).

Selon les cambistes, le billet vert n'est plus porté par les achats de couverture et, à la veille du chômage qui sera observé le 4 juillet à New-York pour la célébration de l'Indépendance Day, les affaires sont redevenues très calmes.

Assurance-maladie : nouveau ralentissement du rythme annuel des dépenses

Le ralentissement des dépenses de l'assurance-maladie s'est confirmé en mai 1985 avec un taux de variation annuelle de 10 % contre 10,7 % fin avril et 10,1 % fin mai 1984, selon les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés. Le rythme de croissance annuelle des honoraires médicaux continue de progresser, mais moins fortement, passant de 10,7 % fin avril à 10,9 % fin mai. Cette dernière variation s'explique notamment par la modification de la cotation des électrocardiogrammes, la poursuite de la croissance des actes de radiologie et d'arrêt de la conjonction épidémique (diminution de 0,5 point du taux de croissance du nombre des visites). La progression des remboursements aux hôpitaux décroît de nouveau très sensiblement : + 8,6 % fin mai (+ 9,1 % dans le public et + 8,6 % dans le privé) contre 9,8 % fin avril. Fin mai 1984, le taux de progression des remboursements aux hôpitaux n'était cependant que de 7,4 %.

SOCIAL

Le déficit de la Sécurité sociale devrait se situer entre 1 et 2 milliards de francs à la fin 1985

Esprit d'équilibre à court terme, mais fragilité pour le long terme : c'est toujours ainsi que se présentent les perspectives du régime général de la Sécurité sociale, après les « ajustements » décidés par M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales (le Monde du 15 juin).

En décembre 1984, le rapport pour la Commission des comptes de la Sécurité sociale prévoyait un déficit du régime général d'environ 3,2 milliards de francs pour l'exercice 1985 (0,5 % des dépenses). Mais des projections plus récentes évaluent les chiffres plus élevés, de l'ordre de 5 milliards de francs ou davantage.

En effet, l'on constatait un double dérapage dans le secteur des dépenses de santé. D'abord des versements plus importants de la Caisse nationale d'assurance-maladie aux hôpitaux, faisant suite à un gonflement des dépenses de soins en 1984 de l'ordre de 2 milliards de francs. Ensuite, la forte progression des prescriptions médicales (+ 13,7 % en rythme annuel à la fin de mars).

Aujourd'hui, les perspectives paraissent meilleures. Les mesures prises le mois dernier devraient économiser 1,1 milliard de francs sur l'année au régime général (1), la régularisation des versements aux hôpitaux ramènerait leur croissance à un rythme plus raisonnable, les dépenses des prestations familiales seraient inférieures aux prévisions (on a vu un peu large pour les nouvelles prestations) ; en revanche, les recettes seraient légèrement supérieures aux calculs antérieurs, par suite de l'évolution des salaires au cours des premiers mois : sur l'ensemble de l'année cette augmentation (+ 0,4 %) devrait compenser la baisse attendue des effectifs salariés (- 0,9 % au lieu des - 0,6 % prévus par les comptes de décembre 1984). Au total, on prévoit maintenant un déficit limité à 1 milliard ou 2 milliards de francs à la fin de 1985.

« Passer 1986 »

Il faudra ensuite parvenir à « passer 1986 ». Et, comme l'a reconnu M. Dufour devant les représentants des caisses régionales d'assurance-maladie le 19 juin, il n'est pas sûr

que « les provisions accumulées en 1984 suffisent ». La persistance - sinon l'aggravation - du chômage et la « désindexation » des salaires vont réduire le rapport des cotisations. En revanche les charges de la branche vieillesse vont continuer à augmenter mécaniquement (d'environ 5 % l'an sans doute) par le triple effet de la démographie, de la retraite à soixante ans et de l'usage de la préretraite depuis 1980 comme moyen de limiter les licenciements. Même au valant, le rythme de croissance des dépenses d'assurance-maladie reste encore excessif. Dans les hôpitaux en particulier, le budget global ne fera sentir son plein effet qu'à partir de 1987 (jusqu'à la répartition des déficits des années antérieures). Les dépenses de la médecine libérale restent encore malheureusement maîtrisables.

Pour couvrir la croissance des retraites, on sera donc amené à augmenter les cotisations, tôt ou tard - en 1987 ou peut-être même dès 1986. En revanche, pour l'assurance-maladie, le gouvernement souhaite autant que possible éviter de jouer sur les recettes et tenter de freiner l'accroissement des dépenses, par « ajustements » progressifs. Cette politique n'est inau-

gurée au ministère des affaires sociales par M. Pierre Bérégovoy lorsqu'il a lancé son plan de redressement de septembre 1982 pour la Sécurité sociale.

Reste à trouver des ajustements qui, comme le dit à son tour M. Dufour, ne touchent pas à l'essentiel de la protection sociale et soient dans la mesure du possible producteurs d'économies à terme. C'est là que la marge se fait de plus en plus étroite. Les économies pratiquées sur les remboursements de médicaments, méthode éprouvée - elle l'a déjà été en 1977, 1980 et 1982 - ne restent sans doute pas en péril la couverture sociale des Français. Mais l'opération peut-elle être répétée indéfiniment ? Le recours à l'augmentation de la taxe sur les assurances montre les limites de ce type d'action.

GUY HERZLICH.

(1) 1,3 milliard en y ajoutant la réduction des indemnités de maternité. Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 15 juin, le supplément d'honoraires du pharmacien ne sera pas supprimé - mais il ne sera plus remboursé, le surcoût pour chaque assuré étant très faible.

AFFAIRES

PROJET D'ACCORD ENTRE FORD ET FIAT

M. Agnelli sauveur de l'automobile européenne ?

De notre envoyée spéciale

Turin. - Ce qui est bon pour Fiat est bon pour l'Europe : c'est le message que M. Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat, a voulu faire passer lors de sa traditionnelle conférence de presse à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue à Turin le 2 juillet. Un moyen de répondre aux nombreuses interrogations relatives à la possibilité d'un accord entre Fiat et l'Américain Ford.

A entendre M. Agnelli, sa préoccupation première dans la recherche d'un tel accord est l'avenir de l'industrie automobile européenne, trop sectorielle et trop divisée. « Les constructeurs européens n'ont pas, position assez forte, et il est affirmé qu'il faut leur redonner une position de 1 milliard de dollars par an quand les Américains en gagnent 10 et les Japonais 4 ».

Un risque qui en découle, c'est de voir l'automobile devenir la préoccupation de l'Europe. Pour le président de Fiat, il n'y a qu'une seule solution : la coopération. Avec une capacité de production évaluée à 2,5 millions de voitures en Europe, aucun constructeur ne pourra gagner de l'argent, sur ce continent sans nouer des alliances. Seule exception qui confirme la règle : General Motors qui peut se permettre une « stratégie de perte », à moyen terme, pour gagner des parts de marché. Sa filiale ouest-allemande, Opel, qui a perdu quel que 2 milliards de francs en 1984, est là pour en témoigner.

Malgré son redressement, Fiat n'échappera pas à la règle. L'accord avec Ford apparaît donc comme une impérieuse nécessité. M. Agnelli s'est pourtant abstenu de toute précision sur son contenu possible. « L'étude de faisabilité est achevée. Mais la négociation reste à entreprendre ». Un principe est cependant acquis : « Si l'accord se fait, il aura lieu au niveau de Fiat-Auto et non de la holding », ce qui limiterait l'impact d'une éventuelle prise de participation de Ford dans le capital.

Deux autres lignes directrices apparaissent cependant en filigrane. La première, c'est la priorité visible donnée à l'Europe dans une coopération entre Ford et Fiat. Ne serait-ce qu'en raison du repli de l'outil industriel de Fiat-Auto sur ce continent qui, avec celui de Ford, représente 25 % de la capacité de production européenne. La seconde, c'est la prééminence virtuelle de Fiat : « Notre outil de production est plus ordonné que celui de Ford et nous avons plus d'expérience que lui dans les petites voitures », a simplement déclaré M. Agnelli en guise de justification.

● **Déclaration commune CNPF-CGC-FO-CFDT** sur l'application de l'accord de 1983 sur l'encadrement. - Le CNPF, la CFDT, la CGC et FO ont signé le 2 juillet une déclaration commune pour relancer l'application de l'accord national interprofessionnel du 25 avril 1983 relatif au personnel d'encadrement, texte qui a donné lieu à la conclusion de neuf conseils professionnels dans les branches.

Les signataires de cette déclaration demandent aux branches professionnelles d'assurer l'adéquation des garanties conventionnelles en vigueur avec les orientations de l'accord.

Il est vrai que le redressement de Fiat justifie amplement l'assurance tranquille de son président. La progression de ses résultats (627 milliards de francs en 1984 contre 583 en 1983 pour le groupe Fiat-Auto) va de pair avec une amélioration générale de sa situation. L'endettement a diminué de 25 % en un an (4000 milliards de francs en 1984) alors que, dans le même temps, avec 2155 milliards de francs, les investissements - recherche et développement compris - dépassaient 10 % du chiffre d'affaires (33812 milliards de francs en 1984). Aussi, M. Agnelli apparaît-il sans doute comme le mieux placé pour prétendre à un rôle européen. « Toute personne qui peut renforcer l'industrie automobile européenne contribue au renforcement de l'Europe », a-t-il affirmé. Domage, quand même, que le seul partenaire convoité pour assurer ce renforcement soit un Américain.

CLAIRE BLANDIN.

(1) 1000 livres = 5 francs.

ENTREPRISES

● Automobile : Peugeot va augmenter son capital.

Le conseil de surveillance de Peugeot SA, devant le 3 juillet, autoriser la direction à procéder à une augmentation de capital du groupe de l'ordre de 750 millions de francs. Contrairement à ce qui fut murmuré naguère, cette augmentation de capital ne verra pas l'arrivée d'un nouvel actionnaire important (du Koweït ou d'ailleurs) mais au contraire un émiettement du capital. Pour la première fois, une société cotée en Bourse utilisera les possibilités de la loi du 3 janvier 1983, sur la suppression des droits préférentiels dont disposaient jusqu'à présent les anciens actionnaires.

Avec cette opération, la participation de la famille Peugeot - 34,4 % - déjà virtuellement en-dessous de 30 % du fait de l'émission prioritaire de bons de souscription d'actions, devrait tomber un peu au-dessous de 25 %. Ce qui en fait encore le principal actionnaire devant Chrysler et Michelin qui ne suivront vraisemblablement pas l'augmentation de capital.

● **Les chercheurs de CEA et de l'INRA s'associent.** La Commissariat à l'énergie atomique et l'Institut national de la recherche agronomique ont signé, mardi 2 juillet, une convention cadre pour une durée de trois ans, aux termes de laquelle ils mèneront des recherches en commun. Cette collaboration concernera les secteurs situés en amont des productions agricoles et le génie industriel et alimentaire. Trois thèmes prioritaires : les biotechnologies végétales, la radiobiologie appliquée aux productions animales et les techniques séparatives des matières premières agricoles.

● **Pernod-Ricard et le rachat de la Société des vins de France.** La cour d'appel d'Aix-en-Provence a confirmé, le 2 juillet, le jugement du tribunal de commerce de Marseille qui estimait que l'offre de Sénéclauze-Margnat pour le rachat de la SAVVIN, société en règlement judiciaire et actionnaire de la Société des vins de France, était recevable et conforme au protocole de juillet 1984 signé avec les créanciers de la SAVVIN. Le groupe Pernod-Ricard qui, allié au Crédit agricole (avec respectivement 45,06 % et 4,96 % du capital) contrôle la Société des vins de France est candidat au rachat des parts qui détiennent

Cinq objectifs précis pour Euréka

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens s'étant accordés le 28 juin à Milan sur la nécessité de lancer le programme Euréka, c'est maintenant au tour des techniciens de donner plus précisément corps à cette future Europe de la technologie. Il reviendra aux participants des ateliers européens de la technologie qui se tiendront à Paris à la mi-juillet, de progresser dans ce sens. Pour engager leurs travaux, ils disposeront d'un rapport du Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA) invitant à mobiliser les compétences européennes sur cinq objectifs précis et programmes à finalités claires. Ces projets touchent l'informatique, les télécommunications, la robotique, les biotechnologies et les matériaux, secteurs qui sont « le noyau dur des connaissances et des talents » propre à nous ouvrir « la porte du troisième millénaire », comme l'écrit le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas et le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, dans l'introduction à ce rapport.

Les cinq projets retenus par le rapport du CESTA sont les suivants :

● **Environnement.** - Ce projet vise à concevoir et à produire les composants de base de tout système automatique : les micro-processeurs et les mémoires. Car c'est à partir de ces éléments que peuvent être réalisés des ordinateurs de grande capacité, développés l'intelligence artificielle et les systèmes experts et élaborés « les organes artificiels » qui doteront ces systèmes automatiques « de la vue, de l'ouïe, du toucher ».

● **Environnement.** - Sous ce sigle sont regroupées les études d'outils destinés à améliorer la production en milieu industriel : robots mobiles et miniaturisés capables d'intervenir dans des environnements difficiles ; usinage et assemblage par laser et flux de particules. A cet égard, pourrait être conçu le prototype d'une usine entièrement automatisée.

● **Espace.** - Ce programme porte sur la mise en place de réseaux de communication modernes. Sont envisagés : la réalisation d'un réseau optique permettant de transmettre à faible coût la voix, l'image et les données ; l'établissement de liaisons rapides entre les centres de recherche pour créer des « universités sans murs » ; la maîtrise des techniques d'imagerie électronique.

● **Environnement.** - Il s'agit pour l'Europe d'être mieux placée dans le domaine des ressources végétales et vivantes en créant de nouvelles semences, en améliorant la transformation des ressources agro-alimentaires, en valorisant les ressources océaniques, mais aussi en luttant contre la désertification.

● **Environnement.** - Ce projet a pour objectif de combler le retard européen en matière de matériaux nouveaux, en particulier de céramiques. Ainsi pourraient être développés des moteurs-turbines d'une puissance de 500 à 1000 CV, fonctionnant à haute température et possédant de ce fait un meilleur rendement.

Pour chacun de ces projets, le rapport français précise le nom des différents organismes de recherche et sociétés européennes susceptibles d'y participer. Eux seuls paraissent en effet capables de donner à Euréka son véritable contenu et d'en faire autre chose qu'un symbole politique.

Les projets de M. Delebarre sur les CFR

Une aide de l'Etat modulée en fonction de la situation des entreprises

Le ministre du travail, M. Michel Delebarre, a dû mesurer les difficultés de sa tâche en se livrant, le mardi 2 juillet, à une consultation-marathon des partenaires sociaux sur les contrats formation recherche d'emploi (CFR), dont il rend compte au conseil des ministres de ce mercredi. Schématiquement, M. Delebarre s'est trouvé confronté à cinq attitudes différentes. Les divisions traversant tant le monde syndical que le monde patronal. Première attitude, simple et carrée, le refus de « toute intervention législative », c'est celle du CNPF. Deuxième attitude, à l'autre extrémité, l'appel à la loi. Position que défendait tant la CFDT que... la CGPMR mais avec des motivations différentes.

Pour la CFDT, ainsi que l'a expliqué M. Notat, une intervention législative doit permettre de sortir de l'impasse et éviter que les entreprises et les branches « ne soient pénalisées par l'insuccès de la CNPF ». Pour M. Brunet (CGPMR), « il est nécessaire que l'Etat prenne ses responsabilités et légifère », afin que chaque entreprise soit libre de recourir ou non aux CFR.

La surprise de FO

La troisième attitude est venue de la CGT : c'est celle de l'hostilité totale à des formules qui donneraient plus de « facilités » au patronat - privé et nationalisé - pour licencier. Les hypothèses de M. Delebarre, a souligné M. Vianet, « naviguent entre le pire et le meilleur ». La quatrième attitude réunit la CGC et la CFPC dans une note prédictive à une inscription non législative - des pouvoirs publics aux CFR. La CFPC évoque un arrêté ou un décret qui étendrait les contrats de conversion de la sidérurgie et de la navale. La CGC préférait une « recommandation » prévoyant des « minima » pouvant être dépassés, dans la négociation dans des branches ou des entreprises.

Mais la surprise est venue de FO qui a soutenu une cinquième position. M. André Bergeron a indiqué

qu'il allait prendre des initiatives pour tenter d'ici la fin de la semaine de « relancer la négociation » avec le CNPF. En cas d'échec, a-t-il indiqué, « nous demanderons l'intervention de l'Etat ». Cette initiative a peu de chances d'aboutir. Les partenaires sociaux doivent se rencontrer le 8 ou le 12 juillet pour évaluer la situation des échanges en fin de l'année. M. Chopard s'en tient à ses propositions du 24 juin, rejetées par les syndicats, tout en disant qu'elles ont « peut-être été mal comprises par certains et déformées par d'autres ».

Face à une telle situation, M. Delebarre, qui n'est entré en contact avec M. Fabius, va devoir trancher. Or si une intervention législative paraît acquiescée, « deux écoles » coexistent au sein du gouvernement. Il y a ceux qui veulent privilégier la négociation de branche pensant que dans la métallurgie ou les travaux publics par exemple il y a des possibilités de négocier. D'autres jouent la carte de l'entreprise en indiquant qu'il n'y a pas « d'avantages à donner au patronat dans les branches les moins bloquées des négociations ».

Mardi matin, on s'orientait vers la deuxième solution sans que cela empêche les branches qui le souhaitent de négocier. Le projet de loi - cadre en son - qui serait adopté au Conseil des ministres du 10 juillet après nouvelle consultation, encouragerait, pour les CFR, un système de convention du FNE avec les entreprises. Fondé sur le double volontariat des entreprises et des salariés (le Monde du 3 juillet), il ouvrirait cette voie en rajoutant un paragraphe à l'article L.322-4 du Code du travail sur « les actions de reclassement, de placement et de reconversion professionnelle » dans le cadre du FNE.

Le financement de l'Etat sera modulé en fonction de la situation de l'entreprise et de la qualité de son plan social. Le débat continue sur l'opportunité d'inciter à la négociation par des formules d'exonérations sociales.

MICHEL NOBLECOURT.

L'ENGORGEMENT DE TRANSPAC

Fragilité

Plus la société s'informatise, plus elle devient, paradoxalement, fragile. Le moindre choc d'un ordinateur désorganise complètement une entreprise, une institution, l'Etat. Et, comme toujours, c'est lors d'un accident que les responsables s'aperçoivent qu'ils ont, imprévoyants, bâti un château de cartes.

Le blocage d'un réseau Transpac le 18 juin, dû à un engorgement du trafic des Minitel et à une collision avec les liaisons inter-ordinateurs des entreprises, fait comprendre, bêtises trop tard, combien les réseaux télé-informatiques sont devenus à la fois des outils essentiels au fonctionnement des économies modernes et des systèmes hyper-fragiles. On le savait : sans électricité, la France s'arrête. Aujourd'hui, sans Transpac, les sociétés de vente par correspondance, les grandes banques, les grandes entreprises ne peuvent plus produire. Les incidents sur Transpac

ont donc pour elles des conséquences graves, qui se prolongeront en partie car cet été puisque la disponibilité totale du réseau ne sera pas rétablie avant septembre.

Les PTT en sont conscients, et c'est pourquoi ils ont décidé d'abord de déléter provisoirement le trafic de la fonction « kiosque » des Minitel (le service téléphonique des quotidiens) et ensuite de suspendre la distribution gratuite de ces appareils aux particuliers jusqu'à la rentrée. C'est un choix délibéré, favorable aux liaisons professionnelles, mais qui lève les appels privés d'interrogation des journaux. Le *Parisien libéré* (n° 1 sur ce marché) ne s'y trompe pas et dénonce cette priorité donnée aux entreprises dans son édition du 3 juillet.

Au-delà de ce choix des PTT - en fait difficilement contestable - la question qui se pose est bien évidemment celle du mélange de trafics dif-

férents sur un même réseau. Cela conduit forcément à privilégier l'un aux dépens de l'autre en cas d'incident.

Plus globalement, le monopole des PTT et leur schéma de pensée marqué par le service public - un même réseau pour tous - risquent d'être mis en cause. L'accident de Transpac va inévitablement donner des arguments à une « déséglementation » des PTT.

Il faudrait pourtant éviter toute conclusion hâtive et ne pas oublier que Transpac et le Minitel sont des succès, et que ce sont même leurs qualités et leur trop grand succès qui sont à l'origine d'un surplus de trafic et des débordements. Les PTT ont un rôle nodal dans la modernisation française : l'Etat, en l'occurrence, « ça marche », le Minitel et Transpac sont enviables par d'autres pays. D'où une exigence : l'arrêt est interdit.

E. L. B.

Le Monde
Croissance imposée
sur une partie de l'At

POUR UN MK

1350 من الأصول

TIERS-MONDE

LE RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE

Croissance impossible pour une partie de l'Afrique

Pour aider l'Afrique à faire face à une crise sans précédent, la Banque mondiale a créé un fonds spécial pour l'Afrique, devenu opérationnel au début de la semaine. Ce fonds doit permettre de réunir, sur trois ans, des crédits gouvernementaux supplémentaires d'un montant de 1,2 milliard de dollars pour aider le continent le plus déshérité du monde. Il excusera prochainement environ 200 millions de dollars de contributions initiales. Certains pays se sont engagés à participer, à la notable exception des États-Unis.

Les pays pauvres d'Afrique sont exclus des hypothèses de croissance des pays en voie de développement (PVD), estime la Banque mondiale dans son Rapport pour le développement 1985. Au mieux, le revenu moyen par habitant restera à son niveau actuel, ce qui représente déjà une régression. Au pire, il baissera encore. La responsabilité en incombe en partie à ces pays puisqu'ils ont utilisé les capitaux extérieurs pour financer la consommation ou réaliser de vastes projets publics qui, en général, n'ont guère contribué à la croissance économique ni à l'expansion des exportations, seul moyen d'assurer le service de la dette.

La Banque mondiale est un peu plus optimiste quant aux perspectives de croissance des autres PVD, à la condition qu'ils persistent dans la voie de l'ajustement : ils doivent continuer à pratiquer une politique monétaire et budgétaire de rigueur, afin de maintenir le solde extérieur et éviter les errements du passé. Les pays qui ont le plus de problèmes à rembourser leur dette ne sont pas nécessairement ceux aux engagements extérieurs les plus lourds, ni ceux qui ont souffert des plus grands chocs extérieurs. Le renchérissement des prix pétroliers et la récession prolongée dans les pays industrialisés commentent les experts. Les capitaux étrangers ne sont qu'un complément, en aucun cas un substitut aux efforts intérieurs. On doit appliquer à leur utilisation les mêmes critères d'efficacité qu'à celle des ressources internes.

Les pays industrialisés ont aussi leur part de responsabilité dans les difficultés économiques du reste du monde : ils ont fermé leurs frontières aux pays sous-développés et laissé augmenter les taux d'intérêts réels, peu soucieux d'alourdir encore le

fardeau de la dette des pays pauvres. Cela explique les recommandations que la Banque mondiale leur adresse également. Il est indispensable que les pays industrialisés restreignent leur économie. Alors seulement, la politique d'ajustement des PVD débouchera sur la reprise de leur croissance et le rétablissement de leur capacité d'emprunt. Sinon, le tiers monde sera incapable de rembourser ses dettes, dont les deux tiers environ devront être refinancés au cours des cinq prochaines années, menaçant la stabilité de l'ensemble du système mondial.

La Banque mondiale qualifie les effets de la rigueur préconisée dans deux scénarios possibles pour l'économie mondiale. Si - conformément à ses recommandations - les pays industrialisés font baisser les taux d'intérêts réels de 6,8 % en moyenne aujourd'hui à 2,5 % et qu'ils diminuent leurs protections douanières, leur propre croissance économique atteindra 3,5 %, et celle des PVD 5,5 %, grâce à un développement de 6,7 % de leurs exportations. Dans l'hypothèse basse en revanche, les taux réels restent inchangés. La croissance des pays développés tomberait alors à 2,7 %, et celle des PVD - dont les exportations ne progresseraient que de 3,5 % - serait de 4,1 % seulement.

Le rapport conclut que, à l'instar des liens commerciaux, les liens financiers entre pays industrialisés et États en développement sont devenus partie intégrante de l'économie mondiale. C'est pourquoi la réussite de la période de transition actuelle, « une phase essentielle et intermédiaire avant de retourner à une période de croissance soutenue et de relations normales entre emprunteurs et prêteurs », dépend de la patience et de l'imagination de tous.

ÉTRANGER

En RFA

Le poids du service de la dette oblige à maintenir la rigueur budgétaire

De notre correspondant

Bonn. - Les derniers arbitrages budgétaires au sein du gouvernement ouest-allemand n'ont pas apporté de surprises particulières. Présenté, mardi 2 juillet, par le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, le projet de budget pour l'année 1986, qui sera débattu à l'automne, reste, malgré la mise en place d'une première tranche de réductions fiscales au 1^{er} janvier, dans le cadre de la stricte politique de consolidation inaugurée par le gouvernement dès son arrivée au pouvoir en 1982.

La croissance des dépenses gouvernementales a été fixée à 2,4 %, contre 2,6 % pour l'année en cours, pour un budget dont le montant total s'élève à 263,9 milliards de deutschemarks (259,3 milliards en 1985). Le déficit prévu reste au niveau de l'année dernière, soit 24,95 milliards de deutschemarks. A lui seul, le service de la dette, pour lequel le gouvernement devra verser 34,5 milliards de deutschemarks, représente environ 11 % de ce budget. Selon les prévisions actuelles, il s'élèvera à 13 % au terme du plan de financement à moyen terme, en 1989.

Cet accroissement continu du service de la dette n'est pas l'une des moindres raisons qui ont amené le gouvernement, selon les vœux de M. Stoltenberg, à résister aux pressions qui se sont exercées de toutes parts au cours des derniers mois, que ce soit au sein de l'opposition ou des partis de la majorité, pour mener une politique davantage axée sur la lutte contre le chômage. Celle-ci n'ont en définitive pas réussi à faire modifier les grandes lignes de la politique jusqu'ici en vigueur. Si M. Stoltenberg préfère parler d'une « pause » dans la consolidation, l'expression semble essentiellement tactique.

Seul le bâtiment, qui se trouve dans une situation catastrophique, a eu le droit à un traitement de faveur. Parmi les mesures adoptées figurent notamment une réduction de cinquante à vingt-cinq ans de la durée de l'amortissement fiscal pour les nouveaux bâtiments d'entreprise ainsi que des possibilités de déductions fiscales pour l'amélioration des installations de chauffage dans les habitations. Le gouvernement fédéral triple également son budget d'aide en faveur des programmes d'améliorations urbaines, qui pas-

sera en 1986 et 1987 à 1 milliard de DM et dont on attend un effet multiplicateur sur l'investissement des municipalités et des gouvernements des Länder. Enfin les crédits mis à la disposition des communes pour leurs besoins d'équipement, notamment dans le domaine de l'environnement, passent de 200 millions à 800 millions de DM pour ces deux années.

Au chapitre des dépenses, le budget 1986 reflète également les décisions arrêtées ces derniers mois en faveur des familles avec enfants, dont le ministère de tutelle voit son budget augmenter de 13,3 %, passant de 16 milliards de DM à 18,2 milliards de DM. Les autres bénéficiaires sont les ministères de la défense (+ 3,1 %), de l'agriculture, dont le budget, en augmentation de 3,6 % (6,8 milliards de DM) continue de refléter les mesures arrêtées l'année dernière pour compenser les pertes de revenus provenant du budget de la Communauté européenne.

Le ministère de la recherche et de la technologie voit pour sa part son budget augmenter de 3,6 %, passant de 7,1 milliards de DM à 7,4 milliards de DM. Le budget allemand ne prévoit cependant pour 1986 aucune ligne budgétaire pour les programmes de coopération technologique européenne Euréka. Au cours de sa présentation, M. Stoltenberg a souligné que les discussions en cours allaient durer longtemps et rappelés qu'il n'était pas question d'instituer une nouvelle bureaucratie européenne. Il a suggéré que cette coopération soit financée davantage par un report des dépenses engagées au niveau national.

Les principales victimes de la politique de consolidation budgétaire seront en définitive les secteurs économiques qui bénéficiaient de subventions, notamment l'acier et le charbon, les aides de l'État diminuant de 14,4 milliards de DM à 13,4 milliards de DM, soit de 6,9 % et le gouvernement prévoit dans son plan de financement à moyen terme une réduction moyenne annuelle de 6,5 %. La sidérurgie ne percevra plus aucune aide à partir de 1986. Dans le secteur des chantiers navals, l'aide reviendra de 230 millions à 200 millions.

HENRI DE BRESSON.

FAITS ET CHIFFRES

ÉTATS-UNIS

● Reprise des commandes à l'industrie en mai. - Une reprise des commandes dans une série de secteurs de l'économie américaine a été enregistrée en mai, a annoncé le département américain du commerce. La progression a été de 2,1 % dans les commandes sur les industries de transformation (contre une baisse de 0,3 % en avril), de 9,7 % dans les ventes de maisons individuelles (- 11,5 % en avril) et de 9,9 % dans les commandes de matériels de transport, par rapport au mois précédent. Les commandes de biens durables ont augmenté de 3,2 % (contre 4,1 % annoncé dans une première estimation) et celles de biens non durables de 0,9 %.

Cette progression a reflété pour une bonne part une croissance de 43,5 % des commandes militaires. Sans ces dernières, la hausse des commandes aux industries de transformation n'aurait été que de 0,8 %, celles de matériel de transport auraient même baissé de 1 %. - (AFP.)

● Australie : les agriculteurs manifestent. - Environ quarante mille agriculteurs, opposés aux mesures fiscales que le gouvernement australien envisage d'adopter, ont

conspué le premier ministre, M. Bob Hawke, qui s'adressait le 1^{er} juillet au Parlement.

Cette manifestation, la plus importante que les agriculteurs aient jamais organisée dans le pays, visait à protester contre les projets du gouvernement d'imposer un impôt sur les plus-values, d'instaurer des droits de succession ainsi que de nouvelles taxes sur l'essence.

M. Hawke, qui a dû quitter le Parlement sous la protection de la police, a seulement promis aux agriculteurs qu'il étudierait la question du prix de l'essence dans le cadre du budget 1985-1986. - (AFP.)

● L'Association de presse France-Japon organise, le jeudi 4 juillet 1985, de 17 h 30 à 19 h 30, à l'Académie diplomatique internationale (4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris), un débat sur les relations économiques franco-japonaises qui sera animé par Jean-Claude Courdy et auquel participeront MM. Alain Gomez, PDG de Thomson et Hideyasu Nasu, PDG de Sumitomo France.

RECTIFICATIF. - A propos de l'étude de Paribas sur les méfaits d'une dévaluation (le Monde du 3 juillet, page 29), c'est par erreur que nous avons fait état de la dévaluation du mois d'août 1962. Il s'agissait d'août 1969.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ des	+ hour.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	
S E-U.	9,2520	9,2520	+ 125	+ 205	+ 380	+ 410	+ 1 085	+ 1 185
S can.	6,8170	6,8170	+ 31	+ 55	+ 89	+ 126	+ 226	+ 293
Yen (100)	3,7294	3,7294	+ 123	+ 135	+ 251	+ 268	+ 740	+ 792
DM	3,0427	3,0444	+ 118	+ 131	+ 245	+ 261	+ 724	+ 768
Francs	2,7007	2,7023	+ 74	+ 83	+ 155	+ 168	+ 481	+ 519
F.R. (100)	15,1152	15,1238	+ 179	+ 236	+ 373	+ 472	+ 1 051	+ 1 338
E.S.	3,6389	3,6416	+ 145	+ 161	+ 300	+ 320	+ 889	+ 951
L. (1 000)	4,7710	4,7738	+ 156	+ 130	+ 259	+ 260	+ 883	+ 799
Euro	12,0631	12,0935	- 278	- 224	- 498	- 422	- 1 092	- 2 507

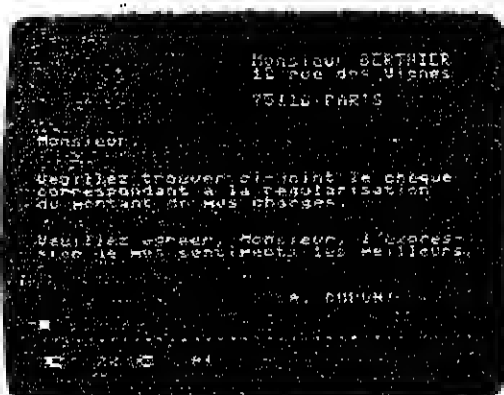
TAUX DES EUROMONNAIES

	8	8 1/4	7 11/16	6 13/16	7 11/16	7 13/16	7 7/8	8
DM	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 3/16
Francs	6 3/4	7	6 11/16	6 13/16	6 5/8	6 3/4	6 9/16	6 11/16
F.R. (100) ..	8 5/8	9 1/8	8 5/8	8 7/8	8 11/16	8 15/16	8 15/16	9 3/16
E.S.	3	4	5 3/16	5 5/16	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8
L. (1 000) ..	13	14	13 1/2	13 7/8	13 1/2	13 7/8	13 7/8	14 1/8
E. franc.	12 3/4	13	12 5/8	12 3/4	12 1/2	12 5/8	12 1/4	12 3/8
F. franc.	10 1/16	10 5/16	10 3/16	10 7/16	10 5/16	10 9/16	10 9/16	10 13/16

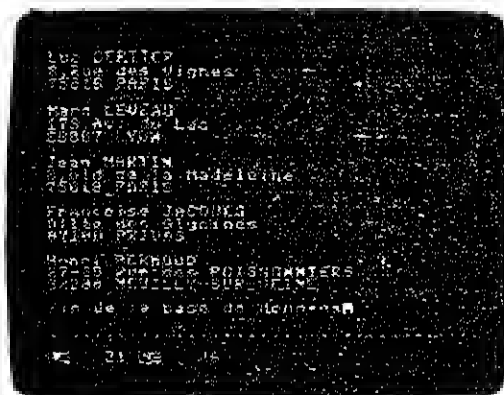
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

1990^F

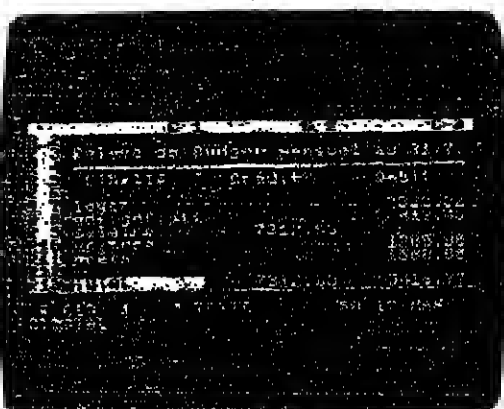
POUR UN MICRO-ORDINATEUR + 4 LOGICIELS INTÉGRÉS !



Traitement de texte.



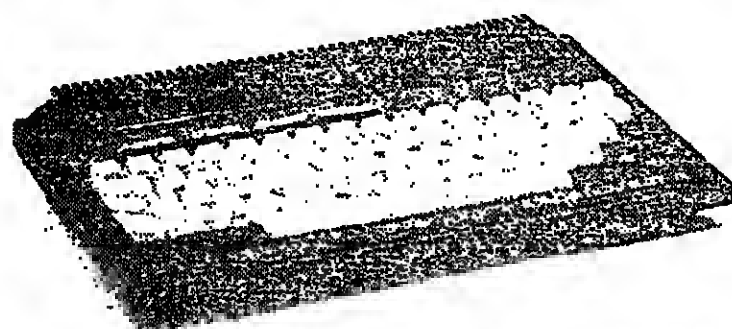
Gestion de fichiers.



Tableaux.



Graphique.



COMMODORE PLUS/4 : UN CONCEPT UNIQUE !

LE PLUS/4. Un micro-ordinateur puissant (64 K RAM de mémoire centrale) spécialement conçu pour faciliter la vie et vous aider à apprivoiser l'ordinateur. Ses caractéristiques : un traitement de texte pour effectuer vos lettres et rapports ; un fichier pour gérer, classer, trier ; un tableau pour créer et modifier à volonté vos tableaux plus simplement encore qu'avec une calculatrice ; un graphique pour visualiser les résultats.

LA CLASSE AU-DESSUS. Un basic évolué 3.5 puissant et facile d'utilisation, un assembleur résident. AUTRE SURPRISE. Son prix : 1990 F TTC.

Commodore
COMPUTER

Commodore France - 8, rue Copernic - 75016 Paris.

CHAPEAU COMMODORE !

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA BANQUE PETROFIGAZ

spécialiste du financement de l'énergie
au service des particuliers, des entreprises
et des collectivités.
Prêts pour l'installation du chauffage au gaz
Prêts pour les économies d'énergie
Prêts pour l'amélioration de l'habitat

augmente son capital

Une note d'information portant le visa COB n° 85-205 en date du 19 juin 1985 est tenue, sans frais, à la disposition du public au siège de la Société et dans les établissements chargés du placement. B.A.L.O. du 17/1985

De Dietrich

L'assemblée générale ordinaire du 28 juin 1985 a statué sur les comptes et les résultats de l'exercice 1984. Les résolutions présentées par le conseil d'administration ont été approuvées.
La mise en paiement du dividende a été fixée au 10 juillet prochain pour un montant net de 29 F (soit fiscal 14,50 F) contre présentation du coupon n° 35.
Au cours de cette réunion, M. Gilbert de Dietrich, président-directeur général, a tenu à faire part de la situation à ce jour de la société dans l'attente de la fin de l'exercice 1985.
Malgré une conjoncture encore difficile et une vive concurrence internationale, notre chiffre d'affaires et nos résultats ont progressé.
Ces derniers restent cependant, en francs constants et en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires, inférieurs à ceux réalisés par le passé.
Les objectifs que nous nous sommes fixés pour l'exercice en cours représentent pour nos quatre divisions une activité en progression.
C'est pour cette raison que votre conseil a proposé à l'assemblée une majoration modérée de notre bénéfice distribué.

A fin mai, notre chiffre d'affaires de 917 millions de francs marque une progression de 10 % et se décompose comme suit :

CHIFFRE D'AFFAIRES	1984	1984/1983	1985	1985/1984
Divisions	(en MF)	(en %)	(en MF)	(en %)
Équipement ménager	303,4	+ 5	335,9	+ 11
Équipement thermique	190,2	+ 22	231	+ 21
Équipement chimique	72	+ 12	80,6	+ 12
Ferroviaire et aéronautique	262,7	+ 75	265,9	+ 1
Activités forestières	4,7	+ 7	3,8	- 19
Total	833	+ 26	917,2	+ 10

Notre chiffre d'affaires, totalisant 234 millions de francs, a augmenté de 30 %.
Conscients de la nécessité de poursuivre la modernisation et la rentabilité de notre outil de travail, nous engageons en 1985, au titre des investissements, une somme de 70 millions contre 52 millions en 1984.

Depuis 1965, la société De Dietrich et C^o exerce ses activités dans le cadre d'une association en participation avec ses trois filiales : De Dietrich-Idéologie, De Dietrich-Chimie et De Dietrich-Forêt.
D'importantes modifications intervenues depuis quelques années en droit des sociétés ainsi qu'en droit fiscal et comptable ont conduit votre conseil à réviser nos statuts actuels.

L'examen de cette révision a permis d'apparaître l'intérêt d'une fusion entre la société De Dietrich S.A., absorbante, et ses trois filiales précitées auxquelles s'ajouteraient la Compagnie Immobilière et Financière De Dietrich.
La fusion permettrait une profonde réorganisation de la structure interne du groupe puisque la société De Dietrich et C^o serait désormais propriétaire exploitante de tous les actifs de ses actuelles filiales.

Il n'est résulté de cette révision aucune modification du statut du personnel, puisque celui-ci dépend directement de la société De Dietrich et C^o.
Par ailleurs, notre structure de direction et de gestion par divisions et centres de profit sera maintenue.

Ce projet de fusion est actuellement à l'étude. Il est donc prématuré d'en évoquer d'ores et déjà les conditions juridiques et financières. Mais il est certain que cette opération interne au groupe, réalisant une absorption de quatre filiales détenues à 99,98 %, ne peut affecter la valeur consolidée de la société De Dietrich.

Dès que le principe de la fusion et ses conditions financières auront été arrêtés, il sera porté à votre connaissance, étant rappelé que la décision de fusion revient à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le Carnet des Entreprises

CALBERSON

Rudolphe LAMBERT

a été nommé président-directeur général de la COMPAGNIE GÉNÉRALE CALBERSON où il succède à Guy CRESCENT, porté à la présidence d'honneur.

Agé de soixante-cinq ans, Guy CRESCENT était entré chez CALBERSON en 1939 et en était le président depuis 1962 ; il a développé un groupe qui comprend plus d'une centaine de filiales dans les métiers du transport et emploie plus de douze mille personnes.

Rudolphe LAMBERT, H.E.C., âgé de quarante-neuf ans, a commencé sa carrière chez PROCTER & GAMBLE. Entré en 1963 à la PRÉFÉRIE RENAULT, il occupera successivement les postes de directeur des ventes ALLEMAGNE, la direction générale d'EUROPCAR en FRANCE, la direction générale de RENAULT en GRANDE-BRETAGNE, avant d'assumer de 1976 à 1982 la direction de la Régie pour l'Amérique du Nord, où il négociera les accords liant AMERICAN MOTORS à RENAULT.

Entré chez CALBERSON le 1^{er} septembre 1982, Rudolphe LAMBERT a été successivement secrétaire général, puis directeur général à compter de juin 1984.

Rudolphe LAMBERT est chevalier de l'ordre national du Mérite.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-88-32.

RICOLÈS-ZAN SA

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société Ricolès-Zan SA a eu lieu le 24 juin 1985, sous la présidence de M. Henri Girardet, a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 190 millions de francs, en augmentation de 6 % sur l'exercice précédent. Le part des ventes à l'étranger progressant de 5,4 % à 8,2 % des ventes totales.

Les résultats financiers ont été fortement améliorés par les effets conjugués de la réglementation des prix et de la dégradation des conditions de vente.

Le bénéfice net n'est que légèrement positif : 0,4 million de francs contre 4,95 en 1983, après déduction des amortissements de 5,3 millions de francs.

Afin de préserver la capacité d'investissement de la société, l'assemblée générale a décidé de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1984.

Le début de l'exercice 1985 est marqué par un certain fléchissement des ventes, le chiffre d'affaires à fin avril marquant un recul de 2,1 % sensible à celui de l'ensemble de la profession.

L'assemblée a, par ailleurs, renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Henri Girardet et Guy de La Motte-Boulonnais pour six ans.

SILIC

L'assemblée générale ordinaire, réunie sous la présidence de M. Louis Moreau, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice net de 87 127 000 F, dont 33 796 000 F de résultat exceptionnel.

Le résultat courant s'établit ainsi à 53 331 000 F contre 43 543 000 F en 1983.

L'assemblée a fixé le dividende net à 32,40 F (dont 1,68 F de plus-value à court terme) contre 26,25 F en 1983, soit une progression hors plus-value de 17 % pour les 1 463 910 actions qui composent le capital au 31 décembre 1984, en offrant aux actionnaires de recevoir ce dividende à leur choix :

— soit en numéraire à compter du 31 juillet 1985 contre remise du coupon n° 22 ;

— soit en actions créées jadis le 1^{er} juillet 1985 s'il en fait la demande au plus tard le 28 août 1985 auprès des établissements prévus.

Cette option devra porter sur la totalité du dividende mis en distribution, soit 32,40 F par action.

Le prix de l'action remise en paiement du dividende sera de 689 F.

Dans son allocution, le président a souligné que l'exercice en cours se déroule conformément aux prévisions et s'est félicité que le bâtiment de Rungis début du deuxième trimestre, est maintenant livré en totalité, ce qui permet de lancer une nouvelle tranche pour laquelle des négociations sont déjà en cours avec des promoteurs éventuels.

Réuni le 28 juin 1985, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, le conseil d'administration de la SILIC, sous la présidence de M. Louis Moreau, a désigné comme directeur général M. Georges Martin en remplacement de M. Dufour, qui prend sa retraite et à qui

le conseil d'administration adresse ses félicitations et ses vifs remerciements pour l'activité qu'il a déployée au sein de la société depuis de longues années.

Les loyers du premier semestre 1985, ainsi que ceux du 1^{er} juillet au titre du troisième trimestre s'élèvent à 77,2 millions de francs contre 69,7 millions de francs pour la période correspondante de 1984, soit une progression de 10,76 %, ce qui permet d'espérer un montant total de loyers d'environ 103,5 millions de francs pour l'exercice en cours.

En incluant les produits financiers, les recettes de 1985 devraient atteindre 107,8 millions de francs contre 99,5 millions de francs en 1984.

De plus, le président a annoncé qu'une assemblée générale extraordinaire serait convoquée dans le courant du quatrième trimestre 1985 en vue de statuer l'apport à la SILIC de divers immeubles immobiliers, situés sur les sites de Bures-Croix, la Défense, Cergy-Pontoise et Paris-Nord.

Ces immeubles récents, de nature comparable à ceux construits sur les sites de Rungis et d'Evry, produisent des recettes locatives qui peuvent être estimées à 55,6 millions de francs pour 1985.

La réalisation de cette opération procurera à SILIC avec la diversification géographique de son patrimoine, une augmentation importante de ses fonds propres et le renforcement de sa capacité d'investissement et d'endettement.

Les conditions de ces apports seront soumises à la vérification des commissaires aux apports désignés à cet effet.

Cette opération devrait permettre à SILIC de consacrer, tant pour l'exercice 1985 que pour les exercices ultérieurs, une progression satisfaisante de son dividende.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Électricité de France, obligations juin 1984 13,70 %

Les intérêts courus du 18 juin 1984 au 17 juin 1985 sur les obligations Électricité de France 13,70 % juin 1984 seront payables, à partir du 18 juin 1985, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 F (montant global : 685 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 102,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,85 F, faisant ressortir un net de 506,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable, soit 13,50 % pour 1985

Les intérêts courus du 18 juin 1984 au 17 juin 1985 sur les obligations Électricité de France à taux révisable juin 1984 seront payables, à partir du 18 juin 1985, à raison de 607,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67,50 F (montant global : 675 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 101,20 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,75 F, faisant ressortir un net de 499,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-559 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières les deux coupons ci-dessus mentionnés ne sont pas matérialisés par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable, remboursables avec prime (Indemnisation Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1984 au 31 mai 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable (Indemnisation Électricité de France-Gaz de France) seront payables, à partir du 1^{er} juin 1985, contre détachement du coupon n° 37 ou estampillage du certificat nominatif, à raison de :

104,30 francs net par obligation de 100 francs nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 14,23 francs (montant global de 118,53 francs).

52,15 francs net par demi-obligation de 50 francs nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 7,12 francs (montant global de 59,27 francs).

10,43 francs net par dixième d'obligation de 10 francs nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,43 franc (montant global de 11,86 francs).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date, les 296 389 titres de 100 francs nominal, sortis au tirage du 31 mai 1985 et compris dans la série de numéros 6 540 434 à 6 871 040 et 6 895 192 à 7 061 018, consentent de porter leurs intérêts sur des obligations contre remise des titres, coupon n° 38 au 1^{er} juin 1986 attaché, à 3 391,15 francs, déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement ont été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 8 avril 1946 et des textes subséquents, d'après un prélèvement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1984 d'un montant total de 1 580 424 210,10 francs, soit :

1 130 219 377,86 francs pour Électricité de France.
450 204 832,24 francs pour Gaz de France.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

Numéros	Année de rachat, oblig. 100 F	Prix de rachat	Numéros	Année de rachat, oblig. 100 F	Prix de rachat
1 à 21 655	1961	229,14	7 116 643 à 7 215 645	1981	1 771,39
100 464 à 111 993	1961	229,14	7 215 646 à 7 322 314	1986	1 762,30
517 833 à 639 868	1969	332,30	7 322 315 à 7 438 451	1981	1 771,39
731 085 à 874 872	1963	267,85	7 438 452 à 7 637 882	1974	1 683,62
948 403 à 997 772	1969	212,74	7 637 883 à 7 697 799	1981	1 771,39
997 773 à 1 125 296	1959	209,18	7 700 891 à 7 770 190	1983	2 532,54
1 125 297 à 1 207 941	1960	219,74	7 770 191 à 7 883 368	1953 *	1 662,86
1 207 942 à 1 664 139	1971	414,16	7 883 369 à 8 065 253	1983	2 532,54
1 664 140 à 2 086 996	1980	1 367,15	8 065 254 à 8 232 039	1986	335,35
2 086 997 à 2 414 171	1976	102,26	8 232 040 à 8 261 587	1983	2 532,54
2 414 172 à 2 706 016	1979	116,57	8 261 588 à 8 398 445	1983	2 532,54
2 706 017 à 2 909 004	1973	509,29	8 398 446 à 8 662 892	1972	438,33
2 909 005 à 3 147 996	1979	116,57	8 662 893 à 8 734 701	1970	380,25
3 147 997 à 3 365 672	1977	905,44	8 734 702 à 8 925 439	1984	2 622,11
3 365 673 à 3 775 224	1975	678,44	8 925 440 à 9 366 486	1982	2 125,29
3 775 225 à 3 800 536	1977	905,44	9 366 487 à 9 441 487	1962	236,97
3 800 537 à 3 940 922	1984	266,65	9 441 488 à 9 565 387	1979	1 945,54
3 940 923 à 3 969 774	1987	163,69	9 565 388 à 9 631 080	1962	236,97
3 969 775 à 5 833 529	1987	314,54	9 631 081 à 9 733 999	1961	229,14
5 833 530 à 6 000 000	1965	283,17	9 734 000 à 9 734 041	1962	236,97
6 000 001 à 6 467 246	1966	297,52	9 734 042 à 9 739 395	1982	2 125,29
6 467 247 à 6 899 191	1978	1 012,82			

(*) Série assujettie par la prescription à compter du 1^{er} juin 1985.
Détachement d'obligations de 10 francs (Portant l'une des lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J ou K.)
6 000 001 à 6 016 189 1965 28,32
6 016 190 à 6 095 868 1967 31,50

Le montant de la retenue à la source résultera aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiaires de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

14 222,25 francs par obligation de 100 francs nominal.
7 111,13 francs par demi-obligation de 50 francs nominal.
1 422,23 francs par dixième d'obligation de 10 francs nominal.

Sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 3 mai 1985).
448,7941 francs par obligation de 100 francs nominal.

PUBLICIS S.A.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 28 juin 1985 sous la présidence de M. Marcel Bleustein-Blanchet, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice net de 5 472 643 000 francs.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 5 472 643 000 francs, le bénéfice consolidé du groupe s'est élevé à 66 542 000 francs, après constatation d'un profit exceptionnel de 5 172 000 francs, sur la cession d'un actif immobilier.

L'assemblée a décidé que le dividende, fixé à 22,50 francs par action, sera payé au plus tard le 15 juillet 1985.

PRICE WATERHOUSE & PARTNERS, France

Christina FILIOL, entre comme directeur chez Price Waterhouse & Partners, société de conseils financiers internationaux. Il sera placé directement sous l'autorité de M. André George, associé.

Christian FILIOL, quarante ans, HEC, MBA Stanford, a commencé sa carrière chez Copey-Tyburne en 1971. Il rejoint Paris en 1973 où il est successivement adjoint du contrôleur de gestion, puis chargé du développement du service de gestion de trésorerie, puis enfin chargé de la gestion d'un portefeuille de grands clients internationaux.

Depuis novembre 1983, il était responsable, au sein du département international de Paris, des activités de la Banque en Grande-Bretagne et en Irlande.

Merlin

MERLIN IMMOBILIER

L'assemblée générale s'est tenue le 26 juin sous la présidence de M. Merlin, président-directeur général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et a fixé le 15 juillet la date de mise en paiement du dividende de 14 F net assorti d'un avoir fiscal de 7 F à chacune des 525 000 actions composant le capital social.

L'assemblée a ratifié la nomination de M. Roland Goffi, directeur général, aux fonctions d'administrateur.

Évolution récente et perspectives
Le conseil d'administration dans son rapport a notamment précisé :

Le redressement enregistré dans la deuxième partie de l'année 1984, et plus particulièrement au cours du dernier trimestre, s'est confirmé au cours des premiers mois de 1985.

En effet, les prix de commandes nettes de déstockage du 1^{er} janvier au 15 avril s'élevaient à 992 réservations, contre 607 pour la période correspondante de 1984.

1985 marque également notre retour en Vendée. Nous avons obtenu des autorisations de construction 730 logements, dont 220 ont été réservés au 30 avril 1985, correspondant à un chiffre d'affaires de 44 millions de francs TTC.

Nous maintenons, également, notre présence en Languedoc-Roussillon, avec la résidence « Le Carlton » à Port-Launay, dont la commercialisation des 170 appartements intervient depuis juin 1985.

En Normandie, à Cabourg-Plage, 164 appartements ont été commercialisés pour 35 millions de francs.

A Villers-sur-Mer, le « Desvilliers Plage I » s'élève pour 29 millions de francs d'affaires correspondant à 114 unités vendues sur les 248 construites au programme, et nous pensons que celui-ci sera entièrement vendu pour la fin du présent exercice.

Sur la Côte d'Azur, dans le Var, nous poursuivons notre ensemble immobilier de La Londe Les Bains, avec un complément de 336 logements répartis aux 325 en cours de construction et dont la commercialisation est des plus satisfaisantes, à savoir que 170 appartements ont été vendus en un an (avril 1984/1985) au prix unitaire moyen de 350 000 F.

L'exercice en cours marque également l'implantation de notre société dans les Alpes Maritimes, à Roquebrune Cap-Martin, avec un ensemble immobilier de 150 logements dont la mise en vente devrait intervenir au cours du troisième trimestre 1985.

En montagne, notre prudence nous conduira à différer environ 200 appartements répartis sur trois sites.

Nos réserves financières s'élèvent principalement en Normandie et en Vendée représentant 1 500 appartements offrant une potentialité de chiffre d'affaires de 330 millions de francs.

L'ensemble des éléments de notre politique, s'il se confirme, nous permettront d'échanger avec optimisme le déroulement de l'exercice en cours, d'autant plus que les pouvoirs publics, à travers le débloquant des PEL, ont permis des résidences secondaires nouvelles et la possibilité d'y effectuer, désormais, sous certaines conditions, les plans d'épargne-logement, devraient favoriser l'activité de notre société.

502 من الأصل

LES

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 2 JUILLET

PARIS

2 juillet

Soutenu

Malgré la relative pénurie des offres, la Bourse de Paris a d'une façon générale bien défendu ses positions mardi. Si la règle a été une nouvelle fois l'irrégularité, ce, dans la plupart des secteurs, les écarts de cours ont tendu à se réduire, avec un peu d'effacement ici, quelques très modestes gains à côté d'amplifier le plus souvent fractionnaire. Bref, l'équilibre a été maintenu, et, à la clôture, l'indice a été réajusté à 0,11 % au-dessus de son niveau précédent.

Pour tout dire, cette séance n'appelle pas de commentaires particuliers. Avec les premiers grands départs en vacances, le marché prend son rythme de croisière, mais continue à montrer le volume des transactions enregistrées lundi : 242,1 millions de francs sur les seules valeurs françaises, soit deux fois moins, au presque, que durant le mois de juin. Cette baisse d'activité n'est cependant pas trop d'effet sur la tendance.

Le contexte reste assez bon avec un peu partout la dégradation des taux d'intérêt et la perspective d'une reprise de l'expansion aux Etats-Unis. La bonne tenue de Wall Street n'a pas d'autre explication. Mais Paris n'a pas le monopole des achats étrangers, qui paraissent maintenant se concentrer sur les marchés allemands. Ici, la communauté attend les mesures gouvernementales visant à freiner la croissance de la masse monétaire.

Les actions de la société Delachaux ont été introduites ce jour sur le second marché. Le prix d'offre minimal était de 500 F. Un cours de 520 F a été enregistré.

La devise-titre s'est échangée sans grand changement entre 9,63 F et 9,66 F contre 9,62 F-9,63 F.

Raïssa de l'or à Londres : 310,85 dollars l'once (-3,03 dollars). A Paris, le lingot a perdu 1 F à 93 400 F et le napoléon 1 F à 543 F.

NEW-YORK

Stabilisation

Parvenu après trois séances de hausse à son plus haut niveau de toujours, le marché new-yorkais s'est employé, mardi, à consolider ses positions. Des ventes bénéficiaires se sont produites, mais elles ont été bien absorbées dans l'ensemble. L'indice Dow Jones a enregistré une perte modique de 3,13 points à 1 334,01. En revanche, le bilan de la journée est resté positif. Sur 2 008 valeurs traitées, 622 ont progressé, 748 ont baissé et 438 n'ont pas varié. Bref, d'une façon générale, les spécialistes estimaient que Wall Street s'était stabilisé.

A l'évidence, le marché tire sa force de la conviction que l'économie américaine n'est plus menacée par une récession. L'annonce par le département du Commerce d'une progression de 2,1 % des commandes industrielles au mai, la première depuis le début de l'année, a encore renforcé ce sentiment. Le point de savoir maintenant si la Bourse américaine a fait son plein de hausse ou si elle n'a bougé que la première étape de son ascension. Question difficile. Selon un "barbier" de la "Dow" pourrait franchir le seuil des 400 points la semaine prochaine. Il n'en est pas sûr. Le plus grand nombre se rallie à l'idée que, de toute façon, New-York fera une pause plus ou moins longue. Les investisseurs, d'ailleurs, ont besoin de clarification sur le lent problème du déficit budgétaire.

L'activité s'est accrue, et 111,07 millions de titres ont changé de mains contre 96,10 millions.

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES ACTIONS DE LA FNAC CÉDEES A 500 F A GME ET A L'HABITAT. - Les transactions ont été abondantes à la Bourse de Paris, la FNAC par la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GME) et par la firme britannique Habitat. Modérateur, ce sont effectués au cours de 520 F, soit le double de la cotation de Paris où cette action était à 260 F (non cotée en raison de l'absence de cours d'achat) la veille à 520 F. A ce niveau, l'action FNAC cédée à son plus haut niveau, dépassant l'augmentation de 100 % en 1980. GME dépossède, qui détenait déjà 50,5 % du capital de la FNAC, a acquis 175 870 actions supplémentaires, portant ainsi sa participation à 40,5 %. De son côté, Habitat s'est porté acquéreur de 117 000 actions, soit un peu

moins de 20 % du capital de la FNAC, les deux groupes ayant repris les 50,06 % détenus jusqu'ici par la Société générale. Cette cession de participation, Comptes tenus de la réglementation sur les "biens de contrôle", la GME se porte acquéreur en bourse, du 3 au 24 juillet, des actions FNAC qui seraient présentées à la vente et en un cours de 520 F par titre.

DELACHAUX AU SECOND MARCHÉ. - Introduite le 2 juillet au second marché de la Bourse de Paris, l'action de la société Delachaux a donné lieu à 1,98 million de titres demandés face à 60 780 actions offertes. On a finalement coté à l'issue de la procédure d'offre publique de souscription un cours de 520 F, soit le prix d'offre fixé initialement de 500 F.

LE LIFE STEND AUX OPTIONS MONÉTAIRES. - La société à tarification des instruments financiers (London International Financial Futures Exchange - LIFFE) a étendu ses activités aux options monétaires. Ses deux premiers contrats, ceux de l'option de souscription sur le taux de change sterling/dollar et sur le taux d'intérêt à trois mois de l'euro-dollar. D'autres contrats de même nature doivent être introduits ultérieurement. Au total, 177 banques et établissements financiers ont été admis jusqu'à présent à ce contrat. Le LIFFE, pour lequel la BNP et la Société générale.

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	Cours de 2 juillet	Cours de 1er juillet
Alcoa	34 1/4	34 1/4
AT&T	24 1/2	24 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
General Motors	28 1/2	28 1/2
IBM	124 1/2	124 1/2
Intel	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	28 1/2	28 1/2
Merck	28 1/2	28 1/2
Microsoft	28 1/2	28 1/2
Oracle	28 1/2	28 1/2
Rockwell	28 1/2	28 1/2
Sony	28 1/2	28 1/2
Texas Instruments	28 1/2	28 1/2
United Technologies	28 1/2	28 1/2
Verilog	28 1/2	28 1/2
Walt Disney	28 1/2	28 1/2
World Wide Fund	28 1/2	28 1/2

Comptant

Comptant	VALEURS				Comptant	VALEURS			
	Cours précé.	Précéd. cours	Dernier cours	%		Cours précé.	Précéd. cours	Dernier cours	%
225	Valeo	228	228	110	61	Imp. Chimie	51 80	81 20	83 50
112	Valloune	108 10	110	125	126	Ind. Lorient	125	125 30	125 30
2800	V. Clouet-P	2400	2450	2450	+ 8 02	1180	1200	1217	1217
100	V. de la Roche	100	100	100	110	110	110	110	110
70	SP-Saint	690	590	590	+ 0	110	110	110	110
150	Amer Ind	146 10	146	146	- 0 76	84	84	84	84
436	Amer Ind	436	436	436	1040	Marché	1040	1040	1040
436	Amer Ind	436	436	436	1040	Marché	1040	1040	1040
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	139 50
141	Anglo Am	140 10	139 50	139 50	- 0 76	139 50	139 50	139 50	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. LA GUERRE DE L'OMBRE : « Les États-Unis face au terrorisme international », par Raoul Bernard; « La Scientologie et les services secrets », par François Bonnet.

ÉTRANGER

3. LES ORIENTATIONS DE LA DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE

4. DIPLOMATIE

4. PROCHE-ORIENT

Après le retour des otages américains.

5. AFRIQUE

5. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6. La préparation du comité directeur du PS.

SOCIÉTÉ

7. SPORTS : le tournoi de Wimbledon.

8. ÉDUCATION : le congrès du SNU.

RELIGION.

LE MONDE ARTS ET SPECTACLES

9. EXPOSITIONS : Ingres et les barons gignés au pavillon de Flore; Matsuo et les contemporains au château de Tanlay.

10. MUSIQUE : la saison du jazz à Paris et les tournées estivales en France et en Europe.

11. DÉCOUVERTE : Anselmo, Weiner, l'accès au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

12. PHOTO : Willy Ronis au Palais de Tokyo.

Programmes des expositions.

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

« le Monde » reçoit

avec PHILIPPE BOUCHER

MERcredi 3 JUILLET

HISANORI ISOMURA

directeur général de la chaîne de télévision japonaise NHK

JEUDI 4 JUILLET

RAYMOND BETHOU

pour le livre

l'Empire des chiffres

COMMUNICATION

15. L'affaire Manouchian.

ÉCONOMIE

18. SOCIAL : le déficit de la Sécurité sociale.

19. AFFAIRES

19. TERS-MONDE.

ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS

« SERVICES » (16):

Météorologie; Météo croisée.

Annuaire classique (17); Car-

net (8); Programmes des spectacles (13 à 15); Marchés financiers (21).

● Sabotages dans une imprimerie de Loire-Atlantique. - Les « Amis des taulards révoltés », un comité de soutien aux prisonniers, a revendiqué, lundi 1^{er} juillet, le sabotage de deux compresseurs de l'imprimerie IPLO (Imprimerie Presse Loire Océan), à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), commis la veille. Les deux compresseurs situés à l'extérieur de l'imprimerie avaient été détériorés avec du sable, des clous et de l'acide sulfurique.

IPLO imprime pour la région le Quotidien de Paris, le Matin de Paris, le Parisien libéré, l'Humanité, Libération, les Echos, l'Equipe... 100 000 exemplaires de ces quotidiens ont dû être imprimés ailleurs et sont sortis, lundi, avec plusieurs heures de retard.

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1985 a été tiré à 424 840 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + ISLM

A B C D E F G

En Israël

Trois cents des détenus libanais du camp d'Atlit ont été libérés

Les trois cents détenus libanais, en grande majorité des chiites, libérés ce mercredi 3 juillet par Israël ont tous quitté la prison d'Atlit pour gagner le Liban à bord d'autobus.

Les derniers véhicules du convoi ont franchi, vers 10 heures locales, les grilles du camp de détention situé à 15 kilomètres au sud de Haïfa, dans le nord d'Israël.

Quatre cent trente-cinq Libanais restent encore détenus à Atlit et devraient être « prochainement » libérés, selon des sources militaires israéliennes.

● A Damas les autorités ont informé les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne qu'elles tentaient de faire libérer douze ressortissants de ces pays encore retenus en otages au Liban. On indique à ce propos, de source diplomatique occidentale, que cette offre n'autorise guère d'optimisme quant à une libération rapide de ces otages, en raison des limites du pouvoir syrien et de l'effet négatif possible du projet de boycottage de l'aéroport de Beyrouth annoncé par le président Reagan à la suite de l'affaire des otages du Boeing-727 de la TWA.

Sept Américains, quatre Français et un Britannique ont été enlevés à Beyrouth depuis un an et demi, alors qu'un photographe israélien de l'agence Sipa, Alfred Yagobzadeh, a « disparu » depuis jeudi dernier.

● A Washington le président américain Ronald Reagan s'est entretenu par téléphone lundi avec le président syrien Hafez el-Assad, a annoncé mardi la Maison Blanche.

Le porte-parole de la présidence américaine, M. Larry Speakes, s'est refusé à tout commentaire sur la teneur de cet entretien qui a duré environ un quart d'heure. Un haut fonctionnaire, qui a requis l'anonymat, a indiqué pour sa part que M. Reagan avait répété au président syrien que les États-Unis le considéraient en mesure de trouver une solution au problème des sept Américains toujours détenus au Liban.

La France a officiellement saisi mardi le Comité international de la Croix-Rouge du sort des Français détenus à Beyrouth, a annoncé le ministre des relations extérieures Roland Dumas, à l'issue d'un entretien d'une heure avec le président du CICR, Alexandre Hay.

Le ministre des relations extérieures a ajouté : « Nous n'avons négligé aucun détail. » M. Hay, de son côté, a précisé que le CICR avait pris acte de la demande française. Il a cependant précisé que la situation « était telle au Liban » que personne n'avait de détails sur les otages de Beyrouth. « Nos interlocuteurs ne savent pas, même M. Nabih Berri (chef des

chiites Amal) ne sait pas », a-t-il souligné.

● A Beyrouth, on estime cependant, selon notre correspondant, qu'en saisissant le CICR de sort des quatre Français et autres étrangers détenus en otages au Liban, la France a peut-être compliqué le cas de deux d'entre eux, le journaliste M. Jean-Paul Kauffmann et le chercheur M. Michel Saurat, dont la libération était promise. On fait valoir dans les milieux du mouvement chiite Amal qui en remettant M. Kauffmann et Saurat « dans le lot », les autorités françaises risquent d'inciter le Hezbollah (Parti de Dieu) qui les détient et qui s'était fait arracher la décision de les libérer, à estimer que leur cas n'est plus détaché de celui des deux autres otages du Jihad islamique.

Déjà Amal, désireux de se débarrasser de cette affaire et qui avait du mal à faire honorer par le Hezbollah sa promesse, avait dû différer la libération de M. Kauffmann et Saurat en principe prévue avec celle des otages de l'aviation de la TWA jusqu'après la remise en liberté du dernier détenu libanais du camp israélien d'Atlit. (Reuter.)

LE LANCEMENT D'ARIANE EST UN SUCCÈS

A Giotto de jouer !

Giotto a fait son premier pas dans l'espace. La sonde spatiale européenne que la fusée Ariane a placée, mardi 2 juillet à 13 h 23 (heure française), en orbite autour de la Terre n'attend plus qu'un dernier coup de pouce pour se libérer de l'attraction terrestre et valser en direction de la comète de Halley qu'elle atteindra le 13 mars 1986, après un voyage de 700 millions de kilomètres. C'est en effet dans la soirée de mercredi, vers 21 heures, que sera allumé, sur ordre du Centre d'opérations que l'Agence spatiale européenne possède à Darmstadt (RFA), un petit moteur à poudre destiné à arracher Giotto à son orbite. Alors commencera pour la communauté scientifique européenne une grande mission, la première à exiger un rendez-vous avec un astre lointain à grande vitesse.

Aventure donc pour les scientifiques, mais surtout satisfaction pour les promoteurs d'Ariane dont le succès a enregistré portant à douze - pour quatorze tentatives - le nombre des tirs réussis depuis le début du programme. Mieux, ce nouveau succès a été obtenu avec un ancien modèle d'Ariane, on pourrait presque dire un « cadavre », dont la fabrication a depuis longtemps cessé le pas à celle de versions d'Ariane plus performantes. Voilà de quoi rassurer les compagnies d'assurances peu enthousiastes à prendre en compte le risque spatial, agacer

les Américains qui préparent actuellement la nouvelle politique de prix de leur navette et convaincre les clients potentiels du lanceur européen. De ce point de vue, les négociations vont bon train puisque le président d'Arianespace, M. Frédéric d'Allent, a annoncé qu'il espérait signer d'ici à la fin de l'année des contrats pour une dizaine de satellites, dont certains seront peut-être japonais.

Une fausse note pourtant dans ce bel ensemble. La non-récupération du premier étage d'Ariane dont les parachutes destinés à ralentir sa descente n'auraient pas fonctionné.

J.-F. A.

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE SOVIÉTIQUE

L'Union soviétique a proposé à ses clients européens une nouvelle baisse des prix de son pétrole brut, à partir du mois de juillet, apprend-on au sein des compagnies pétrolières euro-occidentales. Le nouveau prix du brut « aural » sera fixé à 25,50 dollars par baril, soit nettement en-dessous des prix couramment pratiqués par l'OPEP ou par l'Égypte (26,75 dollars), qui vend des quantités comparables. Jusqu'à la fin du mois d'août, le prix du brut « aural » était fixé à 27 dollars par baril. En mai, les Soviétiques avaient déjà accepté de diminuer leurs tarifs d'un dollar (à 26 dollars par baril), mais ce nouveau prix n'avait été appliqué qu'au coup par coup, lors de ventes ponctuelles. L'URSS exporte un peu moins d'un million de barils par jour de brut (30 millions de tonnes par an) vers les économies occidentales.

Cette nouvelle baisse, officielle cette fois, va accentuer les pressions sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui se réunira à Vienne le 5 juillet et dont les tarifs officiels sont désormais supérieurs de 1 à 2 dollars selon les cas aux cours réellement pratiqués sur le marché. Le ministre égyptien du pétrole a estimé, dans une interview donnée le 1^{er} juillet au quotidien Al Itihad, que les prix du pétrole brut pourraient baisser à 25 dollars par baril au cours des prochains mois.

Ainsi, les éparpillés séduits par la publicité de Forest Invest se

Sur le vif

Madame II et... III

Je ne vous connais pas, mais je suis de tout cœur avec vous. Non, c'est vrai, je compatis. Je sais que ce n'est pas drôle d'être la deuxième femme d'un mec trucidé, harcelé, assassiné par la première. Elle vous traite de garce quand vous le lui avez piqué. Mais, alors, elle, maintenant, c'est rien à côté. Qu'est-ce qu'elle vous en fait braver ! Elle ne sait pas quoi inventer pour torpiller votre bonheur. Et ça, avant vous, elle l'a fait. Elle a pris de 50 % de chances d'y arriver.

Eh ! si. Les seconds mariages sont encore plus fragiles que les premiers. Je ne vous parle pas des troisièmes... C'est de la porcelaine.

Alors, que faire ? Je vais vous le dire. Si votre ménage bat de l'aile, si votre mari a trois enfants changés de femme comme de baguette. Dès qu'elle a un peu servi, il la balancent et ils s'en offrent une neuve. C'est souvent le même modèle que l'ancienne d'ailleurs. Regardez-vous. Je ne vous donne pas trois mois pour ressembler comme deux gouttes de vinaigre à la première de la série.

CLAUDE SARRAUTE.

DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Forêt Invest : sept ans de prison sont requis contre les dirigeants et leur ancien notaire

Sept ans de prison ont été requis, mardi 2 juillet, contre MM. Michel Senouf et Bernard Rauber, ainsi que contre M. Max Kriehbiel, qui fut leur notaire dans l'affaire d'escroquerie dont avaient à répondre, devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris, ces deux dirigeants de Forêt Invest (le Monde du 19 juin).

Pour M^{me} Martine Betch, représentant le ministère public, MM. Senouf et Rauber, avec la complicité de M. Kriehbiel, ont escroqué des millions de francs à des auteurs principaux d'une escroquerie en montant une organisation frauduleuse et en invitant de petits épargnants à placer leur argent dans l'achat de parts de forêts dont ils surenchérisaient la valeur. Comme il s'agit d'un délit accompagné d'un appel public à l'épargne, le code pénal prévoit, contre ses auteurs, de dix ans de prison et 3 600 francs à 5 millions de francs d'amende.

Contre les trois autres inculpés, MM. Maxime Bencherif, Louis Dupont, expert forestier, et Eric Decoppman, M^{me} Betch a demandé quatre ans de prison pour le premier et trois ans pour les deux autres, ces peines devant être, à son avis, assorties, pour chacun des six prévenus, d'une amende de 1 million de francs.

Le substitut a relevé que MM. Senouf et Rauber avaient su profiter de l'absence de contrôle des opérations de placement en bien divers placemans en Bourse. Le placement en parts de forêt en faisait partie. C'est ainsi que sept cents épargnants versèrent au total 163 millions de francs qu'ils ne revirent pas. Mais, a relevé le substitut, ce genre d'investissement ne se conçoit qu'à long terme, sinon « on mange le bois et on laisse l'herbe ».

Pour M^{me} Betch, MM. Senouf et Rauber « n'ont rien laissé au hasard. Le premier s'occupait de la commercialisation, le second de la façon d'administrer les opérations. Quant au notaire, il avait accepté de passer les actes en vue d'achat et de vente de forêts par le biais de sociétés civiles immobilières, puis de groupements forestiers dont les membres ou les gérants furent des prête-noms ».

Ainsi, les épargnants séduits par la publicité de Forest Invest se

PARAFRANCE ENTRE LE DÉPOT DE BILAN ET LA RESTRUCTURATION

Le troisième groupe cinématographique français va très mal. La baisse sensible de la fréquentation cinématographique, à aggraver les difficultés déjà rencontrées par Parafrance au niveau de la production et de la distribution (le Monde daté 7-8 octobre 1984). La société a demandé le mois dernier au tribunal de commerce une suspension provisoire de poursuites, moratoire de trois mois et ultime étape pour éviter le dépôt de bilan.

Néanmoins, M. Serge Shitzky, président de Parafrance, ses principaux actionnaires (le groupe Morgaine-Vatari, Paramount, la Compagnie financière de Suez et Radio Monte-Carlo) et les pouvoirs publics ont mis au point un plan de redressement de l'entreprise. Parafrance abandonnerait ses activités dans la production et la distribution pour se consacrer sur l'exploitation de ses salles les plus rentables. Les pertes seraient compensées par une augmentation de capital d'environ 50 millions de francs comprenant l'entrée d'un nouvel investisseur. Il faut y ajouter des abandons de créances et d'importantes bonifications de prêts consentis par les banques et par l'Institut de financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC).

Ce plan devrait permettre le sauvetage d'un groupe essentiel à la survie du cinéma français. Il exploiterait en effet jusqu'à présent une centaine de salles, en programmant deux cent soixante et distribuant une quinzaine de films par an. De plus, Parafrance s'était récemment diversifiée en télévision, en rachetant TSN qui produisait, entre autres séries, le célèbre « Cinq sous de la Liberté ».

J.-F. L.

orientations

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants:

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme _____ Adresse _____

Niveau d'études actuel de l'étudiant _____ Age _____

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Accueil |
| <input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion | <input type="checkbox"/> Hôtellerie |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution | <input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales |
| <input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Assurance |
| <input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Transport |
| <input type="checkbox"/> Informatique | <input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics |
| <input type="checkbox"/> Electronique | <input type="checkbox"/> Concours Administratifs |
| <input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique | <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Publicité |
| <input type="checkbox"/> Langues | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques |
| <input type="checkbox"/> Tourisme | <input type="checkbox"/> Les 3 ^{es} Cycles de Gestion |
| | <input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat |

l'année américaine après le BAC

sur le campus d'une grande université des USA

la plus nécessaire aux élèves supérieurs

USA-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92201 Neuilly, 722-94-94

JOHN RAPAL

Spécialiste prêt-à-porter

hommes grands, hommes forts

40 Av. de la République

75011 Paris.

Tél. : 355.66.00.

Parking gratuit. M^{me} Parmentier.

150 من الأول